

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano.

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président, du Ministre du Numérique et de la Ministre de la Santé,

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président, le Ministre du Numérique et la Ministre de la Santé sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du [date] entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano.

Namur, le ...

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

Elio DI RUPO

Le Ministre du Numérique,

Willy BORSUS

La Ministre de la Santé,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Christie Morreale', written in a cursive style.

Christie MORREALE

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano.

Exposé des motifs

Dans le cadre de la crise COVID-19, l'un des éléments clé de la gestion de la pandémie consiste en un système de tracing efficace à l'échelle nationale. Ce tracing a été mis en place par l'Etat fédéral dès le mois de mai 2020.

En effet, vu l'ampleur de la maladie, le tracing tel qu'effectué dans un contexte de maladie préventive « habituel » (par exemple, tuberculose ou méningite) relève de la compétence de la Région wallonne.

Cependant, vu l'ampleur de la maladie COVID-19 et de son caractère de crise de type pandémique, le tracing ici nécessite une coordination et une gestion au niveau de l'Etat fédéral, en collaboration avec les différentes entités.

Dans ce contexte, un accord de coopération a été soumis par l'Etat fédéral aux différentes parties, et ce, en vue de la mise en place d'un système de tracing « manuel » via la création d'une banque de données centralisée auprès de l'institut fédéral « Sciensano ».

En outre, cet accord de coopération pose le cadre légal pour le développement d'applications numériques.

Pour le surplus, il est renvoyé aux considérants de l'accord de coopération qui contiennent les motivations nécessaires.

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano.

Commentaires des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Article 2

Cette disposition vise à porter assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano.

Article 3

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano

COMMENTAIRE GÉNÉRAL

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré l'apparition du virus SRAS-CoV-2, qui provoque la maladie COVID-19, comme une pandémie.

La Belgique non plus n'est pas épargnée par cette pandémie. Dans le contexte de la crise sanitaire COVID-19 et afin de prévenir la poursuite de la propagation de la maladie, le Conseil national de sécurité, qui réunissait des représentants du gouvernement fédéral ainsi que des représentants des entités fédérées, a été chargé de prendre des mesures concertées afin de limiter la propagation du COVID-19.

1. Objectifs généraux du présent accord de coopération

Le traçage des contacts des personnes infectées et l'incitation de ces contacts à prendre les mesures nécessaires est crucial pour prévenir de nouveaux foyers d'infection, qui menacent la santé publique. Le suivi et le traçage des contacts peuvent être effectués de différentes manières. Les méthodes les plus évidentes sont le traçage manuel et numérique des contacts.

ALGEMENE TOELICHTING

Op 11 maart 2020 heeft de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) de uitbraak van het SARS-CoV-2-virus, dat de ziekte COVID-19 veroorzaakt, uitgeroepen tot een pandemie.

Ook België blijft niet gespaard van deze pandemie. In het kader van de COVID-19-gezondheidscrisis en om een verdere verspreiding van de ziekte COVID-19 tegen te gaan, werd de Nationale Veiligheidsraad, waarin naast de vertegenwoordigers van de federale overheid, vertegenwoordigers van de deelstaten zetelen, belast om op elkaar afgestemde maatregelen te nemen teneinde de verdere verspreiding van COVID-19 te beperken.

1. Algemene doelstellingen van dit samenwerkingsakkoord

Het opsporen van de contacten van besmette personen en het aansporen van deze contacten om de nodige maatregelen te nemen, is cruciaal om nieuwe besmettingshaarden, die de volksgezondheid bedreigen, te voorkomen. Contactonderzoek en -opsporing kan op verschillende manieren gebeuren. De meest voor de hand liggende methoden zijn manuele en digitale contactopsporing.

Une des mesures nécessaires dans le suivi manuel des contacts est le traçage précoce des personnes infectées ou sérieusement suspectées d'être infectées par le COVID-19, afin que ces personnes puissent recevoir les recommandations nécessaires (isolement à domicile, télétravail, etc.) pour éviter d'infecter d'autres personnes avec le virus du SRAS-CoV-2. Comme il s'agit d'une tâche de soins de santé préventifs, elle relève de la compétence des entités fédérées.

Compte tenu de l'infectiosité du virus SRAS-CoV-2, il est également nécessaire d'identifier les personnes avec lesquelles la personne infectée ou suspectée d'être infectée a été en contact (traçage des contacts), afin que les recommandations nécessaires puissent également être données à ces personnes (se faire dépister, limiter les contacts, etc.) pour prévenir toute nouvelle propagation du COVID-19. Ces tâches de traçage de contacts sont elles aussi couvertes par le volet de suivi manuel des contacts. Là aussi, il s'agit d'une tâche de soins de santé préventifs qui relève de la compétence matérielle des entités fédérées.

La détection des infections par le COVID-19 relève donc de la compétence des communautés. Cette compétence comprend également la mise en place d'un système de protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel collectées à la suite d'une telle détection. Compte tenu du fait que l'accord de coopération prévoit des règles relatives au traitement de ces données à caractère personnel, la compétence communautaire en matière de soins de santé préventifs entre donc en vigueur.

Een van de noodzakelijke maatregelen bij het manueel contactonderzoek is het vroegtijdig opsporen van personen die besmet zijn met COVID-19 of waarvan er een ernstig vermoeden bestaat dat zij besmet zijn met COVID-19, zodat aan deze personen de nodige aanbevelingen gegeven kunnen worden (thuisisolatie, telewerken enzovoort) om te vermijden dat zij andere personen zouden besmetten met het SARS-CoV-2-virus. Daar dit een taak van preventieve gezondheidszorg uitmaakt, komt de bevoegdheid ervan toe aan de deelstaten.

Gezien de besmettelijkheid van het SARS-CoV-2-virus is het ook nodig om na te gaan met welke personen de besmette of vermoedelijk besmette persoon in contact is geweest (contactopsporing), zodat ook aan deze personen de nodige aanbevelingen kunnen worden gegeven (zich laten testen, contacten beperken enzovoort) om een verdere verspreiding van COVID-19 te voorkomen. Ook deze taken van contactopsporing vallen onder het luik manueel contactonderzoek. Ook hier maakt dit een taak uit van preventieve gezondheidszorg dat ressorteert onder de materiële bevoegdheid van de deelstaten.

Het opsporen van COVID-19-besmettingen behoort dan ook tot de bevoegdheid van de gemeenschappen. Die bevoegdheid omvat ook het vaststellen van een regeling voor de bescherming van natuurlijke personen bij de verwerking van persoonsgegevens die naar aanleiding van die opsporing worden verzameld. Gelet op het feit dat het samenwerkingsakkoord in regels voorziet met betrekking tot de verwerking van die persoonsgegevens, wordt dan ook de gemeenschapsbevoegdheid inzake preventieve gezondheidszorg betreden.

Teneinde de gegevensverwerking van dit manuele contactonderzoek in heel België uniform te laten verlopen, werd aan Sciensano, Belgisch Instituut voor Volksgezondheid, de opdracht gegeven om gezondheids- en contactgegevens van patiënten in te zamelen bij artsen, laboratoria en ziekenhuizen en te verwerken in één centrale gegevensbank.

Een centrale gegevensbank is noodzakelijk, gelet op de mobiliteit van de burgers doorheen de verschillende deelstaten. Het aanhouden van verschillende gegevensbanken per deelstaat, zou aldus inhouden dat gegevensbanken met elkaar dienen te interageren op het ogenblik dat dergelijke verplaatsingen zich voordoen. Op praktisch gebied zou dit interageren voor een vertraagde werking van de contact centra kunnen zorgen, daar moet worden gewacht op input uit de andere deelstaten. Bovendien brengt het doorgeven van persoonsgegevens tussen verschillende gedecentraliseerde databanken op regelmatige basis een veel groter risico op datalekken met zich mee. Omwille van deze redenen werd het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit om decentrale gegevensbanken in te richten, niet opgevolgd. Met het oog op een veiliger en efficiënter beleid, heeft dit samenwerkingsakkoord tot doel allereerst de juridische basis te bieden voor deze centrale gegevensbank.

Deze gegevensbank bij Sciensano, die middels dit samenwerkingsakkoord wordt opgericht (hierna "Gegevensbank I"), zal voorzien in de uitwisseling van gegevens met de gegevensbanken, die worden opgericht ter ondersteuning van de door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra. Deze laatste - eveneens centraal gehoste gegevensbanken (hierna "Gegevensbanken III en IV") - worden middels dit samenwerkingsakkoord ook opgericht.

Afin de permettre aux inspections sanitaires et aux équipes mobiles de remplir correctement les tâches qui leur sont confiées (notamment l'identification et la détection des foyers de COVID-19 et clusters, la prise de mesures sur place pour contenir les foyers de COVID-19 et les clusters), il est également nécessaire de prévoir un échange de données entre la Base de données I et les inspections sanitaires, ainsi qu'avec les équipes mobiles.

En outre, les fonctions de la surveillance épidémiologique existante doivent rester garanties. Il sera donc important de permettre aux institutions de recherche, y compris Sciensano, d'effectuer des études scientifiques ou statistiques liées à la propagation du coronavirus COVID-19 et/ou de soutenir la politique de lutte contre le coronavirus, par l'échange de données entre la Base de données I et la Base de données déjà existante auprès de Sciensano, qui est utilisée actuellement pour la recherche scientifique (ci-après "Base de données II"). C'est une tâche qui relève de la compétence matérielle de l'Etat en matière de recherche scientifique. Le traitement des données à caractère personnel dans la Base de données I s'inscrit également dans le cadre des compétences fédérales en matière de recherche scientifique, comme il ressort de l'article 1^{er}, §2 de l'accord de coopération. A ce titre, il s'inscrit dans le cadre des activités de surveillance confiées à Sciensano par l'article 4 de la loi du 25 février 2018 "portant création de Sciensano".

Afin de pallier les limites en termes d'efficacité du suivi manuel des contacts, il est nécessaire de

Teneinde de gezondheidsinspectiediensten en de mobiele teams toe te laten de aan hen toevertrouwde taken (waaronder het identificeren en opsporen van uitbraken van COVID-19 en clusters, het ter plekke maatregelen treffen voor het indijken van COVID-19 uitbraken en clusters) naar behoren te kunnen uitoefenen, is het ook noodzakelijk dat er wordt voorzien in een uitwisseling van de gegevens tussen de Gegevensbank I en de gezondheidsinspectiediensten, alsook met de mobiele teams.

Voorts moeten de functies van de bestaande epidemiologische monitoring blijvend gegarandeerd worden. Derhalve zal het van belang zijn om op grond van de gegevens, verstrekt in het kader van het manuele contactonderzoek onderzoeksinstellingen, met inbegrip van Sciensano, in staat te stellen wetenschappelijke of statistische studies uit te voeren in verband met de verspreiding van het coronavirus COVID-19 en/of om het beleid in de strijd tegen het coronavirus te ondersteunen, middels de uitwisseling van de gegevens tussen de Gegevensbank I en de reeds bestaande gegevensbank bij Sciensano, die vandaag de dag al wordt angewend voor wetenschappelijk onderzoek (hierna "Gegevensbank II"). Dit maakt een taak uit die ressorteert onder de materiële bevoegdheid van de Staat inzake wetenschappelijk onderzoek. Het verwerken van de persoonsgegevens in de Gegevensbank I gebeurt ook in het kader van de federale bevoegdheden inzake wetenschappelijk onderzoek, zoals blijkt uit artikel 1, §2 van het samenwerkingsakkoord. In dat opzicht wordt aangesloten bij de surveillance activiteiten waarmee Sciensano is belast bij artikel 4 van de wet van 25 februari 2018 'tot oprichting van Sciensano'.

Om tegemoet te komen aan de beperkingen inzake de doeltreffendheid van het manueel

prévoir des moyens supplémentaires de traçage des contacts. En effet, il n'est pas toujours possible de se rappeler exactement avec qui on a été en contact pendant une certaine période, a fortiori de connaître les coordonnées de toutes ces personnes. C'est pourquoi, outre le suivi manuel sur des contacts, le présent accord de coopération prévoit un cadre permettant le suivi numérique des contacts par le biais d'une application de traçage numérique des contacts

L'accord de coopération régit donc des questions relevant à la fois de la compétence matérielle des entités fédérées et de la compétence matérielle de l'État. En effet, les entités fédérées sont compétentes pour le traçage et la lutte contre les maladies infectieuses et sociales dans le cadre de leur compétence en matière de soins de santé préventifs. L'État a une compétence matérielle pour la recherche scientifique. Toutefois, ces pouvoirs sont étroitement liés, ce qui nécessite une approche coordonnée. L'accord de coopération permet à l'État et aux entités fédérées d'exercer conjointement leurs compétences exclusives (coordination matérielle).

2. Suivi manuel des contacts

Afin de rendre le suivi manuel des contacts aussi efficace que possible, la Base de données I devrait faire office de base de données centrale dans la lutte contre la propagation du COVID-19. Sciensano, en tant que responsable du traitement, gère la Base de données I qui contient des données à caractère personnel relatives aux prestataires de soins et des établissements de soins. Toutefois, aux fins énoncées dans le présent accord de coopération, il sera également nécessaire que le personnel des centres de contact (y compris les chercheurs sur le terrain) et les équipes mobiles partagent avec la Base de données I les données qu'ils ont recueillies. L'objectif est d'organiser un suivi

contactonderzoek, is het noodzakelijk om te voorzien in bijkomende manieren van contactopsporing. Zo is het immers niet altijd mogelijk is om zich exact te herinneren met wie men allemaal contact heeft gehad over een bepaalde tijdsperiode, laat staan dat men van al die personen de contactgegevens zou hebben. Derhalve wordt naast het manuele contactonderzoek in dit samenwerkingsakkoord een kader voorzien om het digitale contactonderzoek via een digitale contactopsporingsapplicatie mogelijk te maken.

Het samenwerkingsakkoord regelt derhalve aangelegenheden die zowel tot de materiële bevoegdheid van de deelstaten, als tot de materiële bevoegdheden van de Staat behoren. Zoals hierboven reeds aangegeven, zijn de deelstaten bevoegd voor de opsporing en de strijd tegen de besmettelijke en de sociale ziekten als een onderdeel van hun bevoegdheden inzake preventieve gezondheidszorg. De Staat is materieel bevoegd inzake wetenschappelijk onderzoek. Dankzij het samenwerkingsakkoord kunnen de Staat en de deelstaten hun exclusieve bevoegdheden gezamenlijk uitoefenen (materiële coördinatie).

2. Manueel contactonderzoek

Teneinde het manuele contactonderzoek zo efficiënt mogelijk te maken dient de Gegevensbank I te fungeren als de centrale gegevensbank in de strijd tegen de verspreiding van COVID-19. Sciensano, als verwerkingsverantwoordelijke, beheert de Gegevensbank I die persoonsgegevens bevat die zorgverleners en zorgverstrekkende instellingen. Echter voor de doelstellingen uiteengezet in dit samenwerkingsakkoord zal het ook noodzakelijk zijn dat de medewerkers van de contactcentra (met inbegrip de veldonderzoekers) en de mobiele teams de door hen verzamelde gegevens met de Gegevensbank I delen. Dit met het oogmerk

manuel des contacts qui soit aussi efficace et complet que possible.

Cette base de données coexiste avec la Base de données II de Sciensano, créée en 2014, qui sera la destinataire des données collectées à partir de la Base de données I dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, mais après pseudonymisation et uniquement pour utiliser ces données pour d'autres recherches scientifiques et épidémiologiques.

En vue d'échanger des données avec les inspections sanitaires régionales, les équipes mobiles et/ou les centres de contact désignés par les agences compétentes à partir de la Base de données I, deux bases de données supplémentaires gérées de manière centralisée seront créées - comme indiqué ci-dessus - à savoir les Bases de données III et IV, pour lesquelles (i) l'Agence flamande «Zorg en Gezondheid», (ii) l'Agence wallonne pour une Vie de Qualité, (iii) le ministère de la Communauté germanophone et (iv) la Commission communautaire commune sont chacun responsables du traitement pour leur domaine sanitaire respectif. Cela concerne les deux bases de données suivantes :

1. la base de données contenant les demandes d'appel et des demandes pour le personnel du centre de contact (Base de données III) ;
2. la base de données contenant les coordonnées des collectivités (Base de données IV).

Une personne (présumée) infectée qui est contactée par le centre de contact pour fournir des informations sur les personnes avec lesquelles elle a été en contact ne doit pas préciser les circonstances dans lesquelles ce contact a eu lieu

een zo efficiënt en volledig mogelijk manueel contactonderzoek te organiseren.

Deze gegevensbank bestaat naast de in 2014 opgerichte Gegevensbank II bij Sciensano, dewelke in het kader van de strijd tegen COVID-19 zal fungeren als ontvanger van de verzamelde gegevens uit Gegevensbank I, weliswaar na pseudonimisering en enkel om deze gegevens aan te wenden voor verder wetenschappelijk en epidemiologisch onderzoek.

Met het oog op het uitwisselen van gegevens met de regionale gezondheidsinspectiediensten, mobiele teams en/of de door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra vanuit de Gegevensbank I worden - zoals hierboven reeds aangegeven - twee bijkomende centraal beheerde gegevensbanken opgericht, met name Gegevensbanken III en IV, waarvoor (i) het Vlaams Agentschap Zorg en Gezondheid, (ii) het Agence Wallonne pour une Vie de Qualité, (iii) het ministerie van de Duitstalige Gemeenschap en (iv) de Gemeenschappelijke Gemeenschapcommissie elk voor hun respectievelijke gezondheidsgebied verwerkingsverantwoordelijke zijn. Het betreft hier de volgende twee gegevensbanken:

1. de gegevensbank met belorders en orders voor de medewerkers van het contactcentrum (Gegevensbank III) ;
2. de gegevensbank met contactgegevens van collectiviteiten (Gegevensbank IV).

Een (vermoedelijk) besmet persoon die gecontacteerd wordt door het contactcentrum om informatie te verstrekken over de personen met wie hij in contact is geweest, dient de omstandigheden waarnaar dat contact heeft plaatsgevonden niet te preciseren.

Il est prévu une dérogation au secret professionnel pour les personnes suivantes :

- les prestataires de soins de santé ;
- les personnes tenues de garder le secret professionnel.

S'agissant des prestataires de soins de santé, ils sont relevés de leur obligation de garder le secret lorsqu'ils doivent alimenter la base de données I pour les finalités prévues dans le présent accord de coopération, d'une part, mais aussi lorsqu'ils sont contactés par le centre de contact, en tant que personne (présumée) infectée, pour fournir des informations sur les personnes avec lesquelles ils ont été en contact, d'autre part.

En ce qui concerne les autres personnes dépositaires, par état ou par profession, des secrets qu'on leur confie, elles sont également relevés de leur obligation de garder le secret lorsqu'elles sont contactées par le centre de contact, en tant que personne (présumée) infectée, pour fournir des informations sur les personnes avec lesquelles elles ont été en contact.

Ces Bases de données III et IV échangent des données entre elles et avec la Base de données I dans le cadre du suivi des contacts.

On entend par collectivités des communautés de personnes pour lesquelles les inspections sanitaires compétentes jugent qu'il existe un risque accru de propagation du coronavirus COVID-19, sur base des dernières informations scientifiques. Il peut par exemple s'agir d'un hôpital, une école, un centre d'asile, une prison, une maison de repos et de soins, un lieu de travail, une institution pour des personnes handicapées, une garderie, un centre de révalidation ou une caserne. Les institutions que l'on peut entendre par collectivités peuvent, le cas échéant, être clarifiées au moyen d'un accord de coopération d'exécution.

Een afwijking van het beroepsgeheim wordt voorzien voor de volgende personen:

- gezondheidszorgverleners;
- personen die het beroepsgeheim moeten bewaren.

In het geval van gezondheidszorgverleners, deze zijn van hun geheimhoudingsplicht ontheven wanneer zij enerzijds de Gegevensbank I moeten voeden voor de doeleinden die in dit samenwerkingsakkoord zijn voorzien, maar anderzijds ook wanneer het contactcentrum contact met hen opneemt als (vermoedelijk) besmette persoon, om informatie te verstrekken over de personen met wie zij in contact zijn geweest.

Wat betreft de andere personen die, uit hoofde van hun staat of beroep, houder zijn van geheimen die hen zijn toevertrouwd, deze zijn ook van hun geheimhoudingsplicht ontheven wanneer het contactcentrum contact met hen opneemt als (vermoedelijk) besmette persoon, om informatie te verstrekken over de personen met wie zij in contact zijn geweest.

Deze Gegevensbanken III en IV wisselen gegevens uit in het kader van het contactonderzoek, dit met elkaar en met de Gegevensbank I.

Met collectiviteiten worden gemeenschappen van personen bedoeld met betrekking tot dewelke de bevoegde gezondheidsinspecties oordelen dat er een verhoogd risico op verspreiding van het coronavirus COVID-19 bestaat, op basis van de meest recente wetenschappelijke inzichten. Het kan bijvoorbeeld gaan om een ziekenhuis, school, asielcentrum, gevangenis, woonzorgcentrum, werkplaats, instelling voor personen met een beperking, kinderopvang, revalidatiecentrum of een kazeme. De instellingen die onder de term collectiviteiten kunnen vallen kunnen, indien nodig, verduidelijkt worden middels een uitvoerend samenwerkingsakkoord.

Finalités du traitement relatives au stockage et à l'échange de données à caractère personnel dans la base de données (I) créée à cet effet auprès de Sciensano

Les finalités du traitement de cette collecte de données dans la Base de données I et de l'échange ultérieur de données vers les Bases de données II, III et IV sont au nombre de quatre.

1. La collecte et l'échange de données servent à identifier et à contacter - par tout moyen de communication possible - les personnes infectées confirmées et les personnes pour lesquelles un médecin a de sérieuses raisons de soupçonner une infection, afin de leur donner les recommandations nécessaires et de poursuivre le suivi de ces personnes, ainsi que de fournir des informations sur les personnes avec lesquelles elles ont été en contact.
Afin d'atteindre cette finalité de traitement, un échange de données entre les Bases de données I et III est prévu, le cas échéant également avec la Base de données IV.

2. La collecte et l'échange de données sont nécessaires pour contacter les personnes avec lesquelles les personnes infectées ou suspectées d'être infectées (ci-après dénommées "personnes index") ont été en contact, par tout moyen de communication possible, pour fournir des consignes en matière d'hygiène et de prévention, pour proposer une quarantaine et/ou pour les inviter à subir un test de dépistage du coronavirus COVID-19 et son suivi ultérieur. Le centre de contact prendra également contact avec le médecin de référence ou, à défaut, avec le responsable administratif de la collectivité à laquelle appartient le patient (présumé) infecté.

Verwerkingsdoeleinden met betrekking tot de opslag en uitwisseling van persoonsgegevens in de hiertoe opgerichte gegevensbank (I) bij Sciensano

De verwerkingsdoeleinden van deze gegevensinzameling in de Gegevensbank I en de daaropvolgende gegevensuitwisseling naar de Gegevensbanken II, III en IV is vierledig.

1. De gegevensinzameling en -uitwisseling dienen om de bevestigde besmette personen en de personen bij wie een arts een ernstig vermoeden heeft dat ze besmet zijn, te kunnen opsporen en contacteren - via elke mogelijke manier van communicatie - om hen de nodige aanbevelingen te kunnen geven en om deze personen verder te kunnen opvolgen, alsook om info te verstrekken over de personen met wie zij contact hebben gehad.
Om dit verwerkingsdoeleinde te verwezenlijken wordt er een uitwisseling van gegevens tussen Gegevensbank I en Gegevensbank III voorzien, waar nodig ook met de Gegevensbank IV.

2. De gegevensinzameling en -uitwisseling zijn noodzakelijk met het oog op het contacteren van de personen met wie de besmette of vermoedelijke besmette personen (hierna "indexpersonen") in aanraking zijn gekomen, via elke mogelijke manier van communicatie, om hygiëne- en preventierichtlijnen te verstrekken, quarantaine voor te stellen en/of om hen uit te nodigen om getest te worden op het coronavirus COVID-19 alsmede de verdere opvolging hiervan. Het contactcentrum zal eveneens de referentiearts, of bij gebrek aan een referentiearts, de administratief

afin de les informer de l'infection (présumée) de la personne qui fait partie de cette collectivité. Afin d'atteindre cette finalité de traitement, un échange de données entre les Bases de données I et III est prévu, le cas échéant également avec la Base de données IV. La Base de données I doit ensuite être alimentée par les données des personnes avec lesquelles les personnes index sont entrées en contact, recueillies par les centres de contact concernés.

3. La collecte et l'échange de données sont nécessaires tant pour les services d'inspection sanitaire compétents des entités fédérées dans le cadre de leurs missions réglementaires que pour les tâches qui seront confiées aux équipes mobiles des services d'inspection sanitaire. Les services d'inspections sanitaires sont ceux visés respectivement dans le décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive (pour la Flandre), le décret du 2 mai 2019 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé (pour la Wallonie), l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé et l'arrêté du 23 avril 2009 du Collège réuni de la Commission communautaire commune relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles (pour Bruxelles) et le décret du Parlement de la Communauté germanophone du 1er juin 2004 relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale et ses arrêtés d'exécution. Cela comprend également le traçage et le suivi de clusters, en utilisant des équipes mobiles pour identifier ces clusters dans les collectivités et les communautés de vie, certaines mesures étant prises par l'entité fédérée respective

verantwoordelijke van de collectiviteit waar de (vermoedelijk) besmette patiënt deel van uitmaakt contacteren, met het oog op informeren omtrent de (vermoedelijke) besmetting van de persoon die deel uitmaakt van de collectiviteit.

3. De gegevensinzameling en -uitwisseling zijn noodzakelijk zowel voor de bevoegde gezondheidsinspectiediensten van de deelstaten in het kader van hun reglementaire opdrachten, alsook voor de taken die de mobiele teams van de gezondheidsinspectiediensten toebedeeld zullen krijgen. De gezondheidsinspectiediensten zijn deze bedoeld in respectievelijk het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid (voor Vlaanderen), het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid (voor Wallonië), de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en het besluit van 23 april 2009 van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten (voor Brussel) en het decreet van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap van 1 juni 2004 betreffende de gezondheidspromotie en inzake medische preventie en zijn uitvoeringsbesluiten. Hieronder valt eveneens het opsporen en onderzoeken van clusters, waarbij mobiele teams worden ingezet om

Pour atteindre cette finalité de traitement, il est prévu un échange de données entre la Base de données I et les inspections sanitaires ainsi que les équipes mobiles désignées par celles-ci, chacune dans leur domaine de compétence.

4. Enfin, après pseudonymisation, la collecte et l'échange de données servent à mettre les données à la disposition de la Base de données II pour la recherche scientifique, statistique et/ou de soutien politique par les instituts de recherche, en ce compris Sciensano, dans le cadre de la lutte contre le coronavirus COVID-19 et des politiques connexes. Pour atteindre cette finalité de traitement, un échange de données pseudonymisées entre la Base de données I et la Base de données II est prévu.

Catégories de données à caractère personnel collectées dans le cadre du présent accord de coopération

Les catégories de données à caractère personnel collectées sont les suivantes : données d'identification et de contact, données relatives aux tests, prescriptions, résultats des examens par CT-scan et diagnostics présumés des personnes, d'une part, et données relatives aux personnes infectées ou sérieusement suspectées d'être infectées ainsi qu'aux patients hospitalisés dont le diagnostic du coronavirus a été confirmé dans les hôpitaux, d'autre part. Nombre de ces données sont collectées par les laboratoires, les

deze clusters in collectiviteiten en leefgemeenschappen op te sporen en daarbij door de respectievelijke deelstaat bepaalde maatregelen te nemen.

Om dit verwerkingsdoeleinde te verwezenlijken wordt er een uitwisseling van gegevens tussen Gegevensbank I voorzien met de gezondheidsinspectiediensten alsook met de door hen aangeduide mobiele teams, ieder binnen hun bevoegdheidssfeer.

4. De gegevensinzameling en -uitwisseling dienen ten slotte om na pseudonimisering van de gegevens, deze ter beschikking te stellen aan de Gegevensbank II met het oog wetenschappelijk, statistisch en/of beleidsondersteunend onderzoek door onderzoeksinstituten, met inbegrip van Sciensano, in het kader van de strijd tegen het coronavirus COVID-19 en beleid daaromtrent. Om dit verwerkingsdoeleinde te verwezenlijken wordt er een uitwisseling van gepseudonimiseerde gegevens tussen Gegevensbank I en Gegevensbank II voorzien.

Categorieën van persoonsgegevens die verzameld worden in het kader van huidig samenwerkingsakkoord

De categorieën van persoonsgegevens die verzameld worden zijn identificatie- en contactgegevens, testgegevens, voorschriften, resultaten van CT-scans en vermoedelijke diagnoses van personen enerzijds en gegevens van de besmette personen of de personen van wie een ernstig vermoeden bestaat dat deze persoon besmet zijn alsook gehospitaliseerde patiënten met een bevestigde diagnose van het coronavirus bij de ziekenhuizen anderzijds. Een heel aantal

centres de triage, les hôpitaux et les médecins, les MCC (médecins coordinateurs et conseillers) dans les collectivités (par exemple, les centres de soins résidentiels, les centres d'asile et les prisons). Le diagnostic présumé en l'absence de test ne concerne que l'infection présumée par le coronavirus COVID-19. Ce diagnostic présumé ne peut être posé que par le médecin qui, sur la base d'un examen médical, établit la présomption d'infection par le coronavirus COVID-19.

En ce qui concerne les tests, non seulement les résultats des tests sont importants, mais aussi le type de test présent et/ou effectué, ainsi que la date du test, sont indispensables. D'une part, pour déterminer si un patient est infecté ou non et, d'autre part, pour permettre aux chercheurs de mener des recherches qualitatives et statistiques supplémentaires sur les tests de COVID-19. Une infection par COVID-19 peut également être déduite des résultats des examens par CT-scan. La collecte de ces données permet d'obtenir plus de clarté sur l'évolution générale de la maladie COVID-19 chez un patient infecté.

En vue de l'identification sans équivoque des personnes concernées (c'est-à-dire les patients hospitalisés, les personnes infectées ou les personnes gravement suspectées d'être infectées) et de la mise en relation des données collectées, il est absolument indispensable de conserver également le numéro d'identification de sécurité sociale des personnes concernées dont les données sont traitées dans la base de données I et de permettre un accès général au registre national. Cela soulage également les médecins, les hôpitaux et les laboratoires qui mettent les informations à disposition (c'est-à-dire les informateurs), car ils n'ont à fournir que les données qui ne se trouvent pas dans le registre national. Étant donné que l'ensemble du système de soins de santé en Belgique repose sur

van deze gegevens wordt ingezameld door laboratoria, triageposten, ziekenhuizen en artsen, CRA's (coördinerend en raadgevend artsen) in de collectiviteiten (bijvoorbeeld woonzorgcentra, asielcentra en gevangenissen). De vermoedelijke diagnose bij gebrek aan test doelt enkel op de vermoedelijke besmetting met het coronavirus COVID-19. Deze vermoedelijke diagnose kan enkel worden gesteld door de arts die op basis van een medisch onderzoek de vermoedelijke besmetting met COVID-19 vaststelt.

Voor wat betreft de testen, zijn niet enkel de testresultaten van belang, maar ook zal het type van voorgeschreven en/of uitgevoerde test, alsook de datum van de test noodzakelijk zijn. Enerzijds om te bepalen of een patient al dan niet besmet is, en anderzijds om onderzoekers toe te laten om verder kwaliteits- en statistisch onderzoek te voeren inzake het testen op COVID-19. Ook uit resultaten van CT-scans kan een besmetting met COVID-19 worden afgeleid. Het verzamelen van deze gegevens laat toe om meer duidelijkheid te verkrijgen omtrent het algemeen ziekteverloop van COVID-19 bij een besmette patiënt

Met het oog op de eenduidige identificatie van de betrokken personen (zijnde gehospitaliseerde patiënten, besmette personen of personen van wie een ernstig vermoeden bestaat dat zij besmet zijn) en het onderling linken van de verzamelde gegevens, is het absoluut noodzakelijk om ook het identificatienummer van de sociale zekerheid van de betrokken personen wiens gegevens in de Gegevensbank I worden verwerkt op te slaan en te voorzien in een algemene toegang tot het Rijksregister. Tevens ontlast dit de artsen, ziekenhuizen en laboratoria die de informatie ter beschikking stellen (d.i. de informanten), aangezien zij enkel de gegevens dienen aan te leveren die niet kunnen worden teruggevonden in het

L'utilisation du numéro du registre national pour identifier effectivement un patient, ce numéro est également essentiel pour le traitement dans le cadre du suivi manuel des contacts, en vue d'identifier correctement la personne index ainsi que les personnes avec lesquelles la personne index a été en contact.

Dans la mesure strictement nécessaire pour atteindre les finalités de traitement définies dans le présent accord de coopération, les données à caractère personnel collectées seront également reliées à des données à caractère personnel provenant d'autres bases de données, telles que les registres de la Banque carrefour, à partir desquels les données d'identification correctes peuvent être obtenues, la base de données Cobrha contenant les données d'identification précises des médecins et des établissements de soins concernés et la base de données des titulaires de DMG. Un lien avec d'autres données à caractère personnel qui n'est pas nécessaires dans le cadre des mêmes finalités n'est donc pas autorisé (par exemple, les données à caractère personnel ne peuvent en aucun cas être liées à des fins fiscales aux données à caractère personnel du Service public fédéral Finances ou, aux fins de la lutte contre la fraude, être liées à des données à caractère personnel provenant d'autres sources authentiques). L'utilisation de ces sources authentiques est d'une importance fondamentale afin de réduire au minimum la charge administrative pesant sur les informateurs, d'accroître la qualité des données et de garantir la communication fluide des résultats des tests aux prestataires de soins qui traitent un patient infecté.

L'inclusion du numéro INAMI du médecin traitant dans la Base de données I est également importante. Ce numéro est utilisé pour identifier et vérifier le médecin qui a prescrit le test, ou le médecin qui a pris la décision d'annulation. Cela

Rijksregister. Gelet op het feit dat het hele gezondheidszorgsysteem in België gebaseerd is op het gebruik van het rijksregisternummer om een patiënt daadwerkelijk te kunnen identificeren, is ook dit nummer van noodzakelijk belang om te verwerken binnen het manuele contactonderzoek, met het oog op het juist identificeren van de indexpersoon alsook van de personen met wie de indexpersoon in contact is geweest.

Uitsluitend voor zover dat strikt noodzakelijk is voor het realiseren van de verwerkingsdoeleinden die in dit samenwerkingsakkoord, zullen de ingezamelde persoonsgegevens ook gekoppeld worden aan persoonsgegevens uit andere gegevensbanken, zoals de Kruispunthankregisters, waaruit de correcte identificatiegegevens kunnen worden gehaald, de gegevensbank Cobrha met accurate identificatiegegevens van de betrokken artsen en zorginstellingen en de gegevensbank van de GMD-houders. Een koppeling met andere persoonsgegevens die niet nodig is in het kader van diezelfde doeleinden, is dus niet toegestaan (de persoonsgegevens mogen bijvoorbeeld geenszins voor fiscale doeleinden worden gekoppeld aan persoonsgegevens van de federale overheidsdienst Financiën of voor fraudebestrijding worden gekoppeld aan persoonsgegevens uit andere authentieke bronnen). Het gebruik van deze authentieke bronnen is van fundamenteel belang om de administratieve last van de informanten te minimaliseren, de kwaliteit van de gegevens te verhogen en de vlotte mededeling van testresultaten aan de zorgverleners die een besmet patiënt behandelen, te kunnen verzekeren.

Ook het opnemen van het RIZIV-nummer van de behandelende arts in de centrale gegevensbank (I) bij Sciensano is van belang. Dit nummer wordt gebruikt om de arts die de test heeft voorgeschreven, of de arts die de

s'applique également au numéro INAMI du laboratoire ou du centre de triage qui a effectué le test.

En outre, ces données sont utilisées à des fins statistiques, ainsi que pour améliorer la qualité des tests effectués conformément à l'article 5, (1), b du Règlement Général sur la Protection des Données, sans que cela n'entraîne jamais de responsabilité pénale pour les médecins ou les laboratoires. Pour que cela soit possible, le numéro INAMI du médecin ou du laboratoire doit également être traité et conservé.

Par ailleurs, les données à caractère personnel des personnes avec lesquelles la personne infectée ou la personne avec laquelle il existe un soupçon sérieux que cette personne a été infectée sont enregistrées également. La collecte et le traitement des données à caractère personnel des personnes avec lesquelles la personne infectée ou les personnes avec lesquelles il existe une suspicion sérieuse que ces personnes sont infectées, ont été en contact, sont effectués sur la base des scripts élaborés par le système de traçage du centre de contact. Même après que les personnes avec lesquelles la personne infectée ou la personne avec laquelle il existe une suspicion sérieuse que cette personne infectée a été en contact ont déjà été contactées par les centres de contact, les données de ces personnes sont conservées en vue du suivi ultérieur de ces personnes.

En vue d'études épidémiologiques, il est également nécessaire de disposer d'informations sur les personnes qui ont été testées avec un résultat négatif et les personnes qui ont été infectées mais ne le sont plus. Le premier permet de tirer des conclusions utiles sur le rapport entre les résultats négatifs et positifs des tests, le second permet également de tirer des conclusions sur l'immunité de la population.

beslissing tot overruling heeft genomen te kunnen identificeren en verifiëren. Dit geldt ook voor wat betreft het RIZIV-nummer van het laboratorium of triagepost, die de test heeft afgenomen.

Daarnaast dienen deze gegevens voor statistische doeleinden, alsmede kwaliteitsverbetering van de uitgevoerde testen, in overeenstemming met artikel 5, (1), b, van de Algemene Verordening Gegevensbescherming zonder dat dit ooit tot enige strafrechtelijke aansprakelijkheid kan leiden voor de artsen of labo's. Om dit mogelijk te maken moet ook het RIZIV-nummer van de arts of het laboratorium worden verwerkt en opgeslagen.

Tevens worden persoonsgegevens opgeslagen van personen met wie de besmette persoon of de persoon van wie een ernstig vermoeden bestaat dat deze persoon besmet is in contact is geweest. De verzameling en verwerking van de persoonsgegevens van de personen met wie de besmette persoon of van de personen van wie een ernstig vermoeden bestaat dat deze personen besmet zijn, in contact zijn geweest, gebeurt op basis van de uitgewerkte scripts van het opsporingssysteem van het contactcentrum. Ook nadat de personen met wie de besmette persoon of de persoon van wie een ernstig vermoeden bestaat dat deze persoon besmet is in contact is geweest reeds zijn gecontacteerd door de contactcentra, worden de gegevens van deze personen bewaard met het oog op de verdere opvolging van deze personen.

Met het oog op epidemiologisch onderzoek, is het eveneens vereist om over informatie te beschikken omtrent de personen die getest zijn met een negatief resultaat en de personen die besmet waren maar dit niet langer zijn. Het eerste laat toe nuttige conclusies te trekken omtrent de verhouding negatieve testresultaten versus positieve testresultaten, het tweede geeft de mogelijkheid om ook

conclusies te trekken omtrent immuniteit onder de bevolking.

Les données collectées par les équipes mobiles peuvent en outre être transférées à Sciensano pour être stockées dans la Base de données I en vue de leur traitement et de leur communication ultérieurs, mais uniquement pour les finalités de traitement fixées dans le présent accord de coopération.

L'accord de coopération n'énumère que les catégories de données à caractère personnel collectées, mais contient déjà une liste non exhaustive des données à caractère personnel qui relèvent de la catégorie en question afin d'accroître la transparence entourant la collecte et le traitement des données dans ce contexte. Ceci afin de permettre au système de suivi manuel des contacts d'évoluer sous toutes ses facettes en fonction des nouveaux acquis de la science et de la nécessité de pouvoir réagir rapidement en cette période de crise Covid-19.

Accès et transfert de données à caractère personnel

Il va sans dire que le centre de contact désigné par les autorités régionales compétentes ou les agences compétentes ne recevra que les informations nécessaires au traçage des contacts et dans la mesure où les personnes concernées relèvent de la compétence de l'autorité régionale ou de l'agence concernée. Plus précisément, la Base de données III contient les demandes d'appel pour le personnel des centres de contact. Elle est alimentée à partir de la Base de données centrale I, et ce uniquement avec les données des personnes infectées ou suspectées d'être infectées et uniquement dans la mesure où ces données sont nécessaires au suivi des contacts, comme le nom, les coordonnées et l'indication que la personne doit être appelée en tant que personne (suspectée) infectée. Les résultats de cette enquête de contact sont à leur tour saisis

De door de mobiele teams verzamelde gegevens kunnen tevens worden doorgegeven aan Sciensano om te worden opgeslagen in de Gegevensbank I voor de verdere verwerking en mededeling ervan zij het enkel voor de binnen dit samenwerkingsakkoord bepaalde verwerkingsdoeleinden.

In het samenwerkingsakkoord worden enkel de categorieën van de verzamelde persoonsgegevens opgelijst, doch reeds met een niet-limitatieve opsomming van de persoonsgegevens die onder de desbetreffende categorie vallen om de transparantie rond het inzamelen en verwerken van de gegevens in dit kader te vergroten. Dit teneinde toe te laten om het systeem van het manuele contactonderzoek in al zijn facetten mee te laten evolueren met het voortschrijdend wetenschappelijk inzicht alsook met de noodzaak om in tijden van deze Covid-19 crisis snel te kunnen schakelen.

Toegang en doorgifte van persoonsgegevens

Het is vanzelfsprekend dat het door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentrum enkel de gegevens zal ontvangen die nodig zijn voor de contactopsporing en voor zover de betrokkenen onder de bevoegdheid van de desbetreffende regionale overheid of bevoegde agentschap vallen. Meer in het bijzonder bevat de Gegevensbank III de belorders voor de medewerkers van het contactcentrum. Deze wordt gevoed vanuit de centrale Gegevensbank I enkel met de gegevens van besmette of vermoedelijke besmette personen en enkel voor zover deze gegevens noodzakelijk zijn voor het contactonderzoek, zoals naam, contactgegevens en aanduiding dat de

dans la Base de données I. Enfin, la Base de données IV contient les coordonnées des collectivités auxquelles la personne concernée appartient, et qui échangent des données avec la Base de données I ainsi que III et IV.

Le centre de contact contacte non seulement les personnes dont les médecins ont de sérieux soupçons d'infection et celles avec lesquelles le test COVID-19 du coronavirus a révélé qu'elles sont infectées, mais aussi les personnes avec lesquelles elles ont eu des contacts étroits. Le centre de contact désigné par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes reçoit ces informations de la Base de données I auprès de Sciensano. En cas de contacts avec des personnes au sein d'une collectivité appartenant à un groupe de population vulnérable, le centre de contact prendra contact avec le médecin de référence ou, à défaut, avec le responsable administratif de cette collectivité pour un suivi complémentaire de la situation. Dans le cas de contacts avec des personnes individuelles, le centre de contact contacte ces personnes par téléphone, leur donne ensuite les recommandations appropriées sur la base des informations qu'elles fournissent (rester chez soi, travailler à domicile, se faire tester, etc.) et confirme ces recommandations par voie électronique. Cet envoi électronique n'est qu'une confirmation des recommandations données oralement. Il est également possible que des enquêteurs de terrain effectuent des visites physiques aux personnes concernées lorsque le contact téléphonique ou électronique est impossible.

Les équipes mobiles et les services d'inspection d'hygiène des entités fédérées matériellement et territorialement compétentes ou les agences compétentes ont accès aux données contenues dans la Base de données I dans la mesure où l'accès a lieu dans le cadre des finalités de

personne gebeld moet worden als (vermoedelijk) besmet persoon. De resultaten van dit contactonderzoek komen op hun beurt terecht in de Gegevensbank I. Gegevensbank IV tenslotte, bevat contactgegevens van collectiviteiten waar de betrokkene deel van uitmaakt, dewelke gegevens uitwisselt met Gegevensbanken I en, III en IV.

Het contactcentrum neemt niet enkel contact op met de personen van wie de arts een ernstig vermoeden van besmetting heeft of met de personen waarbij de coronavirus COVID-19 test uitwees dat ze besmet zijn, maar tevens met de personen met wie zij in nauw contact zijn gekomen. Het door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentrum ontvangt deze gegevens uit de Gegevensbank I bij Sciensano. Gaat het om contacten met personen in een collectiviteit met een kwetsbare populatie, dan contacteert het contactcentrum de referentiearts, of bij gebreke hiervan, de administratief verantwoordelijke van die collectiviteit voor verdere opvolging van de situatie. Gaat het om contacten met individuele personen, dan contacteert het contactcentrum die individuele personen telefonisch, geeft ze vervolgens op basis van de informatie die zij verschaffen de gepaste aanbevelingen (thuis blijven, thuis werken, zich laten testen,...) en bevestigt deze aanbevelingen elektronisch. Deze elektronische zending betreft enkel een bevestiging van de aanbevelingen die mondeling werden gegeven. Eveneens is het mogelijk dat veldonderzoekers fysieke bezoeken afleggen bij de betrokkenen, wanneer telefonisch of elektronisch contact onmogelijk is.

De mobiele teams en de gezondheidsinspectiediensten van de materieel en territoriaal bevoegde deelstaten of de bevoegde agentschappen hebben toegang tot de gegevens in de Gegevensbank I voor zover de toegang gebeurt binnen de in

traitement en matière de suivi des contact définies dans le présent accord de coopération ;
- l'accès se fait dans le cadre de leurs compétences régionales respectives en matière d'initiatives de lutte contre la propagation des effets néfastes causés par les maladies infectieuses, ces initiatives étant limitées aux initiatives de lutte contre les effets néfastes du coronavirus COVID-19.

Les données pseudonymisées contenues dans la Base de données II ne peuvent être transférées à des tiers que dans le cadre d'études scientifiques ou statistiques en matière de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 et/ou pour soutenir les politiques dans ce domaine. Ce transfert n'est possible qu'après délibération de la Chambre « sécurité sociale et santé » du Comité de sécurité de l'information.

Compétence du Comité de sécurité de l'information

Le Comité de sécurité de l'information est un organe indépendant dont la tâche est d'autoriser la communication de données à caractère personnel dans le secteur social et des soins de santé, dans le respect des principes fondamentaux de la protection des données et de promouvoir la protection des données et la sécurité de l'information.

La soumission de la communication de données à caractère personnel à une délibération du Comité de sécurité de l'information est une règle établie par la loi fédérale et constitue une mesure de protection des données dès la conception et protection des données par défaut au sens du Règlement Général sur la Protection des Données. Elle est basée sur les articles 6, paragraphe 2 et 9, paragraphe 4 du Règlement Général sur la Protection des Données.

dit samenwerkingsakkoord bepaalde verwerkingsdoeleinden inzake contact-onderzoek: - de toegang gebeurt in het kader van hun respectievelijke regionale bevoegdheden in het kader van initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten die veroorzaakt zijn door infectieziekten tegen te gaan, waarbij deze initiatieven beperkt dienen te worden tot initiatieven ter bestrijding van de schadelijke effecten van het coronavirus COVID-19.

De gepseudonimiseerde gegevens die zich bevinden in Gegevenshank II kunnen enkel worden doorgegeven aan derde partijen in het kader van wetenschappelijke of statistische studies inzake de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 en/of om het beleid op dit gebied te ondersteunen. Deze doorgifte is enkel mogelijk na beraadslaging door de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité.

Bevoegdheid van het informatieveiligheidscomité

Het informatieveiligheidscomité is een onafhankelijk orgaan dat als taak heeft om toestemming te verlenen voor de mededeling van persoonsgegevens in de sociale en gezondheidszorgsector, met inachtneming van de grondbeginselen van de gegevensbescherming en om de bescherming van gegevens en informatiebeveiliging te bevorderen.

Het voorleggen van de mededeling van persoonsgegevens aan een beraadslaging van het informatieveiligheidscomité is een door de federale wet vastgestelde regel en vormt een maatregel van gegevensbescherming door ontwerp en door standaardinstellingen in de zin van het Algemene Verordening Gegevensbescherming. Het is gebaseerd op de artikelen 6, §2 en 9, §4 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

En effet, les délibérations du Comité de sécurité de l'information précisent les mesures de sécurité de l'information à respecter par les participants à une communication de données et évaluent de manière préventive qu'il n'y a pas plus de données à caractère personnel qui sont communiquées à l'organisme acquéreur que ceux qui lui sont nécessaires pour atteindre des finalités légitimes de traitement

Les délibérations du Comité de sécurité de l'information sont contraignantes pour les participants à l'échange de données. D'autre part, ils visent à fournir une sécurité juridique aux participants à l'échange de données afin qu'un partage efficace et efficient des données ne soit pas inutilement hypothéqué par une manque de clarté concernant les mesures de sécurité de l'information à implementer ou concernant la légitimité de la communication des données à caractère personnel.

Les délibérations du Comité de sécurité de l'information ne portent que sur l'échange (électronique) de données. Dans ses délibérations, le Comité de sécurité de l'information est lié par les dispositions légales régissant les finalités du traitement par les autorités qui reçoivent les données. Les délibérations du Comité de sécurité de l'information ne constituent qu'une base juridique permettant à un organisme traitant des données à caractère personnel à des fins légitimes de communiquer ces données à d'autres organismes, à des fins légitimes pour lesquelles l'organisme destinataire peut traiter des données à caractère personnel.

Les délibérations du Comité de sécurité de l'information ne constituent pas une base juridique pour la première collecte et le premier traitement de données à caractère personnel par

In de beraadslagingen van informatieveiligheidscomité wordt namelijk gespecificeerd welke informatiebeveiligingsmaatregelen door de actoren van een gegevenscommunicatie moeten worden nageleefd en wordt preventief beoordeeld of er niet meer persoonsgegevens aan de verwerkende organisatie worden verstrekt dan nodig is om legitieme doeleinden van de verwerking te verwezenlijken.

De beraadslagingen van het informatieveiligheidscomité zijn bindend voor de actoren van de gegevensuitwisseling. Anderzijds hebben zij tot doel de actoren van de gegevensuitwisseling rechtszekerheid te bieden, zodat een effectieve en efficiënte gegevensuitwisseling niet onnodig wordt belemmerd door een gebrek aan duidelijkheid over de ten uitvoer te leggen informatiebeveiligingsmaatregelen of over de legitimiteit van de openbaarmaking van persoonsgegevens.

De beraadslagingen van het informatieveiligheidscomité hebben alleen betrekking op de (elektronische) uitwisseling van gegevens. Bij zijn beraadslagingen is het informatieveiligheidscomité gebonden aan de wettelijke bepalingen betreffende de verwerkingsdoeleinden van de instanties die de gegevens ontvangen. De beraadslagingen van het informatieveiligheidscomité zijn slechts een rechtsgrond die een orgaan dat persoonsgegevens verwerkt op basis van legitieme doeleinden in staat stelt om deze persoonsgegevens aan andere organen mee te delen, in het kader van legitieme doeleinden waarvoor het ontvangende orgaan persoonsgegevens kan verwerken.

De beraadslagingen van het informatieveiligheidscomité vormen geen rechtsgrondslag voor de eerste verzameling en verwerking van persoonsgegevens door de

l'organisme émetteur. Au contraire, l'organisme destinataire doit traiter les données à caractère personnel en vertu des bases juridiques dont il dispose. Par conséquent, le Comité de sécurité de l'information ne peut pas étendre la finalité du traitement initial par l'organisme émetteur, ni fournir une base juridique pour le traitement par l'organisme récepteur autre que celle prévue par la loi ou en vertu de celle-ci.

Le Comité de sécurité de l'information n'est pas une autorité de contrôle au sens du Règlement Général sur la Protection des Données. Elle n'est donc pas compétente pour contrôler le respect des règles, pour résoudre les problèmes et les litiges ou pour traiter les plaintes. En effet, c'est l'Autorité de protection des données qui est compétente pour ces questions. L'Autorité de protection des données peut à tout moment comparer toute délibération du Comité de sécurité de l'information avec des normes juridiques plus élevées et, en cas de non-conformité, demander au Comité de sécurité de l'information de reconsidérer sa délibération sur les points qu'elle a soulevés.

Dans le cadre du présent accord de coopération, le comité de la sécurité de l'information délibère sur des échanges concrets d'informations, dans la mesure où ils ne sont pas encore prévus par le présent accord de coopération. Ces délibérations ne peuvent être accordées que pour des communications dans le cadre des finalités de traitement et pour les catégories de données à caractère personnel définies dans le présent accord de coopération. Par conséquent, le Comité de sécurité de l'information ne peut en aucun cas déterminer lui-même d'autres finalités de traitement ou catégories de données à caractère personnel pour la communication de données à caractère personnelles à ou par la base de données de Sciensano.

verstreckende instantie. De ontvangende instantie moet daarentegen de persoonsgegevens verwerken op basis van de rechtsgrondslagen die haar ter beschikking staan. Het informatieveiligheidscomité kan derhalve het doel van de eerste verwerking door de verstreckende instantie niet uitbreiden, noch kan het een andere rechtsgrondslag bieden voor de verwerking door de ontvangende instantie dan die waarin bij of krachtens de wet is voorzien.

Het Comité voor informatiebeveiliging is geen toezichthoudende autoriteit in de zin van de algemene verordening inzake gegevensbescherming. Zij is dus niet bevoegd om toezicht te houden op de naleving, problemen en geschillen op te lossen of klachten te behandelen. Het is inderdaad de Gegevensbeschermings-autoriteit die voor deze zaken bevoegd is. De Gegevensbeschermingsautoriteit kan te allen tijde elke beraadslaging van het informatieveiligheidscomité vergelijken met hogere wettelijke normen en, in geval van niet-naleving, het informatieveiligheidscomité verzoeken zijn beraadslaging over de door hem aangegeven punten te heroverwegen.

Het informatieveiligheidscomité zal binnen het kader van huidig samenwerkingsakkoord beraadslagingen verlenen voor concrete gegevensuitwisselingen, voor zover nog niet opgenomen in dit samenwerkingsakkoord. Deze beraadslagingen kunnen enkel worden verleend voor mededelingen binnen de verwerkingsdoeleinden en voor de categorieën van persoonsgegevens bepaald in dit samenwerkingsakkoord. Het informatieveiligheidscomité kan dus in geen geval zelf andere verwerkingsdoelstellingen noch categorieën van persoonsgegevens vaststellen voor de mededeling van persoonsgegevens aan of door de gegevensbank van Sciensano.

Le Comité de sécurité de l'information, en particulier la Chambre sécurité sociale et santé, ne peut que préciser davantage, pour les finalités de traitement définies dans le présent accord de coopération, quelles données à caractère personnel spécifiques relevant d'une certaine catégorie de données à caractère personnel peuvent être traitées, rendues accessibles et/ou communiquées à l'une des Bases de données II, III, IV ou communiquées de la Base de données IV à la Base de données centrale I auprès de Sciensano, dans la mesure où cela est utile pour atteindre la finalité du traitement en question.

Les délibérations du Comité de sécurité de l'information sont publiées sur les sites web respectifs.

Afin de permettre au système de suivi manuel des contacts d'évoluer dans toutes ses facettes en fonction des nouveaux acquis de la science ainsi que de la nécessité de réagir rapidement en période de crise COVID-19, (i) les institutions pouvant être reprises sous le vocable de collectivités, (ii) les catégories de fournisseurs d'informations qui doivent de façon obligatoire communiquer des données à caractère personnel à Sciensano pour stockage et traitement ultérieur dans la base de données centrale et (iii) les catégories de données à caractère personnel traitées dans les bases de données I, II, III et IV peuvent être clarifiées, modifiées ou complétées ~~que~~ par le biais d'un accord de coopération d'exécution tel que prévu à l'article 92bis, § 1^{er}, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 portant réforme des institutions.

Le comité de sécurité de l'information ne pourra donc pas déterminer quelles institutions peuvent être reprises sous le vocable de collectivités, quels catégories de fournisseurs d'informations doivent de façon obligatoire communiquer des

Het informatieveiligheidscomité, in het bijzonder de kamer sociale zekerheid en gezondheid, kan enkel voor de in dit samenwerkingsakkoord bepaalde verwerkingsdoeleinden verder verduidelijken welke specifieke persoonsgegevens binnen een bepaalde categorie van persoonsgegevens kunnen worden verwerkt, toegankelijk worden gemaakt en/of worden meegedeeld aan één van de Gegevensbanken II, III, IV of die vanuit de Gegevensbank IV aan de Gegevensbank I bij Sciensano moeten worden meegedeeld, voor zover nuttig voor het realiseren van het desbetreffende verwerkingsdoeleinde.

De beraadslagingen van het informatieveiligheidscomité worden gepubliceerd op de respectieve websites.

Teneinde toe te laten het systeem van het manuele contactonderzoek in al zijn facetten te kunnen laten evolueren met het voortschrijdend wetenschappelijk inzicht alsook met de noodzaak om in tijden van deze COVID-19 crisis snel te kunnen schakelen, kunnen de partijen bij dit samenwerkingsakkoord, (i) de instellingen die onder de collectiviteiten kunnen vallen, (ii) de categorieën van informatieverstrekkers die persoonsgegevens verplicht dienen mee te delen aan Sciensano voor opslag en verdere verwerking ervan in de centrale gegevensbank en (iii) de categorieën persoonsgegevens die in de Gegevensbanken I, II, III en IV worden verwerkt worden verduidelijkt, gewijzigd of aangevuld middels een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals voorzien in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Het Informatieveiligheidscomité zal bijgevolg niet kunnen bepalen welke instellingen onder de collectiviteiten kunnen vallen, welke informatieverstrekkers verplicht persoonsgegevens dienen mee te

données à caractère personnel à Sciensano ou quelles catégories de données à caractère personnel sont traitées dans les bases de données I, II, III et IV. Ces éléments doivent être établis par le biais d'un accord de coopération d'exécution. Ceci n'empêche pas que le comité de sécurité de l'information peut exercer ses compétences tels que décrits dans le présent accord de coopération en ce qui concerne les flux de données concernant les collectivités, les catégories supplémentaires de fournisseurs d'informations et les catégories supplémentaires de données personnelles.

Mesures de sécurité

Les responsables respectifs du traitement prennent également les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer un niveau de sécurité élevé. Cela signifie, entre autres, que les bases de données respecteront les principes de la protection des données dès leur conception et lors de leur paramétrage par défaut. Il sera également veillé à ce que la pseudonymisation des données à caractère personnel soit effectuée de telle sorte que les données à caractère personnel ne puissent plus être associées à une personne spécifique sans que des données supplémentaires soient utilisées, et à ce que cette pseudonymisation soit effectuée conformément à la nouvelle définition contenue dans le Règlement Général sur la Protection des Données.

Durée de conservation des données à caractère personnel

En tout état de cause, les données à caractère personnel sont supprimées de la Base de données centrale (I) au plus tard 60 jours après leur stockage. Cette période de 60 jours tient compte des développements les plus récents de la recherche épidémiologique (par exemple dans le domaine des tests) nécessaires pour assurer un suivi correct des personnes. Les données

delen aan Sciensano, of welke categorieën van gegevens in de Gegevensbanken I, II, III en IV worden verwerkt. Deze elementen dienen middels een uitvoerend samenwerkingsakkoord te worden vastgelegd. Dit neemt echter niet weg dat het Informatieveilighedscomité m.b.t. gegevensstromen die betrekking hebben op collectiviteiten, bijkomende informatieverstrekkers en bijkomende categorieën van persoonsgegevens haar bevoegdheden zoals beschreven in dit samenwerkingsakkoord kan uitoefenen.

Veiligheidsmaatregelen

Eveneens nemen de respectievelijke verantwoordelijken voor de verwerking de nodige passende technische en organisatorische maatregelen om een hoog beveiligingsniveau te waarborgen. Dit houdt onder meer in dat de gegevensbanken zullen voldoen aan de principes van gegevensbescherming door ontwerp en door standaardinstellingen. Ook wordt gewaarborgd dat het pseudonimiseren van persoonsgegevens op zodanige wijze gebeurt, dat de persoonsgegevens niet meer aan een specifieke betrokkene kunnen worden gekoppeld zonder dat er aanvullende gegevens worden gebruikt, alsook dat deze wijze van pseudonimiseren overeenkomstig de in de Algemene Verordening Gegevensbescherming opgenomen nieuwe definitie geschiedt.

Bewaringstermijn van de persoonsgegevens

In ieder geval worden de persoonsgegevens uit de centrale gegevensbank (I) uiterlijk 60 dagen na de opslag gewist. Deze periode van 60 dagen houdt rekening met de meest recente ontwikkelingen in het epidemiologisch onderzoek (bv. op het gebied van tests) die nodig zijn om een goede follow-up van personen te garanderen. De

pseudonymisées contenues dans la Base de données II à des fins de recherche scientifique seront supprimées conformément aux dispositions de la loi du 10 avril 2014 contenant diverses dispositions en matière de santé et de l'accord de coopération conclu en application de celle-ci entre l'INAMI et Sciensano. Les données à caractère personnel de la Base de données III sont supprimées quotidiennement et celles de la Base de données IV sont soit mises à jour, soit supprimées tous les dix ans.

gepseudonimiseerde gegevens die zich bevinden in de Gegevensbank II voor wetenschappelijk onderzoek worden gewist conform hetgeen bepaald in de wet van 10 april 2014 houdende diverse bepalingen inzake gezondheid en de in uitvoering daarvan afgesloten samenwerkings-overeenkomst tussen RIZIV en Sciensano. De persoonsgegevens uit Gegevensbank III worden dagelijks gewist en de persoonsgegevens in gegevensbank IV worden om de tien jaar ofwel geüpdatet, ofwel gewist.

Les données à caractère personnel reçues seront en tout cas supprimées par le responsable du traitement cinq jours après la publication de l'arrêté royal proclamant la fin de l'épidémie de coronavirus COVID-19.

De ontvangen persoonsgegevens worden in elk geval door de verwerkings-verantwoordelijke gewist vijf dagen na de publicatie van het Koninklijk Besluit dat het einde van de toestand van het coronavirus COVID-19 epidemie afkondigt.

Transparence et droits des personnes concernées

Transparantie en rechten van betrokkenen

Des mesures sont prises par les responsables des traitements respectifs pour assurer la transparence nécessaire en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel et pour respecter l'exercice des droits des personnes concernées en matière de données à caractère personnel.

Door de respectievelijke verantwoordelijken voor de verwerking worden maatregelen getroffen om de nodige transparantie te voorzien inzake de verwerking van persoonsgegevens en om te kunnen voldoen aan de uitoefening van de rechten van betrokkenen inzake persoonsgegevens.

La communication aux citoyens doit être concise, transparente et compréhensible à différents niveaux. Lorsque l'on contacte la personne concernée par l'intermédiaire des centres de contact, la communication concernant le traitement de ses données à caractère personnel doit être transparente. Un site web où la personne concernée peut facilement trouver toutes les informations est également prévu.

De communicatie naar de burger toe dient beknopt, transparant en begrijpelijk te zijn en dit op verscheidene niveaus. Bij de contactname met de betrokkene via de contactcentra dient er transparant te worden gecommuniceerd met betrekking tot de verwerking van hun de persoonsgegevens. Eveneens wordt een website voorzien waar de betrokkene op een gemakkelijke manier alle informatie terug kan vinden.

Traçage numérique des contacts

Digitale contactopsporing

Le présent accord de coopération fournit également un cadre permettant le suivi de contacts à l'aide d'une application numérique de traçage de contacts.

Une application numérique de traçage de contacts peut permettre aux citoyens de déterminer eux-mêmes s'ils ont été récemment en contact avec une personne infectée. Une exigence fondamentale pour empêcher la propagation du virus basée sur les technologies numériques est la confiance des citoyens dans ces technologies et la plus grande participation possible des citoyens à ces technologies. Leur utilisation doit donc être soumise aux garanties les plus strictes et respecter les exigences en matière de droits fondamentaux. L'application des principes de protection des données par conception du Règlement Général sur la Protection des Données devrait être au centre du développement d'une application numériques de traçage de contacts. A cet égard, le Comité européen de la protection des données recommande les applications numériques de traçage de contacts qui utilisent Bluetooth et fonctionnent de manière décentralisée, une méthode également adoptée dans la présente proposition. Les recommandations des autorités nationales et internationales compétentes, en particulier la Commission européenne, le Comité européen de la protection des données et l'Autorité belge de protection des données, ont été prises en compte lors de l'élaboration du présent accord de coopération.

En fin de compte, la décision d'installer et d'utiliser une application numérique de traçage de contacts appartient au citoyen et à lui seulement. Le présent accord de coopération opte pour un système dans lequel tant l'installation que l'utilisation d'une application numérique de traçage de contacts sont effectuées volontairement par la personne concernée. En outre, la communication de toute

In dit samenwerkingsakkoord wordt tevens een kader voorzien om contactonderzoek via een digitale contactopsporingsapplicatie mogelijk te maken.

Een digitale contactopsporingsapplicatie kan burgers toelaten zelf vast te stellen of ze recent in contact zijn geweest met een besmet persoon. Een fundamentele vereiste ter voorkoming van de verdere verspreiding van het virus die berust op digitale technologieën is het vertrouwen van de burger in deze technologieën en de grootst mogelijke deelname van de burger aan deze technologieën. Het gebruik ervan moet dan ook met de strengste waarborgen omkaderd zijn en voldoen aan de vereisten inzake de grondrechten. De toepassing van de data protection-by-design principes van de Algemene Verordening Gegevensbescherming moet centraal staan bij de ontwikkeling van een digitale contactopsporingsapplicatie. Het Europees Comité voor gegevensbescherming beveelt op dit vlak digitale contactopsporingsapplicaties aan die gebruik maken van bluetooth en die gedecentraliseerd werken, een methode waarvoor ook geopteerd wordt in voorliggend voorstel. Bij het opstellen van dit samenwerkingsakkoord werd rekening gehouden met de aanbevelingen van de bevoegde nationale en internationale instanties, in het bijzonder de Europese Commissie, het Europees Comité voor Gegevensbescherming en de Belgische Gegevensbeschermingsautoriteit.

Ultiem behoort de beslissing om een digitale contactopsporingsapplicatie te installeren en te gebruiken enkel en alleen toe aan de burger. Dit voorstel opteert voor een systeem waarbij zowel de installatie alsook het gebruik van een digitale contactopsporingsapplicatie vrijwillig gebeurt door de betrokkene. Daarnaast wordt ook het doorgeven van een eventuele vastgestelde besmetting vrijwillig gelaten.

contamination éventuelle détectée reste également volontaire.

Encourager l'utilisation à grande échelle, par les citoyens, d'une même application numérique de traçage de contacts développée selon le principe de la protection des données par nature, est donc une mesure pleinement conforme au principe établi dans le Règlement Général sur la Protection des Données, qui stipule que les mesures doivent être choisies de manière à permettre d'atteindre les objectifs fixés de la manière la plus efficace et la moins invasive possible en termes de droit à la protection de la vie privée.

Toutes les applications numériques de traçage de contacts utilisées en Belgique, dans le cadre du traçage des contacts des autorités, doivent, conformément au présent accord de coopération, être basées sur le système DP3T, un système open-source développé par un groupe paneuropéen d'universitaires spécialisés, entre autres, dans le cryptage, la sécurisation des informations, la protection de la vie privée et l'épidémiologie, et qui est déjà utilisé dans d'autres pays européens. Cela devrait permettre de minimiser l'ingérence dans la sphère privée. Le présent accord de coopération n'empêche pas le développement d'autres solutions numériques dans le cadre du secteur privé ou des institutions de recherche, pour autant qu'elles soient volontaires, fournissent un consentement explicite et informé et respectent pleinement toutes les exigences du Règlement Général sur la Protection des Données.

Étant donné la nature pleinement volontaire de l'utilisation d'une application numérique de traçage de contact et le fait que l'utilisation du système DP3T minimise l'ingérence dans la sphère privée, l'utilisation de telles applications

Het stimuleren van een ruim gebruik door de burgers van eenzelfde digitale contactopsporingsapplicatie, ontwikkeld volgens het principe van data protection -by-design, is dus een maatregel die volledig strookt met het principe vastgelegd in de Algemene Verordening Gegevensbescherming dat stelt dat moet worden gekozen voor maatregelen die toelaten vooropgestelde doeleinden te bereiken op de meest effectieve wijze en op een manier die het minst invasief is op het vlak van de het recht op bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Alle digitale contactopsporingsapplicaties die in België worden gebruikt, binnen het kader van de contactopsporing van de overheden, dienen overeenkomstig dit samenwerkingsakkoord gebaseerd te zijn op het DP3T systeem, een open-bron systeem dat uitgewerkt werd door een pan-Europese groep van academici gespecialiseerd in onder meer encryptie, informatiebeveiliging, privacy en epidemiologie, en dat ook al in andere Europese landen gebruikt wordt. Dit moet ervoor zorgen dat de inmenging op het vlak van het privéleven wordt geminimaliseerd. Dit samenwerkingsakkoord belet niet dat andere digitale oplossingen worden uitgewerkt binnen het kader van de privé-sector of onderzoeksinstellingen, zolang deze vrijwillig zijn, voorzien in expliciete en geïnformeerde toestemming en volledig voldoen aan alle vereisten van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

Gelet op het volledig vrijwillig karakter van het gebruik van een digitale contactopsporingsapplicatie, en het feit dat het gebruik van het DP3T systeem de inmenging op het vlak van het privéleven minimaliseert, draagt het gebruik van

contribue au bon équilibre entre le droit à la santé et l'ingérence dans la sphère privée.

Le système DP3T a été publié, et le code source est public afin qu'il puisse être vérifié par des experts indépendants. En ce sens, il répond à la recommandation de l'APD dans son avis 34/2020 consistant à demander de publier le code source.

Une application numérique de traçage de contacts basée sur le DP3T se compose d'une application mobile qui peut être installée et utilisée par l'utilisateur volontairement en local sur son appareil, et d'un journal central des enregistrements. L'application mobile enregistre les contacts entre les utilisateurs sans les identifier. Le journal des enregistrements permet à un utilisateur de transmettre volontairement une infection identifiée et le moment probable de cette infection de manière contrôlée, afin que les autres utilisateurs puissent être informés s'ils ont été en contact avec l'utilisateur infecté pendant la période où il a été infecté, sans que l'identité de l'utilisateur infecté ou de l'autre utilisateur avec lequel il était en contact puisse être identifiée.

Une application numérique de traçage de contacts basée sur le système DP3T ne stocke que des données totalement pseudonymisées ou anonymes sur le dispositif de l'utilisateur, notamment des clés sécurisées et des numéros de série temporairement aléatoires, sans référence à l'identité des personnes entre lesquelles le contact a eu lieu ou au lieu où ce contact a eu lieu. La durée approximative du contact est conservée car elle est nécessaire pour établir si le contact a eu lieu entre le début de l'infectiosité et l'établissement de l'infection.

dergelijke applicaties bij tot de juiste balans tussen het recht op gezondheid en de inmenging op het vlak van het privéleven.

Het DP3T systeem is gepubliceerd, en de broncode is openbaar waardoor deze door onafhankelijke experts geverifieerd kan worden. In die zin komt dit dus tegemoet aan de aanbeveling van de GBA in haar advies 34/2020 om de broncode te publiceren.

Een digitale contactopsporingsapplicatie op basis van DP3T bestaat uit een mobiele applicatie die door de gebruiker vrijwillige lokaal op diens toestel geïnstalleerd en gebruikt kan worden, en een centrale loglijst. De mobiele applicatie registreert de contacten tussen gebruikers zonder dat de identiteit achterhaald kan worden. De loglijst laat een gebruiker toe om een vastgestelde besmetting alsook het vermoedelijke tijdstip van deze besmetting op vrijwillige basis en via een gecontroleerde wijze door te geven, zodat andere gebruikers verwittigd kunnen worden wanneer die in contact zouden zijn geweest met de besmette gebruiker in de periode dat hij/zij besmettelijk was, zonder dat hij hierbij de identiteit van de besmette gebruiker of de andere gebruiker waarmee hij/zij in contact was kan achterhaald worden.

Een digitale contactopsporingsapplicatie op basis van het DP3T systeem slaat enkel volledig gepseudonimiseerde of anonieme gegevens op, op het toestel van de gebruiker, met name beveiligde sleutels en tijdelijk willekeurige serienummers, zonder verwijzing naar de identiteit van de personen waartussen het contact heeft plaatsgevonden, noch naar de plaats waar het contact heeft plaatsgevonden. Het benaderend tijdstip waarop het contact heeft plaatsgevonden wordt wel bewaard omdat dit nodig is om te kunnen vaststellen of het contact heeft plaatsgevonden tussen het begin van de besmettelijkheid en de vaststelling van de besmetting.

Le présent accord de coopération prévoit que Sciensano est responsable du traitement du journal central des enregistrements. Sciensano doit s'assurer que les mesures techniques et organisationnelles nécessaires ont été prises pour protéger le journal des enregistrements, et que les données de celui-ci ne sont pas croisées avec d'autres bases de données. Compte tenu de l'expérience particulière de Sciensano en matière de protection des données lors du traitement de données relatives à la santé pour la recherche scientifique et de la mise en œuvre de telles méthodes de sécurisation et de pseudonymisation des données, Sciensano semble être le responsable le plus adapté pour effectuer ce traitement.

Les fonctionnalités, modalités et conditions techniques d'utilisation d'une application numérique de traçage de contacts prévues par le présent accord de coopération sont limitées à ce qui est strictement nécessaire pour déterminer les garanties de protection des droits et libertés fondamentaux des citoyens, et notamment la protection des informations traitées.

Le présent accord de coopération ne traite que des applications numériques de traçage de contacts dans le cadre de l'épidémie de COVID-19. Les autres applications numériques de santé, telles que les applications de triage, d'autosurveillance, de suivi dans le cadre d'une relation de soins ou les applications de soins à distance, ne sont pas couvertes ou régies par cet accord de coopération.

Garanties visant à sauvegarder les droits fondamentaux et en particulier la protection des données à caractère personnel

Le présent accord de coopération détermine le cadre juridique dans lequel fonctionne une application numérique de traçage de contacts.

Dit samenwerkingsakkoord voorziet dat Sciensano de verwerkingsverantwoordelijke is van de centrale loglijst. Sciensano moet er op toezien dat de nodige technische en organisatorische maatregelen genomen zijn om de loglijst te beschermen, en dat de gegevens van de loglijst niet gekruist worden met andere databanken. Gelet op de bijzondere ervaring bij Sciensano inzake de gegevensbescherming bij de omgang met gezondheidsgegevens voor wetenschappelijk onderzoek en het implementeren van dergelijke methoden van beveiliging en pseudonimisering van gegevens, lijkt Sciensano de meest aangewezen verantwoordelijke voor deze verwerking te zijn.

De functionaliteiten, de modaliteiten en de technische voorwaarden voor het gebruik van een digitale contactopsporingsapplicatie die in dit besluit worden bepaald beperken zich tot wat strikt noodzakelijk is om de waarborgen ter bescherming van de fundamentele rechten en vrijheden van de burgers, en in het bijzonder de bescherming van de verwerkte informatie, te kunnen bepalen.

Dit samenwerkingsakkoord handelt enkel over digitale contactopsporingsapplicaties in het kader van de COVID-19 epidemie. Andere e-Gezondheidsapplicaties, zoals applicaties voor triage, zelfmonitoring, monitoring in het kader van een zorgrelatie of applicaties voor zorg op afstand, worden niet door dit samenwerkingsakkoord geregeld.

Waarborgen ter vrijwaring van de grondrechten en in het bijzonder de bescherming van persoonsgegevens

Dit samenwerkingsakkoord bepaalt het juridisch kader waarbinnen een digitale contactopsporingsapplicatie functioneert. Bij

Lors de la rédaction du présent accord de coopération, les recommandations des autorités nationales et internationales compétentes, notamment la Commission européenne, le Comité européen de protection des données et l'Autorité belge de protection des données, ont été prises en compte.

Comme l'ont confirmé les autorités susmentionnées, la législation européenne relative à la protection de la vie privée fournit une base juridique pour le développement et l'utilisation d'une application numérique de traçage de contacts, en particulier les articles 6, § 1er, point e), et 9, § 2, point i), du Règlement Général sur la Protection des Données. Le présent accord de coopération s'appuie donc sur ces bases juridiques spécifiques.

Le présent accord de coopération fournit la base juridique permettant d'atteindre les objectifs suivants:

- tout d'abord, une application numérique de traçage de contacts doit enregistrer les contacts entre utilisateurs de manière automatisée sans qu'il soit possible de retracer l'identité des utilisateurs;
- deuxièmement, une application numérique de traçage de contacts doit donner à l'utilisateur dont l'infection par COVID-19 a été identifiée la possibilité de déclarer volontairement qu'il est infecté par le COVID-19, et ce de manière autorisée et contrôlée afin d'éviter toute déclaration fausse ou erronée;
- la notification de l'infection devrait alors permettre aux autres utilisateurs qui sont entrés en contact avec l'utilisateur infecté par le COVID-19 pendant la période où celui-ci a été infecté d'être informés qu'ils se trouvaient à proximité de cette personne infectée, sans donner

het opstellen van dit samenwerkingsakkoord werd rekening gehouden met de aanbevelingen van de bevoegde nationale en internationale instanties, in het bijzonder de Europese Commissie, het Europees Comité voor Gegevensbescherming en de Belgische Gegevensbeschermingsautoriteit.

Zoals bevestigd door hogergenoemde instanties, voorziet de Europese privacywetgeving in een wettelijke basis voor de ontwikkeling en het gebruik van een digitale contactopsporingsapplicatie, in het bijzonder artikelen 6, § 1, e) en 9, § 2, i) van de Algemene Verordening Gegevensbescherming. Dit samenwerkingsakkoord beroept zich dan ook op deze specifieke wettelijke grondslagen.

Dit samenwerkingsakkoord voorziet in de wettelijke grondslag om volgende doelstellingen te verwezenlijken:

- in de eerste plaats dient een digitale contactopsporingsapplicatie contacten tussen gebruikers op een geautomatiseerde manier te registreren zonder dat hierbij de identiteit van de gebruikers kan achterhaald worden;
- in de tweede plaats dient een digitale contactopsporingsapplicatie de gebruiker waarvan de COVID-19 besmetting is vastgesteld de mogelijkheid te geven om vrijwillig te melden dat hij/zij COVID-19 besmet is, en dit op een geautoriseerde en gecontroleerde manier om eventuele foutieve of valse meldingen te voorkomen;
- de melding van de besmetting moet vervolgens toelaten om andere gebruikers die in de periode dat de besmette gebruiker besmettelijk was in contact zijn gekomen met de met COVID-19 besmette gebruiker te verwittigen dat zij zich in de

le nom, le lieu ou le moment exact de l'infection.

nabijheid van deze besmette persoon hebben bevonden, zonder dat hierbij de naam, locatie of exacte tijdstip van besmetting worden doorgegeven.

Ce cadre juridique est nécessaire mais ne doit pas être confondu avec le libre choix du citoyen d'installer, d'utiliser et de désinstaller une application numérique de traçage de contacts. Le présent accord de coopération fixe le cadre des garanties techniques et relatives aux droits de l'homme qu'une application numérique de traçage de contacts doit respecter, mais n'impose en aucun cas au citoyen l'obligation d'installer, d'utiliser ou de désinstaller une application numérique de traçage de contacts. Sur la recommandation de l'APD dans son avis 34/2020, il est également précisé qu'un (non-) utilisateur ne peut subir aucun désavantage ou avantage de quelque manière que ce soit selon qu'il utilise ou non une application numérique de traçage de contacts. Toutefois, une application numérique de traçage de contacts sera assortie de conditions d'utilisation en vertu desquelles l'utilisation illicite sera sanctionnée à la fois contractuellement et selon les règles du droit commun.

L'installation d'une application numérique de traçage de contacts active un certain nombre d'opérations techniques décrites ci-dessus, en particulier la génération de clés sécurisées et de numéros de série temporairement aléatoires. Par la suite, il appartient toujours à l'utilisateur d'une application numérique de traçage de contacts d'activer les autres actions techniques, qu'elles soient actives ou non et sur une base volontaire, en confirmant une contamination par le COVID-19 via l'application. Il va sans dire qu'il s'agit d'une étape nécessaire pour aider à atteindre l'objectif ultime d'une application numérique de traçage de contacts, à savoir la réduction de l'épidémie de COVID-19, et éviter de nouvelles résurgences.

Dit wettelijk kader is noodzakelijk maar mag niet verward worden met de vrije keuze van de burger om een digitale contactopsporingsapplicatie te installeren, te gebruiken en te de-installeren. Dit samenwerkingsakkoord bepaalt het kader voor de technische en mensenrechtelijke waarborgen waaraan een digitale contactopsporingsapplicatie dient te voldoen maar legt op geen enkele wijze een verplichting op aan de burger om een digitale contactopsporingsapplicatie te installeren, te gebruiken of te de-installeren. Op aanbeveling van de GBA in haar advies 34 2020 wordt ook verduidelijkt dat een (niet-) gebruiker op geen enkele manier een nadeel of een voordeel mag ondervinden op grond van het al dan niet gebruiken van een digitale contactopsporingsapplicatie. Wel zal de digitale contactopsporingsapplicatie gepaard gaan met gebruiksvoorwaarden waarbij onrechtmatig gebruik zowel contractueel als volgens de regels van het gemeen recht zal worden bestraft.

Het installeren van een digitale contactopsporingsapplicatie activeert een aantal technische handelingen zoals hierboven omschreven, met name het genereren van beveiligde sleutels en tijdelijk willekeurige serienummers. Vervolgens komt het nog altijd aan de gebruiker van een digitale contactopsporingsapplicatie toe om al dan niet actief en op vrijwillige basis de overige technische handelingen te activeren aan de hand van het bevestigen van een COVID-19- besmetting via de applicatie. Het spreekt voor zich dat dit een noodzakelijke stap is om de ultieme doelstelling van een digitale contactopsporingsapplicatie, het terugdringen van de COVID-19-epidemie en

vermijden van nieuwe opflakkingen, te helpen vervezenlijken.

Le présent accord de coopération est conforme à tous les principes de la législation sur la protection des données:

- il détermine les finalités pour lesquelles une application numérique de traçage de contacts peut traiter des données;
- il désigne le responsable du traitement qui doit appliquer les garanties prévues par le présent accord de coopération dans le cadre strict des objectifs définis. Sciensano est l'institution la mieux placée à cet effet. L'article 4, § 1er de la loi du 25 février 2018 portant création de Sciensano stipule que cette institution remplit certaines missions relatives à la santé, notamment la recherche scientifique et l'évaluation des risques, au niveau fédéral, régional et communautaire, ainsi qu'au niveau européen et international;
- il définit les catégories de données, tant personnelles que non identifiables, qui peuvent être traitées par une application numérique de traçage de contacts;
- il souligne la possibilité pour un utilisateur d'une application numérique de traçage de contacts de garder le contrôle de ses données et, au choix, de supprimer ses données;
- il souligne le besoin de transparence et d'information de l'utilisateur d'une application numérique de traçage de contacts;
- il détermine les périodes de conservation applicables aux données collectées;

Dit samenwerkingsakkoord beantwoordt aan alle principes van het gegevensbeschermingsrecht:

- het bepaalt de doeleinden waarvoor een digitale contactopsporingsapplicaties gegevens mag verwerken;
- het duidt de verwerkingsverantwoordelijke aan die de waarborgen voorzien door dit samenwerkingsakkoord moet toepassen binnen het strikte kader van de omschreven doelstellingen. Sciensano is daarvoor de best geplaatste instelling. Art. 4, § 1 van de wet van 25 februari 2018 tot oprichting van Sciensano bepaalt dat deze instelling zowel op het federale, gewestelijke en gemeenschapsniveau, alsmede op het Europese en internationale niveau, bepaalde opdrachten inzake gezondheid vervult, in het bijzonder wetenschappelijk onderzoek en risicobeoordeling;
- het bepaalt de categorieën van gegevens, zowel persoonsgegevens als niet-identificeerbare gegevens, die door een digitale contactopsporingsapplicatie mogen worden verwerkt;
- het benadrukt de mogelijkheid voor een gebruiker van een digitale contactopsporingsapplicatie om de controle over zijn gegevens te behouden en naar keuze gegevens te verwijderen;
- het benadrukt de nood aan transparantie en informatie aan de gebruiker van een digitale contactopsporingsapplicatie;
- het bepaalt de bewaartermijnen die gelden voor de verzamelde gegevens;

- il garantit que les données sont collectées dans un journal central d'enregistrements ou une base de données distincte et ne sont pas croisées avec d'autres bases de données;
- il interdit le traitement des données collectées à d'autres fins;
- il impose des exigences techniques et organisationnelles au responsable du traitement afin de garantir que les données collectées sont protégées contre tout traitement non autorisé ou illicite et contre toute perte, destruction ou détérioration accidentelle;
- il prévoit qu'une application numérique de traçage de contacts s'auto-éteindra afin de garantir qu'aucune autre donnée ne sera collectée une fois que la fin de l'épidémie de coronavirus COVID-19 sera déclarée.
- het waarborgt dat gegevens in een aparte loglijst of gegevensbank worden verzameld en niet gekruist wordt met andere gegevensbanken;
- het verbiedt de verwerking van de verzamelde gegevens voor andere doeleinden;
- het legt technische en organisatorische vereisten op voor de verwerkingsverantwoordelijke teneinde te waarborgen dat de verzamelde gegevens beschermd zijn tegen ongeoorloofde of onrechtmatige verwerking en tegen onopzettelijk verlies, vernietiging of beschadiging;
- het voorziet dat een digitale contactopsporingsapplicatie zelfuitdovend is teneinde te waarborgen dat geen gegevens meer worden verzameld zodra het einde van de toestand van de coronavirus COVID-19-epidemie wordt verklaard.

Divers

D'une manière générale, il convient de souligner que, conformément au Règlement Général sur la Protection des Données, les données à caractère personnel sont traitées légalement sur la base du présent accord de coopération et en aucun cas sur la base du consentement de la personne concernée.

Enfin, il est très important que le présent accord de coopération prévoie les principes de base, mais laisse également une marge de manœuvre suffisante pour ajuster le processus sans heurts afin d'accroître l'efficacité du traçage des contacts. Conformément à l'article 92bis, §1^{er}, dernier alinéa de la loi spéciale pour la réforme des institutions, la mise en œuvre du présent accord de coopération sera assurée par l'application des accords de coopération qui s'appliquent sans que le consentement de la loi ou du décret soit requis.

Varia

In het algemeen dient beklemtoond te worden dat de persoonsgegevens overeenkomstig de Algemene Verordening Gegevensbescherming rechtmatig worden verwerkt op basis van dit samenwerkingsakkoord en geenszins op basis van de toestemming van de betrokkene.

Ten slotte is het van groot belang dat onderhavig samenwerkingsakkoord voorziet in de basisprincipes, maar tevens voldoende ruimte laat om het proces vlot te kunnen bijsturen met het oog op de verhoging van de effectiviteit van de contactopsporing. Conform artikel 92bis, §1, laatste lid van de Bijzondere Wet tot Hervorming der Instellingen zal de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden verzekerd door uitvoerende samenwerkingsakkoorden die gelden zonder dat de instemming bij de wet of het decreet vereist is

Accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano

Vu le Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et notamment ses articles 5 §1, 1 et 6bis, § 2, 1° et 2° et 92bis ;

Vu que l'autorité fédérale n'est pas exclusivement compétente en ce qui concerne la politique de crise au cas où une pandémie (aigue) nécessite des mesures urgentes. L'autorité fédérale, les Communautés et les Régions sont compétentes chacune dans les limites de ses compétences propres. L'autorité fédérale est, à ce titre, compétente aussi à tout le moins pour la coordination ou la gestion d'une situation de crise de type pandémique. Vu que l'autorité fédérale et les entités fédérées ont la compétence d'adopter des mesures portant sur la lutte contre une crise touchant la santé publique, chacune dans le cadre de ses compétences matérielles.

Vu le décret du Parlement flamand du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive ;

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano

Gelet op Verordening (EG) nr. 2016/679 van het Europese Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, §1, 1 en 6bis, §2, 1° en 2° en 92bis;

Gelet op het feit dat de federale overheid niet exclusief bevoegd is voor het crisisbeleid wanneer een (acute) pandemie dringende maatregelen vereist. De federale overheid, de Gemeenschappen en Gewesten zijn bevoegd binnen de grenzen van hun eigen bevoegdheden. De federale overheid is op grond hiervan, ook in elk geval bevoegd voor de coördinatie en het beheer van een crisissituatie met betrekking tot een pandemie. Gelet op het feit dat de federale overheid en de deelstaten, elk binnen de grenzen van hun eigen materiele bevoegdheden, de bevoegdheid hebben om maatregelen aan te nemen inzake de strijd tegen een crisis die raakt aan de Volksgezondheid;

Gelet op het decreet van het Vlaamse Parlement van 21 november 2003

Vu le décret du Parlement de la Communauté germanophone du 1 ^{er} juin 2004 relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale;	betreffende het preventieve gezondheidsbeleid; Gelet op het decreet van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap van 1 juni 2004 betreffende de gezondheidspromotie en inzake medische preventie;
Vu l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé;	Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid;
Vu la loi du 10 avril 2014 portant des dispositions diverses en matière de santé et l'accord de coopération conclu en application de celle-ci entre l'INAMI et Sciensano;	Gelet op de wet van 10 april 2014 houdende diverse bepalingen inzake gezondheid en de in uitvoering daarvan afgesloten samenwerkingsovereenkomst tussen RIZIV en Sciensano;
Vu la loi du 25 février 2018 portant création de Sciensano, articles 4, §4 et 7, §2;	Gelet op de wet van 25 februari 2018 tot oprichting van Sciensano, artikel 4§4 en 7§2;
Vu la loi du 5 septembre 2018 instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46 CE ;	Gelet op de wet van 5 september 2018 tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG;
Vu le décret du Parlement flamand du 21 novembre 2003 relatif à la politique de prévention en matière de santé	Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid.
Vu le décret du 2 mai 2019 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé ;	Gelet op het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid.
Vu le décret du Parlement flamand du 29 mai 2020 portant organisation de l'obligation de déclaration et du suivi des contacts dans le cadre du COVID-19 ;	Gelet op het decreet van het Vlaamse Parlement van 29 mei 2020 tot organisatie van de meldingsplicht en het contactonderzoek in het kader van COVID-19;
Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 23 avril 2009 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles ,	Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 april 2009 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 juin 2009 relatif aux initiatives visant à prévenir l'extension des effets néfastes causés par des facteurs biotiques ;

Vu l'arrêté royal n° 18 du 4 mai 2020 portant création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 35 du 5 mai 2020 organisant le tracing socio-sanitaire dans le cadre de la lutte contre l'épidémie COVID-19 ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté germanophone du 7 mai 2020 portant création d'un centre de contact chargé du suivi de la chaîne d'infection dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire provoquée par le coronavirus (COVID-19).

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré le 11 mars 2020 que la flambée du virus SARS-CoV-2 constitue une pandémie;

Considérant que, dans le contexte de la crise sanitaire COVID-19 et afin de prévenir la propagation de la maladie COVID-19, le Conseil national de sécurité, qui réunissait des représentants du gouvernement fédéral ainsi que des représentants des entités fédérées, a été chargé de prendre des mesures concertées afin de limiter la propagation du COVID-19;

Considérant que l'une de ces mesures nécessaires est la détection précoce des personnes qui ont été en contact avec des personnes infectées ou sérieusement suspectées d'être infectées par le COVID-19, de même que la détection des collectivités dont font partie ces personnes, afin que les recommandations nécessaires puissent être données à ces personnes pour les empêcher d'infecter d'autres personnes avec le COVID-19, telles que l'élaboration de lignes directrices en matière

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 19 juni 2009 betreffende initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten, die veroorzaakt zijn door biotische factoren, tegen te gaan;

Gelet op het Koninklijk Besluit nr. 18 van 4 mei 2020 tot oprichting van een gegevensbank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 35 van 5 mei 2020 houdende organisatie van de contact tracing in het kader van de bestrijding van de COVID-19-epidemie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 7 mei 2020 tot oprichting van een contactcentrum dat belast is met het contactonderzoek in het kader van de strijd tegen de gezondheidscrisis die door het coronavirus (COVID-19) is ontstaan.

Overwegende dat de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 de uitbraak van het SARS-CoV-2-virus heeft uitgeroepen tot een pandemie;

Overwegende dat in het kader van de COVID-19-gezondheidscrisis en om een verdere verspreiding van de ziekte COVID-19 tegen te gaan, de Nationale Veiligheidsraad, waarin naast de vertegenwoordigers van de federale overheid ook vertegenwoordigers van de deelstaten werden opgenomen, werd belast om op elkaar afgestemde maatregelen te nemen teneinde de verdere verspreiding van COVID-19 te beperken;

Overwegende dat één van die noodzakelijke maatregelen is het vroegtijdig opsporen van personen die in contact geweest zijn met personen die besmet zijn met COVID-19 of waarvan er een ernstig vermoeden bestaat dat zij besmet zijn met COVID-19, alsmede het opsporen van de collectiviteiten waar deze personen deel van uitmaken, zodat aan deze personen de nodige aanbevelingen kunnen worden gegeven om te vermijden dat zij andere personen zouden besmetten met

d'hygiène et de prévention, la proposition d'une quarantaine et l'invitation à subir un test de dépistage du COVID-19;

Considérant que l'État fédéral est compétent pour la politique de crise lorsqu'une pandémie aiguë nécessite une action urgente, dans le respect des compétences matérielles de chaque entité (doc. Sénat, n° 5-2232/5);

Considérant que, dans le cadre de leur compétence en matière de médecine préventive et dans le cadre de la coordination organisée par l'autorité fédérale en cas de situation de crise de type pandémique, les Communautés ont mis en place des centres d'appel pour effectuer ce suivi des contacts et pouvoir leur donner des recommandations pour éviter qu'ils n'infectent d'autres personnes;

Considérant que, pour faire face à cette crise au niveau national et pour optimiser le suivi des contacts, il est nécessaire de rassembler les informations dans une base de données fédérale unique qui échange des données avec trois bases de données relevant de la compétence des Communautés;

Considérant que l'État fédéral dispose indubitablement de compétences lui permettant d'organiser le traitement des données dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID-19. À cette fin, il peut, dans le cadre de l'exercice de ses compétences, créer une base de données et, sur la base de sa compétence résiduelle en matière d'exercice de la médecine, imposer aux professionnels de la santé l'obligation d'introduire les données requises dans cette base, par dérogation au principe du secret professionnel. En outre, il peut accorder aux Communautés un accès sans engagement à une telle base de données, comme c'est déjà le cas pour d'autres bases de données fédérales telles que la Banque-Carrefour de la sécurité sociale;

Compte tenu du fait que le Conseil d'État (avis 67.435/3, 67.426/3, 67.427/3 de 26 mai 2020) a

COVID-19, zoals het vertrekken van hygiëne en preventie richtlijnen, het voorstellen van quarantaine en het uitnodigen om te worden getest op COVID-19;

Overwegende dat de federale staat verantwoordelijk is voor het crisisbeleid wanneer een acute pandemie dringende maatregelen vereist, met inachtneming van de materiële bevoegdheden van elke entiteit (doc. Senaat, nr. 5-2232/5);

Overwegende dat de Gemeenschappen in het kader van hun bevoegdheid inzake preventieve gezondheidszorg call centers hebben opgezet om dit contactonderzoek uit te voeren alsook dat er aanbevelingen kunnen worden gegeven om te vermijden dat zij andere personen besmetten;

Overwegende dat omwille van de nationale aanpak van deze crisis en ten einde het contactonderzoek zo optimaal mogelijk te laten verlopen, het noodzakelijk is om informatie te verzamelen in één federale gegevensbank, die gegevens uitwisselt met drie gegevensbanken die onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen vallen; Overwegende dat de federale overheid beschikt over bevoegdheden die het haar mogelijk maken de verwerking van gegevens te organiseren in het kader van de strijd tegen de verspreiding van COVID-19. In die zin kan zij bij de uitoefening van haar bevoegdheden een databank opzetten en, op grond van haar residuele bevoegdheid op het gebied van de uitoefening van de geneeskunde, aan de beroepsbeoefenaren in de gezondheidszorg de verplichting opleggen om de vereiste gegevens in die databank in te voeren, als een uitzondering op het beroepsgeheim. Bovendien kan zij de Gemeenschappen vrijblijvend toegang verlenen tot een dergelijke databank, zoals reeds het geval is voor andere federale databanken zoals de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

Overwegende dat de Raad van State (advies nr. 67.435/3, 67.426/3, 67.427/3 van 26 mei

déclaré dans son avis qu'un tel accord de coopération offre la solution la plus sûre sur le plan juridique. Dans ces circonstances, compte tenu également du fait que l'arrêté royal n° 18 du 4 mai 2020 est déjà appliqué dans la pratique, l'accord de coopération peut avoir un effet rétroactif au 4 mai 2020, à savoir le jour où l'arrêté en question est entré en vigueur.

Il est nécessaire de conclure un accord de coopération.

ENTRE.

L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral en la personne de Madame Sophie Wilmès, Première Ministre, et Madame Maggie De Block, Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de l'Asile et de la Migration ;

la Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand en la personne de Monsieur Jan Jambon, Ministre-président, et Monsieur Wouter Beke, Ministre du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté ;

la Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon en la personne de Monsieur Elio Di Rupo, Ministre-président, et Madame Christie Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances ;

la Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Monsieur Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Monsieur Alain Maron et Madame Elke Van den Brandt, membres ayant la Santé et le Bien-être dans leurs attributions ;

la Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne de Monsieur Oliver Paasch, Ministre-Président, et Monsieur Antonios Antoniadis, Vice-Ministre-Président,

2020) in zijn advies heeft verklaard dat een dergelijke samenwerkingsovereenkomst de meest rechtszekere oplossing biedt. In de gegeven omstandigheden, mede gelet op de omstandigheid dat het koninklijk besluit nr. 18 van 4 mei 2020 reeds in de praktijk wordt toegepast, kan aan het samenwerkingsakkoord terugwerkende kracht worden verleend tot 4 mei 2020, namelijk de dag waarop het betrokken besluit in werking is getreden.

Is het noodzakelijk een samenwerkingsakkoord af te sluiten.

TUSSEN.

De Federale staat, vertegenwoordigd door de Federale regering in de persoon van mevrouw Sophie Wilmès, Eerste Minister, en mevrouw Maggie De Block, Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie;

de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse regering in de persoon van de heer Jan Jambon, Minister-President, en de heer Wouter Beke, Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding;

het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse regering in de persoon van de heer Elio Di Rupo, Minister-President, en mevrouw Christie Morreale, Minister van Werk, Sociale Zaken, Gezondheid en Gelijke Kansen;

de Gemeenschappelijk Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van de heer Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College, en de heer Alain Maron en mevrouw Elke Van den Brandt, Leden bevoegd voor Gezondheid en Welzijn; en

de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, in de persoon van de heer Oliver Paasch, Minister-President, en de heer Antonios Antoniadis, Vice-Minister-

Ministre de la Santé et des Affaires Sociales, de l'Aménagement du Territoire et du Logement.

President Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting.

Chapitre I. - Disposition générale

Article 1^{er}. §1^{er}. Aux fins du présent accord de coopération, on entend par :

Hoofdstuk I. – Algemene bepaling

Artikel 1. §1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

1^o Règlement Général sur la Protection des Données : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE ;

1^o Algemene Verordening Gegevensbescherming: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG

2^o cluster : une concentration de personnes infectées ou potentiellement infectées par le coronavirus COVID-19 dans des collectivités ou des communautés ;

2^o clusters: een concentratie van personen besmet of mogelijks besmet met het coronavirus COVID-19 in collectiviteiten of gemeenschappen;

3^o collectivité : une communauté de personnes pour lesquelles les inspections sanitaires compétentes jugent qu'il existe un risque accru de propagation du coronavirus COVID-19 ;

3^o collectiviteit: een gemeenschap van personen met betrekking tot dewelke de bevoegde gezondheidsinspecties oordelen dat er een verhoogd risico op de verspreiding het coronavirus COVID-19 bestaat;

4^o centre de contact : instance désignée par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes pour contacter la personne concernée par tout moyen de communication, y compris par téléphone, par courrier électronique ou au moyen d'une visite physique dans le cadre des objectifs fixés à l'article 3, § 2, et qui partage ensuite les données collectées avec la base de données I ;

4^o contactcentrum: door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide instantie die de betrokkene contacteert via elke mogelijke manier van communicatie, waaronder telefonisch, per e-mail of fysiek bezoek binnen het kader van de doeleinden zoals bepaald in artikel 3, § 2 en die vervolgens de verzamelde gegevens deelt met de Gegevensbank I;

5^o Base de données I : la base de données de Sciensano qui sera créée en vertu du présent accord de coopération pour le traitement et l'échange de données aux fins prévues à l'article 3 ;

5^o Gegevensbank I. de middels dit samenwerkingsakkoord op te richten gegevensbank bij Sciensano voor de verwerking en uitwisseling van gegevens voor de verwerkingsdoeleinden bepaald in artikel 3;

6° Base de données II : la base de données existante à Sciensano, utilisée pour la recherche scientifique et établie par la loi du 10 avril 2014 portant des dispositions diverses en matière de santé et l'accord de coopération conclu en application de celle-ci entre l'INAMI et Sciensano et la loi du 25 février 2018 portant création de Sciensano ;

7° Base de données III: la base de données des demandes d'appel et des demandes pour le personnel du centre de contact conformément aux dispositions de l'article 10, §1^{er} ;

8° Base de données IV: la base de données contenant les coordonnées des collectivités;

9° Base de données V: le journal central des enregistrements qui permet de contrôler le fonctionnement de l'application numérique de traçage de contacts, telle que décrite à l'article 14, et qui, à Sciensano, est séparée des Bases de données I et II ;

10° le numéro NISS : le numéro d'identification, visé à l'article 8, §1^{er}, 1° ou 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;

11° équipes mobiles : les collaborateurs de l'équipe de soutien COVID (Outbreak Support team) organisée par les inspections d'hygiène qui prennent des mesures sur place dans le cas d'un cluster ;

12° Personnes de catégorie I : les personnes pour lesquelles le médecin a prescrit un test coronavirus COVID-19 ;

13° Personnes de catégorie II : les personnes qui ont été testées pour le coronavirus COVID-19 ;

6° Gegevensbank II: de bestaande gegevensbank bij Sciensano, gebruikt voor wetenschappelijk onderzoek en opgericht bij wet van 10 april 2014 houdende diverse bepalingen inzake gezondheid en de in uitvoering daarvan afgesloten samenwerkingsovereenkomst tussen RIZIV en Sciensano en de wet van 25 februari 2018 tot oprichting van Sciensano;

7° Gegevensbank III: de gegevensbank met belorders en orders voor de medewerkers van het contactecentrum conform hetgeen bepaald in artikel 10, §1 ,

8° Gegevensbank IV: de gegevensbank met contactgegevens van collectiviteiten;

9° Gegevensbank V: de centrale loglijst die toelaat om werking van de digitale contactopsporingsapplicatie zoals beschreven in artikel 14 op een gecontroleerde manier te laten verlopen en die bij Sciensano afzonderlijk van Gegevensbank I en II wordt gehouden;

10° INSZ-nummer: het identificatienummer bedoeld in artikel 8, §1, 1° of 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

11° mobiele teams: medewerkers van het COVID-outbreak support team georganiseerd door de gezondheidsinspecties die ter plaatse maatregelen nemen in het geval van een cluster;

12° Personen Categorie I: de personen voor wie de arts een coronavirus COVID-19 test heeft voorgeschreven;

13° Personen Categorie II: de personen bij wie een test op het coronavirus COVID-19 is uitgevoerd;

14° Personnes de catégorie III : les personnes à l'égard desquelles le médecin soupçonne sérieusement qu'elles sont infectées par le coronavirus COVID-19, sans qu'un test de dépistage du coronavirus COVID-19 ait été effectué ou prescrit, ou lorsque le test de dépistage du coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles n'étaient pas infectées ;

15° Personnes de catégorie IV : les personnes avec lesquelles (i) les Personnes de catégorie II, dans la mesure où le test de dépistage du coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles sont infectées, et (ii) les Personnes de catégorie III ont été en contact pendant une période de quatorze jours avant et après les premiers signes d'infection par le coronavirus COVID-19, une certaine marge d'appréciation pouvant être prise en compte sur la base des connaissances scientifiques ;

16° Personnes de catégorie V : les médecins traitants des Personnes de catégorie I, II et III ;

17° Personnes de catégorie VI : le médecin de référence - ou, en l'absence de médecin de référence au sein de la collectivité concernée - le responsable administratif des collectivités avec lesquelles les Personnes de catégorie I, II et III ont été en contact pendant une période de quatorze jours avant et quatorze jours après les premiers symptômes de l'infection par le coronavirus COVID-19, une certaine marge d'appréciation pouvant être prise en compte sur la base des connaissances scientifiques ;

18° pseudonymisation ou données pseudonymisées : le traitement de données à caractère personnel de telle façon que celles-ci ne puissent plus être attribuées à une personne concernée précise sans avoir recours à des informations supplémentaires, pour autant que ces informations supplémentaires soient conservées séparément et soumises à des mesures techniques et organisationnelles afin de

14° Personen Categorie III: de personen bij wie de arts een ernstig vermoeden heeft dat ze besmet zijn met het coronavirus COVID-19, zonder dat een test op het coronavirus COVID-19 is uitgevoerd of voorgeschreven of waarbij de test op het coronavirus COVID-19 uitwees dat ze niet besmet waren;

15° Personen Categorie IV: de personen met wie (i) de Personen Categorie II voor zover de coronavirus COVID-19 test uitwees dat ze besmet zijn en (ii) de Personen Categorie III; in contact zijn geweest en dit gedurende een periode van veertien dagen voor en na de eerste tekenen van de besmetting met het coronavirus COVID-19 waarbij een bepaalde appreciatiemarge op grond van wetenschappelijke inzichten in rekening kan worden genomen;

16° Personen Categorie V: de behandelende artsen van de Personen Categorieën I, II, en III;

17° Personen Categorie VI: de referentiearts - of bij gebrek aan een referentiearts bij de desbetreffende collectiviteit - de administratief verantwoordelijke van collectiviteiten waarmee de Personen Categorieën I, II en III gedurende een periode van veertien dagen voor en veertien dagen na de eerste symptomen van de besmetting met het coronavirus COVID-19 waarbij een bepaalde appreciatiemarge op grond van wetenschappelijke inzichten in rekening kan worden genomen in contact is geweest.

18° pseudonimisering of gepseudonimiseerde gegevens: het verwerken van persoonsgegevens op zodanige wijze dat de persoonsgegevens niet meer aan een specifieke betrokkene kunnen worden gekoppeld zonder dat er aanvullende gegevens worden gebruikt, mits deze aanvullende gegevens apart worden bewaard en technische en organisatorische

garantir que les données à caractère personnel ne sont pas attribuées à une personne physique identifiée ou identifiable, comme prévu à l'article 4, 5) du Règlement Général sur la Protection des Données ;

maatregelen worden genomen om ervoor te zorgen dat de persoonsgegevens niet aan een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon worden gekoppeld, als vermeld in artikel 4, 5) van de Algemene Verordening Gegevensbescherming;

19° les enquêteurs de terrain : les collaborateurs des centres de contact qui peuvent effectuer des visites physiques dans le cadre du suivi des contacts ;

19° veldonderzoekers: medewerkers van de contactcentra die fysieke bezoeken kunnen afleggen in het kader van het contactonderzoek;

20° hôpital : établissement de soins visé par la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, ainsi que sur les hôpitaux de revalidation ;

20° ziekenhuis: zorginstelling zoals bedoeld in de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, alsook revalidatieziekenhuizen;

21° prestataire de soins de santé : un professionnel de la santé visé par la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé par la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales;

21° zorgverlener: een gezondheidszorgbeoefenaar zoals bedoeld in de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen en de wet van 29 april 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artsnijbereidkunde, de kinesitherapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen;

22° Communautés: les Communautés parties au présent accord.

22° Gemeenschappen: de gemeenschappen die partij zijn bij het samenwerkingsakkoord.

§2. Le présent accord de coopération poursuit les objectifs suivants :

§2. Dit samenwerkingsakkoord strekt ertoe:

1° dans le cadre du suivi manuel des contacts et du déploiement d'équipes mobiles :

1° binnen het kader van het manuele contactonderzoek en het inzetten van mobiele teams:

- a. la création de la Base de données I, à l'intérieur de laquelle les données sont traitées aux fins du suivi des contacts;
- b. l'échange de données entre la Base de données I et les Bases de données III et IV, afin d'aider les centres de contact désignés par les autorités régionales ou les agences compétentes (en ce compris

- a. de Gegevensbank I op te richten waarin gegevens verwerkt worden in het kader van het uitvoeren van contactonderzoek ;
- b. gegevens uit te wisselen tussen de Gegevensbank I en de Gegevensbanken III en IV ter ondersteuning van de door de bevoegde regionale overheden of

les enquêteurs de terrain), et la création de ces bases de données .

- c. l'échange de données entre la Base de données I et les services d'inspection d'hygiène, ainsi qu'avec les équipes mobiles ;
- d. l'identification et la détection des foyers de COVID-19 et des clusters ;
- e. l'adoption de mesures sur place pour contenir les foyers et les clusters de COVID-19;
- f. fournir des conseils aux personnes infectées par le coronavirus COVID-19, à l'égard desquelles un médecin a de sérieuses suspicions ou lorsqu'il existe un risque élevé que ce soit le cas, en vue de rompre la chaîne d'infection par le coronavirus COVID-19;
- g. continuer à suivre les personnes à qui des conseils ont été donnés; et
- h. continuer à garantir les fonctions de la surveillance épidémiologique existante par Sciensano.

2° la mise en place d'un cadre permettant le suivi numérique des contacts au moyen d'une application numérique de traçage de contacts ;

3° permettre aux instituts de recherche et administrations, dont Sciensano, de mener des études scientifiques ou statistiques sur la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 et/ou de soutenir les politiques dans ce domaine, par l'échange de données entre la Base de données I et la Base de données II.

§3. Sauf dispositions contraires, le présent accord de coopération ne porte pas préjudice aux règles en vigueur en matière de suivi des contacts pour la détection des maladies infectieuses ou contagieuses dans le cadre des

door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra (waaronder veldonderzoekers) en de oprichting van deze gegevensbanken;

- c. gegevens uit te wisselen tussen de Gegevensbank I en de gezondheidsinspectiediensten alsook met de mobiele teams;
- d. uitbraken van COVID-19 en clusters te identificeren en op te sporen;
- e. maatregelen ter plekke te treffen voor het indijken van COVID-19 uitbraken en clusters;
- f. advies te verlenen aan personen die met het coronavirus COVID-19 besmet zijn, waarvoor een arts een ernstig vermoeden heeft of waarvoor een groot risico bestaat dat dit het geval is met het oog op het doorbreken van de besmettingsketen van het coronavirus COVID-19;
- g. personen aan wie advies is verleend te blijven opvolgen; en
- h. de functies van de bestaande epidemiologische monitoring door Sciensano te blijven garanderen.

2° een kader op te zetten teneinde het digitale contactonderzoek middels gebruik van een digitale contactopsporingsapplicatie mogelijk te maken;

3° onderzoeksinstituten en administraties, met inbegrip van Sciensano, in staat te stellen wetenschappelijke of statistische studies uit te voeren inzake de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 en/of om het beleid op dit gebied te ondersteunen, middels de uitwisseling van de gegevens tussen Gegevensbank I en Gegevensbank II.

§3. Behoudens ander-luidende bepalingen, doet dit samenwerkingsakkoord geen afbreuk aan de geldende regelgeving inzake contactonderzoek voor het opsporen van besmettelijke infectieziekten in het kader van

compétences matérielles en matière de médecine préventive.

§4 Les parties, chacune dans son domaine de compétence, prennent les mesures nécessaires à la mise en œuvre des dispositions du présent accord de coopération et à l'harmonisation des initiatives communautaires, régionales et fédérales existantes avec celui-ci.

§5. Les parties peuvent, au moyen d'un accord de coopération d'exécution prévu à l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, définir les modalités requises pour la mise en œuvre du présent accord.

§6. Par dérogation à l'article 458 du Code pénal, les prestataires des soins de santé sont relevés de leur obligation de garder le secret dans le cadre du présent accord de coopération.

Par dérogation à l'article 458 du Code pénal, les personnes contactées sont relevées de leur obligation de garder le secret dans le cadre du présent accord de coopération.

Article 2. §1^{er}. Afin d'atteindre les objectifs visés à l'article 1^{er}, §2, une Base de données I est créée au sein de Sciensano qui contient les catégories de données décrites à l'article 6 aux finalités de traitement telles que définies à l'article 3. Ces données seront communiquées par les personnes autorisées ou au nom des personnes autorisées des hôpitaux et des laboratoires, ainsi que par les médecins et le personnel du centre de contact, des services d'inspection d'hygiène et des équipes mobiles.

§2. La Base de données I est créée sans préjudice de la Base de données II déjà existante.

de materiële bevoegdheden inzake preventieve gezondheidszorg.

§4. De partijen treffen, ieder binnen hun bevoegdheidssfeer, de maatregelen die vereist zijn om de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord uit te voeren en om de bestaande Gemeenschaps-, Gewest- en federale initiatieven hiermee in overeenstemming te brengen.

§5. De partijen kunnen, met een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals voorzien in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de nadere regels omschrijven die zijn vereist voor het uitvoeren van dit akkoord.

§6. In afwijking van artikel 458 van het Strafwetboek zijn de gezondheidszorgverleners ontheven van hun geheimhoudingsplicht uit hoofde van dit samenwerkingsakkoord.

In afwijking van artikel 458 van het Strafwetboek zijn de gecontacteerde personen ontheven van hun geheimhoudingsplicht uit hoofde van dit samenwerkingsakkoord.

Artikel 2. §1. Teneinde de doelstellingen bepaald in artikel 1, §2 te realiseren wordt binnen Sciensano Gegevensbank I opgericht waarin, de categorieën van gegevens zoals beschreven in artikel 6 in het kader van de verwerkingsdoeleinden zoals omschreven in artikel 3 worden verwerkt. Deze gegevens worden meegedeeld door de daartoe bevoegde personen of in opdracht van de daartoe bevoegde personen van de ziekenhuizen, en de laboratoria, alsook door de artsen en de medewerkers van het contactcentrum, de gezondheidsinspectiediensten en de mobiele teams.

§2. De Gegevensbank I wordt opgericht onverminderd de reeds bestaande Gegevensbank II.

Pour atteindre l'objectif visé à l'article 1^{er}, § 2, 1^o, h, et 3^o, les données de la Base de données I seront pseudonymisées avant d'être incluses dans la Base de données II conformément aux dispositions des articles 9 et 10.

§3. Pour atteindre les objectifs visés à l'article 1^{er}, § 2, 1^o b, c, f et g, et parallèlement à la Base de données I, les bases de données temporaires suivantes sont également créées, entre lesquelles les catégories de données définies à l'article 6 seront échangées, mais uniquement aux finalités de traitement définies à l'article 3 et conformément aux dispositions de l'article 10:

1^o la Base de données III ;

2^o la Base de données IV.

§4. Sciensano est le responsable du traitement des Bases de données I et II.

§5. Les autorités régionales compétentes ou les agences désignées par les autorités compétentes, chacune pour sa compétence, agissent en tant que responsables du traitement des Bases de données III et IV, en ce qui concerne les données à caractère personnel collectées et utilisées par les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, et prennent les mesures appropriées pour que les personnes visées à l'article 4 reçoivent les informations visées aux articles 13 et 14 du Règlement Général sur la Protection des Données et les communications visées aux articles 15 à 22 et à l'article 34 du Règlement Général sur la Protection des Données en ce qui concerne les finalités de traitement visées à l'article 3, § 2, sous une forme concise, transparente, compréhensible et facilement accessible, dans un langage simple et clair.

Voor het verwezenlijken van de doelstelling onder artikel 1, §2, 1. h en 3^o zullen de gegevens uit Gegevensbank I worden gepseudonimiseerd alvorens te worden opgenomen in Gegevensbank II conform de bepalingen van artikel 9 en 10.

§3. Teneinde de doelstellingen bepaald in artikel 1, §2, 1^o, b, c, f en g te verwezenlijken, worden naast de Gegevensbank I eveneens de volgende tijdelijke gegevensbanken opgericht waartussen de categorieën van gegevens bepaald in artikel 6 zullen worden uitgewisseld, zij het uitsluitend voor de in artikel 3 bepaalde verwerkingsdoeleinden en conform hetgeen bepaald in artikel 10:

1^o Gegevensbank III ;

2^o Gegevensbank IV.

§4. Sciensano is de verwerkingsverantwoordelijke van de Gegevensbanken I en II.

§5. De bevoegde regionale overheden of de door de bevoegde overheden aangeduide agentschappen ieder voor diens bevoegdheid, treden op als verwerkingsverantwoordelijke voor de Gegevensbanken III en IV met betrekking tot de persoonsgegevens verzameld en gebruikt door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra en nemen passende maatregelen opdat de personen bepaald in artikel 4 de in de artikelen 13 en 14 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming bedoelde informatie en de in artikelen 15 tot en met 22 en artikel 34 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming bedoelde communicatie in verband met de verwerking voor de verwerkingsdoeleinden bepaald in artikel 3, §2 in een beknopte, transparante, begrijpelijke en gemakkelijk toegankelijke

form en in duidelijke en eenvoudige taal ontvangen.

Chapitre II – Finalités de traitement

Article 3. §1^{er}. Le traitement des données à caractère personnel dans la Base de données I est destiné aux finalités de traitement suivantes :

1° La mise à disposition par la Base de données I au centre de contact compétent (en ce compris les enquêteurs de terrain) compétent des catégories de données à caractère personnel définies à l'article 7, § 2, des (i) Personnes de catégorie II, dans la mesure où le test de dépistage du coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles étaient infectées et des (ii) Personnes de catégorie III, au travers d'un échange avec la Base de données III, en vue de contacter les personnes visées au présent alinéa par tout moyen de communication possible, en ce compris par téléphone, par courrier électronique ou au moyen d'une visite physique, afin de leur donner d'éventuelles recommandations, mais en particulier de leur demander de fournir des informations, telles que les coordonnées, le risque de contamination du contact et la date du contact sur les personnes avec lesquelles elles ont eu des contacts;

2° A. La mise à disposition par la Base de données I au centre de contact compétent des catégories de données à caractère personnel définies à l'article 7, § 3, 1°, au travers d'un échange avec la Base de données III, en vue de contacter les Personnes de catégorie IV, par tout moyen de communication possible, en ce compris par téléphone, courrier électronique ou au moyen d'une visite physique, pour leur fournir, entre autres, des directives en matière d'hygiène et de prévention, leur proposer une quarantaine ou les inviter à se soumettre au test de dépistage du coronavirus COVID-19, en bénéficiant d'un suivi à ce niveau ;

Hoofdstuk II. – Verwerkingsdoeleinden

Artikel 3. §1. De verwerking van de persoonsgegevens in de Gegevensbank I beoogt de volgende verwerkingsdoeleinden:

1° de terbeschikkingstelling door de Gegevensbank I aan het bevoegde contactcentrum (waaronder veldonderzoekers) van de in artikel 7, §2 bepaalde categorieën van persoonsgegevens van (i) Personen Categorie II, voor zover de coronavirus COVID-19 test uitwees dat ze besmet zijn en (ii) Personen Categorie III; middels uitwisseling aan Gegevensbank III, voor het contacteren van de in dit lid bedoelde personen, via elke mogelijke manier van communicatie, waaronder telefonisch, per e-mail of via fysiek bezoek, om hen eventueel aanbevelingen te geven, maar vooral om hen te vragen om informatie, zoals contactgegevens, besmettingsrisico van het contact en datum van het contact, te verstrekken over de personen met wie zij contact hebben gehad;

2° A. de terbeschikkingstelling door de Gegevensbank I, aan het bevoegde contactcentrum van de in artikel 7, §3, bepaalde categorieën van persoonsgegevens, middels uitwisseling aan de Gegevensbank III, voor het contacteren van de Personen Categorie IV, via elk mogelijke manier van communicatie, waaronder telefonisch, per e-mail of via fysiek bezoek, om hen onder andere hygiëne- en preventierichtlijnen te verstrekken, quarantaine voor te stellen of uit te nodigen om te worden getest op het coronavirus COVID-19, alsmede de verdere opvolging hiervan;

B. La mise à disposition par la Base de données I au centre de contact compétent des catégories de données à caractère personnel définies à l'article 7, § 4, au travers d'un échange avec la Base de données III, en vue de contacter les Personnes de catégorie V et VI par tout moyen de communication possible, y compris par téléphone, par courrier électronique ou par visite à la collectivité, afin de les informer de la contamination (présumée) des (i) Personnes de catégorie II dans la mesure où le test coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles étaient infectées et, (ii) des Personnes de catégorie III;

3. La mise à disposition des catégories de données à caractère personnel visées à l'article 6 aux Personnes de catégorie I, II et III, par la Base de données I, aux équipes mobiles et aux inspections d'hygiène compétentes des Communautés, visées dans le décret du Parlement flamand du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, le décret du Parlement de la Communauté germanophone du 1^{er} juin 2004 relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale et ses arrêtés d'exécution, l'ordonnance du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé, le décret du Parlement wallon du 2 mai 2019 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé, l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 23 avril 2009 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles, l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 juin 2009 relatif aux initiatives visant à prévenir l'extension des effets néfastes causés par des facteurs biotiques, dans le cadre des initiatives visant à prévenir l'extension des effets néfastes causés par les maladies infectieuses, chacune dans son domaine de compétence toujours conformément à l'article 10, § 2, pour l'accomplissement de ses missions réglementaires;

B. de terbeschikkingstelling door de Gegevensbank I, aan het bevoegde contactcentrum van de in artikel 7, §4. bepaalde categorieën van persoonsgegevens, middels uitwisseling aan de Gegevensbank III, voor het contacteren van de Personen Categorieën V en VI, via elk mogelijke manier van communicatie, waaronder telefonisch, per e-mail of via bezoek aan de collectiviteit, om hen te informeren over de (vermoedelijke) besmetting van (i) de Personen Categorie II voor zover de COVID-19 coronavirus test uitwijst dat ze geïnfecteerd waren, en (ii) Personen Categorie III;

3° de terbeschikkingstelling van de in artikel 6 bepaalde categorieën van persoonsgegevens van Personen Categorieën I, II, en III, door de Gegevensbank I, aan de daartoe bevoegde mobiele teams en gezondheidsinspectiediensten van de Gemeenschappen, bedoeld in het decreet van het Vlaamse Parlement van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, het decreet van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap van 1 juni 2004 betreffende de gezondheidspromotie en inzake medische preventie en zijn uitvoeringsbesluiten, de ordonnantie van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, het decreet van het Waalse Parlement van 2 mei 2019 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid, het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 april 2009 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten, het besluit van de Vlaamse Regering van 19 juni 2009 betreffende initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten, die veroorzaakt zijn door biotische factoren,

tegen te gaan, in het kader van initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten die veroorzaakt zijn door infectieziekten, tegen te gaan, ieder binnen hun bevoegdheidssfeer steeds overeenkomstig artikel 11, §2, voor het vervullen van hun reglementaire opdrachten;

4° La mise à disposition de données à caractère personnel pseudonymisées relevant des catégories de données à caractère personnel visées à l'article 6 des Personnes de catégorie I à V conformément aux dispositions de l'article 10, à la base de données Sciensano déjà existante, créée par la loi du 10 avril 2014 portant des dispositions diverses en matière de santé et l'accord de coopération conclu en application de celle-ci entre l'INAMI et Sciensano, afin de mettre les données pseudonymisées visées au présent alinéa après anonymisation, ou au moins pseudonymisation dans le cas où l'anonymisation ne permettrait pas aux institutions de recherche d'effectuer leur étude scientifique ou statistique, à la disposition des institutions de recherche, dont Sciensano, selon la procédure prévue à cet effet afin de permettre aux institutions de recherche d'effectuer des études scientifiques ou statistiques sur la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 et/ou, après pseudonymisation, de soutenir la politique dans ce domaine conformément au titre 4 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 2. Les centres de contact désignés par les autorités régionales ou les agences régionales compétentes peuvent, dans la mesure où ils sont compétents et conformément à l'article 10, § 1^{er} :

1° traiter les catégories de données à caractère personnel visées à l'article 7, § 2 des (i)

4° de terbeschikkingstelling van gepseudonimiseerde, persoonsgegevens vallend onder de categorieën van persoonsgegevens zoals uiteengezet onder artikel 6 van Personen Categorieën I tot en met V conform hetgeen bepaald in artikel 10 aan de reeds bestaande gegevensbank van Sciensano opgericht bij wet van 10 april 2014 houdende diverse bepalingen inzake gezondheid en de in uitvoering daarvan afgesloten samenwerkingsovereenkomst tussen RIZIV en Sciensano om de in dit lid vermelde gepseudonimiseerde gegevens ter beschikking te stellen na anonimisering, of minstens pseudonimisering voor het geval dat anonimisering niet zou toelaten aan de onderzoeksinstellingen hun wetenschappelijke of statistische studie te voeren, aan onderzoeksinstellingen, met inbegrip van Sciensano, ingevolge de daartoe voorziene procedure teneinde de onderzoeksinstellingen in staat te stellen wetenschappelijke of statistische studies uit te voeren inzake de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 en/of om na pseudonimisering het beleid op dit gebied te ondersteunen in overeenstemming met titel 4 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens

§ 2. De door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra mogen, voor zover zij bevoegd zijn en conform artikel 10, §1:

1° de in artikel 7, §2 bepaalde categorieën van persoonsgegevens van (i) de Personen

Personnes de catégorie II dans la mesure où le test de dépistage du coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles étaient infectées et, (ii) des Personnes de catégorie III, afin de contacter les personnes visées au présent alinéa par tout moyen de communication possible, y compris par téléphone, par courrier électronique ou au moyen d'une visite physique, afin de leur donner d'éventuelles recommandations, mais en particulier de leur demander de fournir des informations, telles que les coordonnées, le risque de contamination du contact et la date du contact, sur les personnes avec lesquelles elles ont eu des contacts :

2° A. traiter les catégories de données à caractère personnel définies à l'article 7, § 3, aux fins de contacter les Personnes de catégorie IV par tout moyen de communication possible, y compris par téléphone, courrier électronique ou au moyen d'une visite physique, pour leur fournir, entre autres, des directives en matière d'hygiène et de prévention, leur proposer une quarantaine, ou les inviter à se soumettre au test de dépistage du coronavirus COVID-19, en bénéficiant d'un suivi :

B. traiter les catégories de données à caractère personnel définies à l'article 7, § 4, pour contacter les Personnes de catégorie V et VI par tout moyen de communication possible, y compris par téléphone, par courrier électronique ou au moyen d'une visite à la collectivité, afin de les informer de la contamination (présumée) des Personnes de catégorie II pour autant que le test du coronavirus COVID-19 montre qu'elles sont infectées, et des Personnes de catégorie III :

§3. Les équipes mobiles et les inspections d'hygiène compétentes des Communautés, visées dans le décret du Parlement flamand du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, le décret du Parlement de la Communauté germanophone du 1^{er} juin 2004 relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale et ses arrêtés d'exécution,

Catégorie II voor zover de coronavirus COVID-19 test uitwees dat ze besmet zijn en (ii) van de Personen Categorie III verwerken om de in dit lid bedoelde personen te contacteren via elk mogelijke manier van communicatie, waaronder telefonisch, per e-mail of via fysiek bezoek, om hen eventueel aanbevelingen te geven, maar vooral om hen te vragen om informatie, zoals contactgegevens, besmettingsrisico van het contact en datum van het contact, te verstrekken over de personen met wie zij contact hebben gehad;

2° A. de in artikel 7, §3, bepaalde categorieën van persoonsgegevens verwerken om de Personen Categorie IV te contacteren, via elk mogelijke manier van communicatie, waaronder telefonisch, per e-mail of via fysiek bezoek, om hen onder andere hygiëne- en preventierichtlijnen te verstrekken, quarantaine voor te stellen of uit te nodigen om te worden getest op het coronavirus COVID-19, alsmede de verdere opvolging hiervan;

B. de in artikel 7, §4, bepaalde categorieën van persoonsgegevens verwerken voor het contacteren van de Personen Categorie V en VI, via elke mogelijke manier van communicatie, waaronder telefonisch, per e-mail of via bezoek aan de collectiviteit, om hen te informeren over de (vermoedelijke) besmetting van de Personen Categorie II voor zover de COVID-19 coronavirus test uitwees dat ze geïnfecteerd zijn, en de Personen Categorie III;

§3. De daartoe bevoegde mobiele teams en gezondheidsinspectiediensten van de Gemeenschappen, bedoeld in het decreet van het Vlaamse Parlement van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, het decreet van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap van 1 juni 2004 betreffende de

l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé, le décret du 2 mai 2019 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé, l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 23 avril 2009 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles, l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 juin 2009 relatif aux initiatives visant à prévenir l'extension des effets néfastes causés par des facteurs biotiques, dans le cadre des initiatives visant à prévenir l'extension des effets néfastes causés par les maladies infectieuses, peuvent chacune dans son domaine de compétence toujours conformément à l'article 10, § 2, traiter les catégories de données à caractère personnel des Personnes de catégorie I, II et III définies à l'article 6, pour l'accomplissement de leurs missions réglementaires.

gezondheidspromotie en inzake medische preventie en zijn uitvoeringsbesluiten, de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid, het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 april 2009 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten, het besluit van de Vlaamse Regering van 19 juni 2009 betreffende initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten, die veroorzaakt zijn door biotische factoren, tegen te gaan, in het kader van initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten die veroorzaakt zijn door infectieziekten tegen te gaan, mogen ieder binnen hun bevoegdheidssfeer steeds overeenkomstig artikel 10, §2, de in artikel 6 bepaalde categorieën van persoonsgegevens van de Personen Categorieën I, II en III, verwerken voor het vervullen van hun reglementaire opdrachten.

§4. Les données collectées dans le cadre du présent accord de coopération ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues au présent article, notamment mais pas exclusivement à des fins policières, commerciales, fiscales, pénales ou de sécurité de l'État.

§4. De krachtens dit samenwerkingsakkoord verzamelde gegevens mogen niet worden gebruikt voor andere dan de in dit artikel bepaalde doelstellingen, in het bijzonder maar niet uitsluitend politionele, commerciële, fiscale, strafrechtelijke of aan staatsveiligheid verbonden doelstellingen.

Chapitre III. Personnes dont les données à caractère personnel sont traitées dans le cadre du présent accord de coopération

Hoofdstuk III. Personen wiens persoonsgegevens worden verwerkt in het kader van huidig samenwerkingsakkoord

Article 4. Pour les finalités de traitement prévues à l'article 3, seront traitées les catégories de données à caractère personnel définies aux articles 6, 7, 8, et 9 du présent accord de coopération, des personnes suivantes :

Artikel 4. Voor de verwerkingsdoeleinden bepaald in artikel 3, zullen de categorieën van persoonsgegevens bepaald in de artikelen 6, 7, 8 en 9, van dit samenwerkingsakkoord, van de volgende personen worden verwerkt:

1° les Personnes de catégorie I ;

1° de Personen Categorie I;

2° les Personnes de catégorie II ;

3° les Personnes de catégorie III ;

4° les Personnes de catégorie IV ;

5° les Personnes de catégorie V ;

6° les Personnes de catégorie VI.

Chapitre IV. Catégories de données à caractère personnel collectées dans le cadre du présent accord de coopération

Article 5. Les données à caractère personnel collectées et traitées dans le cadre du présent accord de coopération sont traitées conformément aux réglementations relatives à la protection des traitements de données à caractère personnel, en particulier le Règlement Général sur la Protection des Données et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Article 6. §1^{er}. Une déclaration obligatoire pour les personnes dans le décret du Parlement flamand du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, le décret du 2 mai 2019 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé, l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé, l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 23 avril 2009 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles et le décret du Parlement de la Communauté germanophone du 1^{er} juin 2004 relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale et ses arrêtés d'exécution, est faite, par dérogation à la réglementation précitée, auprès de la Base de données I.

2° de Personen Categorie II;

3° de Personen Categorie III;

4° de Personen Categorie IV;

5° de Personen Categorie V;

6° de Personen Categorie VI.

Hoofdstuk IV. Categorieën van persoonsgegevens die verzameld worden in het kader van huidig samenwerkingsakkoord

Artikel 5. De persoonsgegevens die verzameld en verwerkt worden in het kader van dit samenwerkingsakkoord, worden verwerkt conform de regelgeving over de bescherming bij de verwerking van persoonsgegevens, in het bijzonder de Algemene Verordening Gegevensbescherming en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

Artikel 6. §1 Een verplichte melding voor de personen zoals bedoeld in het decreet van het Vlaams Parlement van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid, de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 april 2009 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten, en het decreet van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap van 1 juni 2004 betreffende de gezondheidspromotie en inzake medische preventie en zijn

uitvoeringsbesluiten, gebeurt in afwijking van deze regelgeving aan de Gegevensbank I.

Une déclaration obligatoire des Personnes de catégorie I dont le médecin ne soupçonne pas qu'elles sont infectées par le virus COVID-19 et des Personnes de catégorie II dont le test n'a révélé aucune infection, résultat qui n'est pas contesté par le médecin, sera faite auprès de la Base de données I dans le cadre de cette collaboration.

Een verplichte melding van de Personen Categorie I waarvan de arts geen vermoeden heeft dat zij besmet zijn met COVID-19 en van de Personen Categorie II waarbij de test uitwees dat er geen besmetting is en hetgeen niet door de arts wordt betwist, gebeurt in het kader van dit samenwerkingsverband aan de Gegevensbank I.

§2. La Base de données I contient, pour autant qu'elles soient disponibles, les catégories suivantes de données à caractère personnel des Personnes de catégorie I, et ce aux fins prévues à l'article 3, § 1^{er} :

§2. De Gegevensbank I bevat, voor zover beschikbaar, de volgende categorieën van persoonsgegevens van de Personen Categorie I voor de doeleinden zoals bepaald in artikel 3, § 1:

1° le numéro NISS ;

1° het INSZ-nummer;

2° le nom et le prénom ;

2° de naam en de voornaam;

3° le sexe ;

3° het geslacht;

4° la date de naissance et, le cas échéant, la date de décès ;

4° de geboortedatum en, in voorkomend geval, de overlijdensdatum;

5° l'adresse ;

5° het adres;

6° les coordonnées, y compris le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la personne concernée et de son représentant légal, et l'indication du lien qu'ont ces personnes avec la personne concernée (parent, tuteur, médecin généraliste, ...) ;

6° contactgegevens, met inbegrip van telefoonnummer en e-mailadres van de betrokkene en de wettelijke vertegenwoordiger, en de aanduiding van de relatie van deze personen tot de betrokkene (ouder, voogd, huisarts, ...);

7° la date d'apparition des symptômes;

7° datum van aanvang van symptomen;

8° le numéro INAMI du prescripteur du test de dépistage du coronavirus COVID-19 ;

8° het RIZIV-nummer van de voorschrijver van de test op het coronavirus COVID-19;

9° les données relatives au test prescrit pour le dépistage du coronavirus COVID-19, en ce compris la date et le type de test prescrit de dépistage du coronavirus COVID-19 ;

9° gegevens met betrekking tot de voorgeschreven test op het coronavirus COVID-19, met inbegrip van de datum en het soort voorgeschreven test op het coronavirus COVID-19;

10° l'indication de l'exercice ou pas de la profession de prestataire de soins ;

10° de aanduiding van het al dan uitoefenen van het beroep van zorgverlener;

11° le service hospitalier, le numéro d'identification et les coordonnées de l'hôpital, si la personne concernée est hospitalisée ;

11° de ziekenhuisafdeling, het identificatienummer en locatiegegevens van het ziekenhuis, indien de betrokkene is gehospitaliseerd;

12° éventuellement, le résultat du CT-scan, si la personne concernée est hospitalisée ;

12° eventueel het resultaat van de CT-scan, indien de betrokkene is gehospitaliseerd;

13° la collectivité éventuelle dont la personne concernée fait partie ou avec laquelle elle est entrée en contact.

13° de eventuele collectiviteit waarvan de betrokkene deel uitmaakt of in contact mee is gekomen;

Si le numéro d'identification du registre national visé à l'article 8, § 1^{er}, 1°, de la loi du 15 janvier 1990 sur la création et l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale est disponible, les nom et prénom, date de naissance, sexe et adresse sont extraits du registre national ou des registres de la Banque-Carrefour visés à l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 sur la création et l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale.

Indien het identificatienummer van het Rijksregister bedoeld in artikel 8, § 1, 1. van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid beschikbaar is, worden de naam en voornaam, de geboortedatum, het geslacht en het adres opgehaald uit het Rijksregister of uit de Kruispuntbankregisters bedoeld in artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

§3. La Base de données I contient, pour autant qu'elles soient disponibles, les données à caractère personnel suivantes des Personnes de catégorie II :

§3. De Gegevensbank I bevat, voor zover beschikbaar, de volgende categorieën van persoonsgegevens van de Personen Categorie II:

1° les données visées au § 2;

1° de gegevens bedoeld in §2;

2° la date, le résultat, le numéro d'échantillon et le type de test de dépistage du coronavirus COVID-19 ;

2° de datum, resultaat, staalnummer en type van de test op het coronavirus COVID-19;

3° le numéro INAMI du laboratoire qui a effectué le test ;

3° het RIZIV-nummer van het labo die de test heeft uitgevoerd;

4° si le résultat du test n'a pas permis d'établir une contamination, l'éventuelle décision d'annulation prise par un médecin ;

4° in geval van een testresultaat op grond waarvan geen besmetting kon worden vastgesteld, de mogelijke beslissing tot overruling hiervan door een arts;

5° si le résultat du test n'a pas permis d'établir une contamination, le numéro INAMI du médecin qui a pris la décision d'annulation.

5° in geval van een testresultaat op grond waarvan geen besmetting kon worden vastgesteld, het RIZIV-nummer van de arts die de beslissing tot overruling heeft genomen.

Les données à caractère personnel visées aux 1°, 2° et 3° sont communiquées à Sciensano par les fournisseurs d'informations suivants : les personnes autorisées ou sur ordre des personnes autorisées du laboratoire, de l'hôpital ou le médecin ayant effectué le test. Les informations visées aux 4° et 5° sont communiquées à Sciensano par le médecin qui a pris la décision d'annulation.

De persoonsgegevens bedoeld in 1°, 2° en 3°, worden meegedeeld aan Sciensano door de volgende informatieverstrekkers: de daartoe bevoegde personen of in opdracht van de daartoe bevoegde personen van het laboratorium, het ziekenhuis of andere zorginstelling of zorgverstrekker die de test heeft uitgevoerd. De gegevens bedoeld in, 4° en 5°, worden meegedeeld aan Sciensano door de arts die de beslissing tot overruling heeft genomen.

§4. La Base de données I contient, pour autant qu'elles soient disponibles, les catégories suivantes de données à caractère personnel des Personnes de catégorie III :

§4. De Gegevensbank I. bevat, voor zover beschikbaar, de volgende categorieën persoonsgegevens van de Personen Categorie III:

1° le numéro NISS ;

1° het INSZ-nummer;

2° le nom et le prénom ;

2° de naam en de voornaam;

3° le sexe ;

3° het geslacht;

4° la date de naissance et, le cas échéant, la date de décès ;

4° de geboortedatum en, in voorkomend geval, de overlijdensdatum;

5° l'adresse ;

5° het adres;

6° les coordonnées de la personne concernée, en ce compris l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la personne concernée, ainsi que de la personne à contacter en cas d'urgence et l'indication du lien qu'ont ces personnes avec la personne concernée (parents, tuteur, médecin généraliste, ...) ;

6° de contactgegevens, met inbegrip van het telefoonnummer en e-mailadres van de betrokkene en van de in geval van nood te contacteren persoon, en de aanduiding van de relatie van deze personen tot de betrokken persoon (ouders, voogd, huisarts,...);

7° le diagnostic présumé de contamination par le coronavirus COVID-19 ;

7° de vermoedelijke diagnose van besmetting met het coronavirus COVID-19;

8° le numéro INAMI du médecin qui émet la forte suspicion ;

8° het RIZIV-nummer van de arts die het ernstig vermoeden formuleert;

9° l'indication de l'exercice ou pas de la profession de prestataire de soins :

9° de aanduiding van het al dan niet uitoefenen van het beroep van zorgverlener;

10° la collectivité éventuelle dont la personne concernée fait partie ou avec laquelle elle est entrée en contact.

10° de eventuele collectiviteit waarvan de betrokkene deel van uitmaakt of in contact mee is gekomen;

11° la date d'apparition des symptômes :

11° datum van aanvang van symptomen;

12° les données nécessaires permettant au centre de contact de prendre tout contact utile avec la personne concernée, en ce compris le code postal et la langue

12° de gegevens noodzakelijk voor het contactcentrum om nuttig contact te leggen met de betrokkene, met inbegrip van postcode en taal.

Ces informations sont communiquées à Sciensano par le médecin qui a une forte suspicion que les Personnes de catégorie III sont infectées par le coronavirus COVID-19. Si le numéro d'identification du registre national visé à l'article 8, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 15 janvier 1990 sur la création et l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale est disponible, les nom et prénom, date de naissance, sexe et adresse sont extraits du registre national ou des registres de la Banque-Carrefour visés à l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 sur la création et l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale.

Deze gegevens worden meegedeeld aan Sciensano door de arts die een ernstig vermoeden heeft dat de Personen Categorie III, besmet zijn met het coronavirus COVID-19. Indien het identificatienummer van het Rijksregister bedoeld in artikel 8, § 1, 1^o, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid beschikbaar is, worden de naam en voornaam, de geboortedatum, het geslacht en het adres opgehaald uit het Rijksregister of de Kruispuntbankregisters bedoeld in artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

§5. La Base de données I contient, pour autant qu'elles soient disponibles, les données à caractère personnel suivantes des Personnes de catégorie IV (et le cas échéant, des Personnes de catégorie II, dans la mesure où le test de dépistage du coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles étaient infectées et (ii) des Personnes de catégorie III) communiquées à Sciensano par les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes :

§5. De Gegevenshank I bevat, voor zover beschikbaar, de volgende persoonsgegevens van de Personen Categorie IV (en waar van toepassing: van de Personen Categorie II, voor zover de coronavirus COVID-19 test uitwees dat ze besmet zijn en (ii) Personen Categorie III) meegedeeld door de door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra aan Sciensano.

1° le numéro NISS :

1 het INSZ-nummer;

2° le nom et le prénom ;

2° de naam en de voornaam;

3° le sexe ;

3° het geslacht;

4° la date de naissance et, le cas échéant, la date du décès ;

4° de geboortedatum en, in voorkomend geval de overlijdensdatum;

5° l'adresse

5° het adres;

6° les coordonnées, en ce compris le numéro de téléphone et l'adresse électronique ;

6° de contactgegevens, met inbegrip van het telefoonnummer en het e-mailadres;

7° les données nécessaires permettant au centre de contact et aux équipes mobiles de prendre tous autres contacts utiles avec la personne visée au présent paragraphe et la liste des personnes avec lesquelles la personne visée au présent paragraphe a eu des contacts récents, en ce compris le code postal et la langue, ainsi que le risque estimé de contagion de la personne visée au présent paragraphe ;

7° de gegevens noodzakelijk voor het contactcentrum om verder nuttig contact te leggen met de persoon bedoeld in deze paragraaf en de lijst met personen waarmee de persoon bedoeld in deze paragraaf recent contact heeft gehad, met inbegrip van postcode en taal en het ingeschatte besmettingsrisico van de persoon bedoeld in deze paragraaf;

8° la liste des collectivités dont la personne visée au présent paragraphe fait partie ou avec lesquelles elle est entrée en contact, dont les données sont communiquées par la Base de données IV ;

8° lijst met collectiviteiten waarvan de persoon bedoeld in deze paragraaf deel uitmaakt of in contact mee is gekomen, waarvan de gegevens worden meegedeeld door de Gegevensbank IV;

9° les critères pertinents permettant d'évaluer si le risque d'infection est élevé ou faible et de donner des conseils, en ce compris les symptômes éventuels, le moment où les symptômes sont apparus, le type du test positif, la visite chez le médecin, l'enregistrement du refus de voir un médecin, le cas échéant ;

9° de relevante criteria voor inschatting voor hoog of laag besmettingsrisico en het geven van advies, met inbegrip van eventuele symptomen, tijdstip van aanvang symptomen, type van voorgeschreven test, doktersbezoek, registratie van eventuele weigering tot doktersbezoek;

10° les informations pertinentes communiquées au centre de contact par la personne visée au présent paragraphe concernant les déplacements effectués, les symptômes et le suivi des mesures d'isolement, de prévention et d'hygiène ;

10° de aan het contactcentrum meegedeelde relevante gegevens door de persoon bedoeld in deze paragraaf met betrekking tot de gemaakte verplaatsingen, symptomen, en opvolging van isolatie- preventie- en hygiënemaatregelen;

11° le simple fait qu'il y a eu contact entre les Personnes de catégorie IV et les Personnes de catégorie I, II, III, y compris l'appartenance du ménage aux Personnes de catégorie IV.

11° het loutere feit dat er tussen de Persoon Categorie IV en de Personen Categorie I, II, III een contact is geweest, met inbegrip van het deel uitmaken van het huishouden van de Persoon Categorie IV.

12° la réponse à la question de savoir si (i) les Personnes de catégorie II, dans la mesure où le test de dépistage du coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles sont infectées ; (ii) les Personnes de catégorie III ; ou (iii) les Personnes de catégorie IV utilisent ou non une application numérique de traçage de contacts.

§ 6. La Base de données I contient les données complémentaires suivantes: (i) de Catégorie de Personnes II dans la mesure où le test coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles sont infectées et de Catégorie de Personnes III et IV collectées et fournies par les centres de contact compétents: toutes les données nécessaires à l'organisation et au suivi du contact avec la personne concernée par le personnel du centre de contact, telles que la langue de la personne concernée, le statut de contact de la personne concernée, les numéros de ticket des enregistrements de contact ou des tentatives de contact, les types de contact, l'heure des tickets, l'heure et la durée du contact, le résultat du contact;

§ 7. La Base de données I contient les données supplémentaires suivantes sur des personnes appartenant à un cluster, collectées et fournies par les équipes mobiles ou les inspections d'hygiène compétentes : toutes les données nécessaires à l'organisation et au suivi du contact pris avec la personne concernée dans le groupe par le personnel du centre de contact, telles que la langue de la personne concernée, le statut de contact de la personne concernée, les numéros de ticket des prises de contacts pris ou des tentatives de contact, les types de contact pris, l'heure des tickets, l'heure et la durée du contact pris, le résultat du contact pris.

Article 7. § 1^{er} La Base de données III contient les catégories de données à caractère personnel

12° het antwoord op de vraagaanduiding of (i) de Personen Categorie II, voor zover de coronavirus COVID-19 test uitwees dat ze besmet zijn; (ii) Personen Categorie III; of (iii) de Personen Categorie IV; al dan niet gebruik maken van een digitale contactopsporingsapplicatie.

§ 6. De Gegevensbank I bevat de volgende bijkomende gegevens (i) van de Personen Categorie II, voor zover de coronavirus COVID-19 test uitwees dat ze besmet zijn en Personen Categorie III en IV verzameld en aangeleverd door de bevoegde contactcentra: alle gegevens die nodig zijn voor de organisatie en de opvolging van de contactname met de betrokkene door medewerkers van het contact centrum, zoals de taal van de betrokkene, de contact status van de betrokkene, de ticketnummers van de contactopnames of de pogingen tot contactnames, de soorten contactnames, het tijdstip van de tickets, het tijdstip en de duurtijd van de contactname, het resultaat van de contactname.

§ 7. De Gegevensbank I bevat de volgende bijkomende gegevens van de personen behorende tot een cluster, verzameld en aangeleverd door de bevoegde mobiele teams of gezondheidsinspectiediensten: alle gegevens die nodig zijn voor de organisatie en de opvolging van de contactname met de betrokkene van de cluster door medewerkers van het contactcentrum, met inbegrip van de taal van de betrokkene, de contact status van de betrokkene, de ticketnummers van de contactopnames of de pogingen tot contactnames, de soorten contactnames, het tijdstip van de tickets, het tijdstip en de duurtijd van de contactname, het resultaat van de contactname.

Artikel 7. § 1. De Gegevensbank III bevat de categorieën van persoonsgegevens die

communiquées par Sciensano, à partir de la Base de données I, au centre de contact désigné par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, aux fins énoncées à l'article 3, § 1^{er}, 1° et 2°.

§ 2. La Base de données III contient les catégories suivantes de données à caractère personnel des (i) Personnes de catégorie II dans la mesure où le test de dépistage du coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles sont infectées et (ii) des Personnes de catégorie III:

1° le numéro NISS ;

2° le nom et le prénom ;

3° le sexe ;

4° la date de naissance ;

5° les coordonnées, en ce compris l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique, de la personne concernée, ainsi que des personnes à contacter en cas d'urgence ;

6° les données nécessaires permettant au centre de contact de prendre tout contact utile avec la personne concernée, en ce compris le code postal et la langue ;

7° l'indication que la personne doit être appelée par téléphone en tant que personne (présumée) infectée afin de retracer ses contacts ;

8° le cas échéant, le résultat du test et la date du test ;

9° le numéro du ticket, la date, l'heure et le résultat de la prise de contact.

§3. La Base de données III contient les catégories suivantes de données à caractère personnel des Personnes de catégorie IV :

1° le numéro NISS ;

worden meegedeeld door Sciensano vanuit de Gegevensbank I aan het door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentrum voor de doeleinden zoals bepaald in artikel 3, § 1, 1° en 2°.

§ 2. De Gegevensbank III bevat de volgende categorieën persoonsgegevens van (i) de Personen Categorie II voor zover de coronavirus COVID-19 test uitwees dat deze personen besmet zijn en (ii) de Personen Categorie III:

1° het INSZ-nummer;

2° de naam en de voornaam;

3° het geslacht;

4° de geboortedatum;

5° de contactgegevens, met inbegrip van het adres, telefoonnummer en e-mailadres en de in geval van nood te contacteren personen;

6° de gegevens noodzakelijk voor het contactcentrum om nuttig contact te leggen met de betrokkene, met inbegrip van postcode en taal;

7° de aanduiding dat de persoon moet worden gebeld als (vermoedelijk) besmet persoon om zijn contacten op te sporen;

8° indien van toepassing, het testresultaat en de datum van de test;

9° het ticketnummer, datum, tijdstip en resultaat van de contactopname.

§3. De Gegevensbank III bevat de volgende categorieën persoonsgegevens van de Personen Categorie IV:

1° het INSZ-nummer;

2° le nom et le prénom ;	2° de naam en de voornaam;
3° le sexe ,	3° het geslacht;
4° la date de naissance et, le cas échéant, la date du décès ;	4° de geboortedatum en, in voorkomend geval de overlijdensdatum;
5° l'adresse	5° het adres;
6° les coordonnées, en ce compris le numéro de téléphone et l'adresse électronique ;	6° de contactgegevens, met inbegrip van het telefoonnummer en het e-mailadres;
7° les données nécessaires permettant au centre de contact de prendre tous autres contacts utiles avec la personne visée au présent paragraphe et la liste des personnes avec lesquelles la personne visée au présent paragraphe a eu des contacts récents, en ce compris le code postal et la langue, ainsi que le risque estimé de contagion de la personne visée au présent paragraphe ;	7° de gegevens noodzakelijk voor het contactcentrum om verder nuttig contact te leggen met de persoon bedoeld in deze paragraaf en de lijst met personen waarmee de persoon bedoeld in deze paragraaf recent contact heeft gehad, met inbegrip van postcode en taal en het ingeschatte besmettingsrisico van de persoon bedoeld in deze paragraaf;
8° la liste des collectivités dont la personne visée au présent paragraphe fait partie ou avec lesquelles elle est entrée en contact, dont les données sont communiquées par la Base de données IV ;	8° lijst met collectiviteiten waarvan de persoon bedoeld in deze paragraaf deel uitmaakt of in contact mee is gekomen, waarvan de gegevens worden meegedeeld door de Gegevensbank IV;
9° les critères pertinents permettant d'évaluer si le risque d'infection est élevé ou faible et de donner des conseils, en ce compris les symptômes éventuels, le moment où les symptômes sont apparus, le type de test prescrit, la visite chez le médecin, l'enregistrement du refus de voir un médecin, le cas échéant ;	9° de relevante criteria voor inschatting voor hoog of laag besmettingsrisico en het geven van advies, met inbegrip van eventuele symptomen, tijdstip van aanvang symptomen, type van voorgeschreven test, doktersbezoek, registratie van eventuele weigering tot doktersbezoek;
10° les données pertinentes communiquées au centre de contact et aux équipes mobiles par la personne visée au présent paragraphe concernant les déplacements effectués, les symptômes et le suivi des mesures d'isolement, de prévention et d'hygiène ;	10° de aan het contactcentrum en mobiele teams meegedeelde relevante gegevens door de persoon bedoeld in deze paragraaf met betrekking tot de gemaakte verplaatsingen, symptomen, en opvolging van isolatie- preventie- en hygienemaatregelen;
11° le simple fait qu'il y ait eu contact entre la personne de catégorie IV, en ce compris l'appartenance au ménage de celle-ci, et (i)	11° het loutere feit dat er een contact is geweest tussen, en met inbegrip van het deel uitmaken van het huishouden van, de

d'une part, les personnes de catégorie II dans la mesure où le test de dépistage du coronavirus COVID-19 a montré que ces personnes sont infectées et (ii), d'autre part, les Personnes de catégorie III.

§ 4. La Base de données I contient les catégories de données suivantes des Personnes de catégorie VI :

1° le nom, le type, les coordonnées de la collectivité ;

2° les coordonnées du médecin de référence et/ou de la personne responsable de la collectivité, en ce compris ses nom, prénom et numéro de téléphone.

Article 8. §1^{er}. La Base de données IV contient les catégories suivantes de données à caractère personnel des Personnes de catégorie V et VI aux fins énoncées à l'article 3, § 1^{er}, 2°, B :

1° le numéro d'identification provenant d'une source authentique et le numéro d'identification interne ;

2° les nom, le type, l'adresse, le numéro figurant dans la Banque-Carrefour des Entreprises, de la collectivité à laquelle la personne appartient ou avec laquelle elle a eu des contacts;

3° les coordonnées du médecin de référence et/ou de la personne responsable de la collectivité, en ce compris le nom, prénom et le numéro de téléphone.

Article 9. §1^{er}. La Base de données II est complétée par les données à caractère personnel énumérées à l'article 6 des Personnes de catégorie I, II et III, mais uniquement après pseudonymisation, et exclusivement aux fins prévues à l'article 1, §2, 1°, g, à l'article 1, §2, 3° et à l'article 3, §1, 4°. Il s'agit plus

persoon Categorie IV en (i) enerzijds de Personen Categorie II voor zover de coronavirus COVID-19 test uitwees dat deze personen besmet zijn en (ii) anderzijds de Personen Categorie III.

§ 4. De Gegevensbank I bevat de volgende categorieën van gegevens van de Personen Categorie VI :

1° naam, type, contactgegevens van de collectiviteit;

2° contactinformatie van referentiearts en/of verantwoordelijke van de collectiviteit, met inbegrip van naam, voornaam en telefoonnummer.

Artikel 8. De Gegevensbank IV bevat de volgende categorieën van persoonsgegevens van de Personen Categorie V en VI voor de doeleinden zoals bepaald in artikel 3, §1, 2°, B;

1° identificatienummer uit authentieke bron en intern identificatienummer;

2° naam, type, adres, nummer zoals weergegeven in de Kruispunthank der Ondernemingen, van de collectiviteit waarvan de persoon deel uitmaakt of in contact mee is gekomen;

3° contactinformatie van referentiearts en/of verantwoordelijke van de collectiviteit, met inbegrip van naam, voornaam en telefoonnummer.

Artikel 9. §1. De Gegevensbank II wordt aangevuld met de persoonsgegevens opgelijst in artikel 6 van de Personen Categorieën I, II en III, doch enkel na pseudonimisering, en dit uitsluitend voor de doeleinden zoals bepaald in de artikel 1, §2, 1°, g, artikel 1, §2, 3° en artikel 3, §1, 4°. Het betreft meer bepaald de volgende categorieën van persoonsgegevens:

précisément des catégories suivantes de données à caractère personnel:

- | | |
|---|---|
| 1° un numéro unique qui ne permet pas d'identifier la personne ; | 1° een uniek nummer dat niet toelaat de persoon te identificeren; |
| 2° l'année de naissance et, le cas échéant, l'année et le mois du décès ; | 2° het geboortjaar en, in voorkomend geval, het jaar en maand van overlijden; |
| 3° le sexe ; | 3° het geslacht, |
| 4° le code postal ; | 4° de postcode; |
| 5° le numéro INAMI du prescripteur du test de dépistage du coronavirus COVID-19 ; | 5° het RIZIV-nummer van de voorschrijver van de test op het coronavirus COVID-19; |
| 6° le type, la date, le numéro d'échantillon et le résultat du test ou le diagnostic présumé en l'absence de test ; | 6° het type, de datum, het staalnummer en het resultaat van een test of de vermoedelijke diagnose bij afwezigheid van test; |
| 7° le numéro INAMI du laboratoire qui a effectué le test ; | 7° het RIZIV-nummer van het labo die de test heeft uitgevoerd; |
| 8° en cas de résultat de test négatif, une éventuelle décision de son annulation par un médecin ; | 8° in geval van een negatief testresultaat, een mogelijk beslissing tot overruling hiervan door een arts; |
| 9° en cas d'annulation d'un résultat de test négatif, le numéro INAMI du médecin qui a pris la décision d'annulation ; | 9° in geval van overruling van een negatief testresultaat, het RIZIV-nummer van de arts die de beslissing tot overruling heeft genomen; |
| 10° le type et le code postal de la collectivité, le cas échéant, dont la personne fait partie ou avec laquelle elle est entrée en contact ; | 10° het type en postcode van de eventuele collectiviteit waarvan de persoon deel uitmaakt of in contact mee is gekomen; |
| 11° le résultat des examens médicaux, y compris le résultat du CT-scan ; | 11° het resultaat van medische onderzoeken, met inbegrip van het resultaat van de CT-scan; |
| 12° l'indication de l'exercice ou non de la profession de prestataire de soins ; | 12° de aanduiding van het al dan uitoefenen van het beroep van zorgverlener; |
| 13° les données communiquées au centre de contact, en ce compris les symptômes, la date des premiers symptômes, les déplacements, le suivi des mesures d'isolement et d'hygiène ; | 13° gegevens meegedeeld aan het contactcentrum, met inbegrip van symptomen, datum van de eerste |

	symptomen, verplaatsingen, opvolging van isolatie- en hygiënemaatregelen;
14° le simple fait qu'il y ait eu contact, y compris le fait de faire partie du ménage, entre les Personnes de catégorie IV et (i) d'une part les personnes de catégorie II dans la mesure où le test du coronavirus COVID-19 a révélé que ces personnes sont infectées, et (ii) d'autre part les Personnes de catégorie III.	14° het loutere feit dat er een contact is geweest tussen, en met inbegrip van het deel uitmaken van het huishouden van, de persoon Categorie IV en (i) enerzijds de Personen Categorie II voor zover de coronavirus COVID-19 test uitwees dat deze personen besmet zijn en (ii) anderzijds de Personen Categorie III.
§2. La Base de données II est complétée par les données à caractère personnel énumérées à l'article 6 des Personnes de catégorie IV, mais uniquement après pseudonymisation, et ce exclusivement aux fins énoncées à l'article 3, § 1, 4°. Il s'agit plus précisément des données à caractère personnel suivantes:	§2. De Gegevensbank II, wordt aangevuld met de persoonsgegevens opgelijst in artikel 6 van de Personen Categorie IV, doch enkel na pseudonimisering en dit uitsluitend voor de doeleinden zoals bepaald in artikel 3, § 1, 4°. Het betreft meer bepaald de volgende persoonsgegevens:
1° un numéro unique qui ne permet pas d'identifier la personne ;	1° een uniek nummer dat niet toelaat de persoon te identificeren;
2° l'année de naissance et, le cas échéant, l'année et le mois du décès ;	2° het geboortejaar en, in voorkomend geval, het jaar en maand van overlijden;
3° le sexe ;	3° het geslacht;
4° les symptômes ;	4° symptomen;
5° le contact ou l'absence de contact avec des personnes vulnérables ;	5° het al dan niet contact met kwetsbare personen;
6° le résultat et la date du test prescrit ;	6° het resultaat en de datum van de voorgeschreven test;
7° l'exercice de la profession de prestataire de soins ;	7° het beroep van zorgverlener uitoefenen;
8° les données strictement nécessaires relatives à la prise de contact, en ce compris la date du ticket et le résultat général de la prise de contact sous la forme d'un code ;	8° de strikt noodzakelijke gegevens met betrekking tot de contactopname, met inbegrip van datum van ticket en algemeen resultaat van de contactopname in de vorm van een code;
9° tous les critères pertinents pour estimer le risque élevé ou faible ;	9° alle relevante criteria voor inschatting voor hoog of laag risico;

10° le code postal de l'adresse.

10° postcode van het adres.

Chapitre V. – Accès et transmission des données à caractère personnel

Hoofdstuk V. – Toegang en doorgifte van persoonsgegevens

Article 10. §1^{er}. Les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, chacun dans son domaine de compétence exclusif, n'ont accès qu'aux catégories de données à caractère personnel visées à l'article 7. § 2. § 3 et § 4 (i) des Personnes de catégorie II, dans la mesure où le test coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles sont infectées et (ii) des Personnes de catégorie III, IV, V et VI. L'accès à ces données à caractère personnel n'est possible que pour les finalités mentionnées à l'article 3, §1^{er}, 1° et 2°, à l'article 3, §2 et à l'article 3, §1, 3° notamment pour identifier et contacter le patient, la collectivité à laquelle il appartient ou avec laquelle il a été en contact et les personnes avec lesquelles il est entré en contact.

Artikel 10. §1. De door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra hebben binnen hun eigen bevoegdheidssfeer enkel toegang tot de in artikel 7, § 2, § 3 en § 4 bedoelde categorieën van persoonsgegevens van (i) de Personen Categorie II voor zover de coronavirus COVID-19 test uitwees dat ze besmet zijn en (ii) de Personen Categorieën III, IV, V en VI. De toegang tot deze persoonsgegevens gebeurt enkel voor de doeleinden vermeld in artikel 3, §1, 1°, en 2°, artikel 3, § 2 en artikel 3, §1, 3° in het bijzonder het identificeren en contacteren van de patiënt, van de collectiviteit waartoe hij behoort of waarmee hij in contact is geweest en van de personen met wie hij in contact is gekomen.

§2 Les équipes mobiles et les services d'inspection d'hygiène compétents des Communautés ont, chacun dans son domaine de compétence exclusive, et uniquement aux fins mentionnées à l'article 3, §1, 3°, accès aux catégories de données à caractère personnel visées à l'article 6 des Personnes de catégorie I, II, III, IV et si nécessaire des Personnes de catégorie V et VI dans la Base de données I, notamment dans le cadre d'initiatives visant à prévenir la propagation des effets néfastes causés par les maladies infectieuses.

§2. De bevoegde mobiele teams en de gezondheidsinspectiediensten van de Gemeenschappen hebben, binnen hun eigen bevoegdheidssfeer en enkel voor de doeleinden vermeld in artikel 3, §1, 3°, toegang tot de in artikel 6 bedoelde categorieën van persoonsgegevens van de Personen Categorieën I, II, III en IV en waar nodig van de Personen Categorieën V en VI in de Gegevensbank I, meer bepaald in het kader van initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten die veroorzaakt zijn door infectieziekten tegen te gaan.

§3. Les données à caractère personnel telles que communiquées et conservées dans la Base de données I, ne peuvent être transmises

§3. De persoonsgegevens zoals meegedeeld en opgeslagen in de Gegevensbank mogen verder worden doorgegeven, na pseudonimisering aan de Gegevensbank II

ultérieurement, après pseudonymisation, à la Base de données II, qu'aux fins définies à l'article 3, §1^{er}, 4^o, conformément au Règlement Général sur la Protection des Données et à la loi du 5 septembre 2018 instituant le comité de sécurité de l'information. Les données à caractère personnel telles que communiquées et conservées dans la Base de données II, ne peuvent être transmises à des tiers aux fins stipulées à l'article 3, §1, 4^o qu'après la délibération, visée à l'article 11, de la Chambre "Sécurité sociale et Santé" du Comité de sécurité de l'information.

Chapitre VI – Compétence du Comité de sécurité de l'information

Article 11. §1^{er}. Dans la mesure où cela n'est pas repris dans le présent accord de coopération, tant la communication de données à caractère personnel à Sciensano pour traitement dans la Base de données I que la communication ultérieure de ces données à caractère personnel par Sciensano à des tiers ont toujours lieu après délibération de la Chambre "Sécurité sociale et Santé" du Comité de sécurité de l'information visé dans la loi du 5 septembre 2018 instituant le Comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement Général sur la Protection des Données.

§2. Sans préjudice de l'application du §1^{er}, la Chambre "Sécurité sociale et Santé" du Comité de sécurité de l'information ne délibère sur les communications à ou par la Base de données I de Sciensano que dans la mesure où elles servent les fins visées à l'article 3, sans que la Chambre "Sécurité sociale et Santé" du Comité de sécurité de l'information puisse déterminer elle-même une autre fin.

uitsluitend voor de doeleinden zoals bepaald in artikel 3, §1, 4^o, in overeenstemming met de Algemene Verordening Gegevensbescherming en de wet van 5 september 2018 tot oprichting van het informatieveiligheidscomité. De persoonsgegevens zoals meegedeeld en opgeslagen in de Gegevensbank II, kunnen enkel worden doorgegeven aan derde partijen voor de doeleinden zoals bepaald in artikel 3, §1, 4^o, na de beraadslaging, zoals bedoeld in artikel 11, door de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité.

Hoofdstuk VI. - Bevoegdheid van het informatieveiligheidscomité

Artikel 11. §1. Voor zover niet opgenomen in dit samenwerkingsakkoord, gebeurt zowel de mededeling van persoonsgegevens aan Sciensano voor verwerking in de Gegevensbank I, als de verdere mededeling van die persoonsgegevens door Sciensano aan derden, steeds na beraadslaging door de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité bedoeld in de wet van 5 september 2018 tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

§2. Onverminderd de toepassing van §1 verleent de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité uitsluitend beraadslagingen met betrekking tot de mededelingen aan of door de Gegevensbank I, van Sciensano voor zover die de doeleinden bedoeld in artikel 3 beogen en, zonder dat de kamer sociale zekerheid en gezondheid van

het informatieveiligheidscomité zelf enig ander doeleinde kan vaststellen.

§3. La Chambre "Sécurité sociale et Santé" du Comité de la sécurité de l'information peut préciser, pour chaque finalité de traitement définie à l'article 3, quelles données à caractère personnel spécifiques peuvent être traitées dans le cadre d'une certaine catégorie de données à caractère personnel et qui sont communiquées à l'une des Bases de données II, III et IV ou qui doivent être communiquées à partir de la Base de données IV^o à la Base de données I, dans la mesure où cela est utile pour atteindre la finalité de traitement en question. Cette compétence est exercée conformément à l'article 46 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Si, sur la base de cette compétence, la Chambre "Sécurité sociale et santé" du Comité de sécurité de l'information détermine ou complète les données à caractère personnel dans la catégorie de données à caractère personnel définie à l'article 6 ci-dessus, Sciensano l'indiquera clairement sur son site internet conformément aux dispositions en matière de transparence du Règlement Général sur la Protection des Données.

§4 Conformément à l'article 1^{er} §5, et sans préjudice de l'application du paragraphe §§1^{er}, 2 et 3, (i) les institutions qui peuvent être couvertes sous le vocable de collectivités, (ii) les catégories de fournisseurs d'informations qui doivent de façon obligatoire communiquer des données à caractère personnel à Sciensano pour stockage et traitement ultérieur dans la base de données définie à l'article 2 §1 et (iii) les catégories de données à caractère personnel

§3. De kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité kan per verwerkingsdoeleinde bepaald in artikel 3 verder verduidelijken welke specifieke persoonsgegevens binnen een bepaalde categorie van persoonsgegevens kunnen worden verwerkt en die worden meegedeeld aan één van de Gegevensbanken II, III en IV, of die vanuit de Gegevensbank IV, aan de Gegevensbank I, moeten worden meegedeeld, voor zover nuttig voor het realiseren van het desbetreffende verwerkingsdoeleinde. Deze bevoegdheid wordt uitgevoerd conform artikel 46 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Wanneer op grond van deze bevoegdheid de kamer van sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité de persoonsgegevens binnen de hierboven in artikel 6 bepaalde categorie van persoonsgegevens bepaalt of verder aanvult, zal Sciensano dit conform de bepalingen inzake transparantie van de Algemene Verordening Gegevensbescherming duidelijk kenbaar maken op haar website.

§4. In overeenstemming met artikel 1, §5, en onverminderd de toepassing van §§1, 2, en 3 kunnen (i) de instellingen die onder de collectiviteiten kunnen vallen, (ii) de categorieën van informatieverstrekkers die persoonsgegevens verplicht dienen mee te delen aan Sciensano voor opslag en verdere verwerking ervan in de in artikel 2, §1 bepaalde gegevensbank, en (iii) de categorieën persoonsgegevens die in de gegevensbanken bedoeld in artikel 2 worden verwerkt worden verduidelijkt, gewijzigd of

traitées dans les bases de données visées à l'article 2 peuvent être clarifiées, modifiées ou complétées par le biais d'un accord de coopération d'exécution tel que prévu à l'article 92bis, § 1er, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Article. 12. §1^{er}. Dans le cadre de ses compétences définies à l'article 11 §3, la Chambre "Sécurité sociale et Santé" du Comité de sécurité de l'information précise les règles en la matière et définit au moins les éléments suivants :

1° les données à caractère personnel supplémentaires qui doivent être demandées et en vertu de quelle finalité de traitement parmi les finalités de traitement définies à l'article 3 des données à caractère personnel supplémentaires doivent être demandées ;

2° l'identité du responsable du traitement ;

3° de quelles catégories définies aux articles 6, 7, 8 et 9 relèvent les données à caractère personnel supplémentaires, dans la mesure où elles sont adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire pour la finalité de traitement telle que définie au 1° ;

4° les catégories de personnes visées à l'article 4 à propos desquelles des données à caractère personnel supplémentaires sont traitées ;

5° les mesures visant à garantir un traitement licite et loyal des données à caractère personnel ;

6° la manière dont les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées sont

aangevuld middels een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals voorzien in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel. 12. §1er. In het kader van haar bevoegdheden bepaald in artikel 11, §3, bepaalt de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité de nadere regels ter zake en stelt minstens de volgende elementen vast:

1° de bijkomende persoonsgegevens die dienen te worden opgevraagd en onder welk verwerkingsdoeleinde van de in artikel 3 bepaalde verwerkingsdoeleinden bijkomende persoonsgegevens dienen te worden opgevraagd;

2° de identiteit van de verwerkings-verantwoordelijke;

3° onder welke van de in artikelen 6, 7, 8 en 9 bepaalde categorieën de bijkomende persoonsgegevens komen te vallen, voor zover zij toereikend en ter zake dienend zijn en beperkt worden tot wat noodzakelijk is voor het verwerkingsdoeleinde zoals bepaald in 1°;

4° de in artikel 4 bepaalde categorieën van personen over wie bijkomende persoonsgegevens worden verwerkt;

5° de maatregelen ter verzekering van een rechtmatige en eerlijke verwerking van de persoonsgegevens;

6° de wijze waarop de personen van wie de persoonsgegevens worden verwerkt in kennis

informées de ce traitement conformément au présent accord de coopération.

§2. L'accès au registre national visé à l'article 1er de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et aux registres de la Banque-carrefour visés à l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale est accordé exclusivement pour les finalités de traitement visées à l'article 3.

§3. La communication de données à caractère personnel provenant d'autres sources authentiques à la Base de données I, requiert une délibération de la Chambre Sécurité sociale et Santé du Comité de sécurité de l'information, dans la mesure où la communication de ces données à caractère personnel supplémentaires est nécessaire aux finalités de traitement définies à l'article 3.

Chapitre VII. – Mesures de sécurité

Article 13. §1^{er}. Sciensano, en ce qui concerne les Bases de données I et II, et les autorités régionales compétentes ou les agences désignées par les autorités compétentes, en ce qui concerne les Bases de données III et IV^o, mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées, conformément à l'article 32 du Règlement Général sur la Protection des Données, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

§2. Sciensano, en ce qui concerne les Bases de données I et II, et les autorités régionales compétentes ou les agences désignées par les autorités compétentes, en ce qui concerne les Bases de données III et IV, respecteront les

worden gesteld van die verwerking overeenkomstig het Samenwerkingsakkoord.

§2. Uitsluitend voor de verwerkingsdoeleinden vermeld in artikel 3, wordt toegang verleend tot het Rijksregister bedoeld in artikel 1 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de Kruispuntbankregisters bedoeld in artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

§3. Een mededeling van persoonsgegevens uit andere authentieke bronnen aan de Gegevensbank I vereist een beraadslaging van de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité, voor zover de mededeling van deze bijkomende persoonsgegevens nodig is voor de verwerkingsdoeleinden bepaald in artikel 3.

Hoofdstuk VII. – Veiligheidsmaatregelen

Artikel 13. §1. Sciensano, wat betreft de Gegevensbanken I en II, en de bevoegde regionale overheden of de door de bevoegde overheden aangeduide agentschappen, wat betreft de Gegevensbanken III en IV, nemen passende technische en organisatorische maatregelen overeenkomstig artikel 32 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming om een op het risico afgestemd beveiligingsniveau te waarborgen.

§2. Sciensano, wat betreft de Gegevensbanken I en II, en de bevoegde regionale overheden of de door de bevoegde overheden aangeduide agentschappen, wat betreft de Gegevensbanken III en IV, zullen

principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut, tels que définis à l'article 25 du Règlement Général sur la Protection des Données.

voldoen aan de principes van gegevensbescherming door ontwerp en door standaardinstellingen zoals bepaald in artikel 25 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

Chapitre VIII – Applications numériques de traçage

Hoofdstuk VIII. – Digitale contactopsporingsapplicaties

Article 14. §1er. L'application de traçage numérique des contacts pour prévenir la propagation du coronavirus COVID-19 dans la population vise à informer les utilisateurs qu'ils ont eu un contact à risque avec un autre utilisateur infecté, sans que l'utilisateur infecté soit identifié par l'application de traçage numérique des contacts, et avec l'objectif supplémentaire que l'utilisateur averti prenne alors volontairement les mesures nécessaires, sur la base des recommandations de Sciensano et des autorités compétentes, pour prévenir la propagation du coronavirus COVID-19.

Artikel 14. § 1. De digitale contactopsporingsapplicatie ter voorkoming van de verdere verspreiding van het coronavirus COVID-19 onder de bevolking heeft als doel de gebruikers te informeren dat zij een risicovol contact hebben gehad met een andere besmette gebruiker, zonder dat de besmette gebruiker door de digitale contactopsporingsapplicatie wordt geïdentificeerd, en met als verder doel dat de verwittigde gebruiker dan zelf vrijwillig de nodige stappen zou ondernemen, op basis van de aanbevelingen van Sciensano en de bevoegde overheden, om verdere verspreiding van het coronavirus COVID-19 te voorkomen.

§ 2. L'application numérique de traçage des contacts se limite au traitement des informations qui doivent permettre que:

§ 2. De digitale contactopsporingsapplicatie beperkt zich hierbij tot het verwerken van die informatie die moet toelaten dat:

1° les contacts entre les utilisateurs de l'application numérique de traçage de contacts soient captés sans qu'il soit possible de retracer l'identité d'un utilisateur;

1° contacten tussen de gebruikers van de digitale contactopsporingapplicatie gecapteerd worden zonder dat de identiteit van een gebruiker kan achterhaald worden;

2° lorsqu'un utilisateur entre dans la catégorie (i) des Personnes de catégorie II dans la mesure où le test coronavirus COVID-19 a montré que cet utilisateur est infecté ou (ii) des Personnes de catégorie III, l'utilisateur peut signaler l'infection COVID-19 de manière volontaire, anonymisée, ou au moins pseudonymisée, par le biais de sa propre action active;

2° wanneer een gebruiker valt binnen de categorie van (i) de Personen Categorie II voor zover de coronavirus COVID-19 test uitwees dat deze gebruiker besmet is of (ii) de Personen Categorie III; de gebruiker de COVID-19 besmetting op een vrijwillige, geanonimiseerde, minstens gepseudonimiseerde, wijze kan melden door middel van een eigen actieve handeling;

3° les utilisateurs de l'application numérique de traçage des contacts sont avertis lorsqu'ils se sont trouvés pendant un certain temps à proximité d'un utilisateur infecté par le virus COVID-19 qui l'a signalé conformément aux dispositions du 2°.

§3. L'application numérique de traçage des contacts doit répondre aux conditions minimales suivantes:

1° L'application numérique de traçage des contacts est développée en prenant comme référence le protocole DP3T (Decentralized Privacy-Preserving Proximity Tracing);

2° L'application numérique de traçage des contacts consiste en une application mobile installée localement par l'utilisateur sur son appareil et en un journal central des enregistrements qui permet un fonctionnement contrôlé de l'application numérique de traçage des contacts tel que défini aux § 2, 2° et 3°;

3° Sciensano est le responsable du traitement du journal central des enregistrements, visé au § 3, 2°, qui est stocké dans la Base de données V;

4° L'application numérique de traçage des contacts peut assurer l'interopérabilité avec d'autres États membres européens, des pays qui font partie de l'Espace économique européen ou des pays qui ont été considérés comme ayant un niveau de protection des données adéquat par la Commission européenne, tel que défini dans le Règlement Général sur la Protection des Données (décision d'adéquation), qui utilisent également le protocole visé au point 1° et qui offrent des garanties de protection des données identiques ou équivalentes;

3° gebruikers van de digitale contactopsporingsapplicatie verwittigd worden wanneer zij zich gedurende een bepaalde tijd in de nabijheid hebben bevonden van een met COVID-19 besmette gebruiker die dit gemeld heeft conform hetgeen bepaald is in 2°.

§ 3. De digitale contactopsporingsapplicatie moet voldoen aan volgende minimale voorwaarden.

1° De digitale contactopsporingsapplicatie is uitgewerkt met als referentie het Decentralized Privacy-Preserving Proximity Tracing (DP3T) protocol;

2° De digitale contactopsporingsapplicatie bestaat uit een mobiele applicatie die door de gebruiker lokaal op diens toestel geïnstalleerd wordt en een centrale loglijst die toelaat om werking van de digitale contactopsporingsapplicatie zoals beschreven in § 2, 2° en 3° op een gecontroleerde manier te laten verlopen;

3° Sciensano is de verwerkingsverantwoordelijke van de centrale loglijst, zoals bedoeld in § 3, 2°, die in Gegevensbank V bewaard wordt;

4° De digitale contactopsporingsapplicatie kan interoperabiliteit voorzien met andere Europese lidstaten, landen die deel uitmaken van de Europese Economische Ruimte of landen die zijn aangemerkt als een land met een passend beschermingsniveau inzake gegevensbescherming door de Europese Commissie zoals bepaald in de Algemene Verordening Gegevensbescherming (adequaateitsbesluit), die ook het in het punt 1° vermelde protocol gebruiken en dezelfde of evenwaardige waarborgen naar gegevensbescherming bieden;

5° La communication entre appareils sur lesquels l'application a été installée s'effectue uniquement sur la base de données ne permettant pas d'identifier l'utilisateur;

6° L'application numérique de traçage des contacts permet à un utilisateur, dont l'infection par le virus COVID-19 a été constatée, d'utiliser un code d'autorisation, afin de garantir que seules des informations validées concernant les infections puissent être communiquées au responsable du traitement du journal central des enregistrements, évitant ainsi fausses notifications, les notification par erreur et par accident d'une infection via l'application numérique de traçage des contacts;

7° L'application numérique de traçage des contacts garantit que seul le fait de l'infection, ainsi que la date à laquelle l'utilisateur est suspecté d'être devenu contagieux, sont communiqués au responsable du traitement du journal central des enregistrements, et cela de telle sorte que l'identité de l'utilisateur ne puisse être retracée;

8° L'application numérique de traçage des contacts permet aux utilisateurs de désactiver, temporairement ou définitivement, l'application numérique de traçage des contacts qu'ils utilisent sur leur appareil. L'application numérique de traçage des contacts peut être désactivée à tout moment par l'utilisateur, avec la garantie que la désinstallation de l'application numérique de traçage des contacts ne soit pas plus difficile que son installation;

9° Le journal central des enregistrements de la Base de données V peut être désactivé à tout moment et le traitement des données peut être arrêté pour tous les utilisateurs, temporairement ou non, , par le biais d'un accord de coopération d'exécution visé à l'article 92bis. § 1er, troisième

5° De communicatie tussen toestellen waarop de applicatie geïnstalleerd werd, verloopt enkel op basis van gegevens aan de hand waarvan de gebruiker niet geïdentificeerd kan worden ;

6° De digitale contactopsporingsapplicatie laat een gebruiker, waarvan de besmetting met COVID-19 is vastgesteld, toe om een autorisatiecode te gebruiken, teneinde te waarborgen dat enkel gevalideerde informatie inzake besmettingen kan worden meegedeeld aan de verwerkingsverantwoordelijke van de centrale loglijst, en zodoende valse, accidentele en foutieve meldingen van besmetting via de digitale contactopsporingsapplicatie te vermijden;

7° De digitale contactopsporingsapplicatie waarborgt dat enkel het feit van besmetting, alsook de datum waarop de gebruiker vermoedelijk besmettelijk is geworden, worden meegedeeld aan de verwerkingsverantwoordelijke van de centrale loglijst, en dit op een wijze dat de identiteit van de gebruiker niet achterhaald kan worden;

8° De digitale contactopsporingsapplicatie laat gebruikers toe om de digitale contactopsporingsapplicatie die zij op hun toestel gebruiken, al dan niet tijdelijk, uit te schakelen, en de digitale contactopsporingsapplicatie kan op elk moment door de gebruiker gedeactiveerd worden, waarbij gewaarborgd wordt dat het de-installeren van de digitale contactopsporingsapplicatie niet moeilijker is dan de installatie ervan;

9° De centrale loglijst in Gegevensbank V kan op elk ogenblik gedeactiveerd worden, en de verwerking van gegevens voor alle gebruikers, al dan niet tijdelijk, kan stopgezet worden, door een uitvoerend samenwerkingsakkoord als bedoeld bij artikel

alinéa de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles:

10° Le journal central des enregistrements de la Base de données V est en tout cas désactivé dès qu'il est établi par un accord de coopération d'exécution visé à l'article 92bis, § 1er, troisième alinéa de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles que ces enregistrements ne sont plus nécessaires pour gérer la fin de la stratégie de déconfinement ; le journal central des enregistrements est désactivé automatiquement au plus tard après 1 an, sauf s'il est décidé par un accord de coopération d'exécution qu'une prolongation de cette période est indispensable ;

11° L'utilisateur doit pouvoir transmettre volontairement et de manière autorisée un constat d'infection via l'application numérique de traçage des contacts au journal central des enregistrements, sans que l'identité de l'utilisateur puisse être retracée, et de telle sorte que les éventuelles données à caractère personnel nécessaires pour permettre à un utilisateur de s'authentifier lorsqu'il souhaite signaler une infection soient conservées, si possible en dehors de l'application de traçage des contacts, et en tout cas ne soient jamais transmises au journal central des enregistrements, et soient effacées de l'application de traçage des contacts immédiatement après une authentification réussie ;

12° Aucune donnée de géolocalisation n'est utilisée ou traitée dans l'application de traçage numérique des contacts de quelque manière que ce soit.

13° Lorsqu'un utilisateur est informé d'un contact avec un utilisateur infecté, aucun détail n'est communiqué qui permettrait d'identifier l'utilisateur infecté,

92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ;

10° De centrale loglijst in Gegevensbank V wordt in elk geval gedeactiveerd zodra door een uitvoerend samenwerkingsakkoord als bedoeld bij artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, is vastgesteld dat deze niet meer nodig zijn voor het beheer van de beëindiging van de exitstrategie; de centrale loglijst wordt ten laatste automatisch gedeactiveerd na 1 jaar, tenzij door een uitvoerend samenwerkingsakkoord wordt beslist dat een verlenging van deze periode noodzakelijk is;

11° De gebruiker moet op een vrijwillige en geautoriseerde wijze een vaststelling van besmetting kunnen doorgeven via de digitale contactopsporingsapplicatie naar de centrale loglijst, zonder dat de identiteit van de gebruiker kan achterhaald worden en waarbij eventuele persoonsgegevens die nodig zijn om een gebruiker toe te laten zich te authenticeren wanneer die een besmetting wenst door te geven indien mogelijk buiten de contactopsporingsapplicatie worden gehouden, en in elk geval nooit doorgegeven worden aan de centrale loglijst, en onmiddellijk na een succesvolle authenticatie verwijderd worden van de contactopsporingsapplicatie;

12° Er worden op geen enkele manier geolocatiegegevens gebruikt of verwerkt in de digitale contactopsporingsapplicatie.

13° Wanneer een gebruiker een melding krijgt van een contact met een besmette gebruiker, dan worden geen details meegedeeld die zouden toelaten om de besmette gebruiker te identificeren;

14° Le code source complet, en particulier la couche application qui assure que les données transmises à la Base de données V et où la personne ne peut être identifiée, ainsi que l'interface de l'application de traçage numérique des contacts, est rendu public;

§4. L'application numérique de traçage des contacts respecte les principes énoncés à l'article 5 du Règlement Général sur la Protection des Données.

Seules les données nécessaires pour confirmer une infection COVID-19 d'un utilisateur et pour avertir les utilisateurs de l'application de traçage numérique des contacts qu'ils ont été pendant un certain temps à proximité d'une personne infectée par le virus COVID-19 peuvent être traitées.

Ces catégories de données sont énumérées de manière exhaustive dans le présent accord de coopération ou, les cas échéant dans les accords de coopérations d'exécution visés à l'article 92bis, § 1er, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles

§ 5. L'installation, l'utilisation et la désinstallation de l'application numérique de traçage des contacts par un utilisateur se fait exclusivement de manière volontaire.

L'installation ou non, l'utilisation ou non et la désinstallation ou non de l'application mobile de l'application numérique de traçage des contacts ne peuvent donner lieu à aucune mesure de nature civile ou pénale, à aucun acte discriminatoire, ni à aucun avantage ou désavantage.

14° De volledige broncode, met name de toepassingslaag die ervoor zorgt dat de gegevens die worden doorgegeven naar de Gegevensbank V en waarbij het individu niet kan worden geïdentificeerd alsook de interface, van de digitale contactopsporingsapplicatie wordt publiek gemaakt;

§ 4. De digitale contactopsporingsapplicatie respecteert de principes vervat in artikel 5 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

Enkel gegevens die noodzakelijk zijn om een COVID-19-besmetting van een gebruiker te kunnen bevestigen en gebruikers van de digitale contactopsporingsapplicatie te verwittigen dat zij zich gedurende een bepaalde tijd in de nabijheid hebben bevonden van een met COVID-19 besmette persoon, kunnen worden verwerkt.

Deze gegevenscategorieën zijn limitatief opgesomd in dit samenwerkingsakkoord of, desgevallend, in de in artikel 1 § 5 bedoelde uitvoerende samenwerkingsakkoorden.

§5. Het installeren, het gebruiken en het de-installeren van de digitale contactopsporingsapplicatie door een gebruiker gebeurt uitsluitend op vrijwillige basis.

Het al dan niet installeren, het al dan niet gebruiken en het al dan niet de-installeren van de mobiele applicatie van de digitale contactopsporingsapplicatie kan geen aanleiding geven tot enige burgerrechtelijke of strafrechtelijke maatregel, tot enige discriminerende handeling of tot enig voordeel of nadeel.

§ 6. Toutes les données relatives aux contacts entre utilisateurs, stockées sur l'appareil de l'utilisateur, sont supprimées au plus tard trois semaines après avoir été générées dans l'équipement terminal de l'utilisateur d'une application numérique de traçage des contacts.

Les données qui aboutissent dans le journal central des enregistrements ne peuvent plus être utilisées par l'équipement terminal de l'utilisateur. Les informations stockées dans le journal des enregistrements doivent être supprimées au plus tard trois semaines après leur enregistrement dans le journal des enregistrements.

Les données liées à la communication volontaire d'une infection constatée au virus COVID-19 ainsi que les données utilisées pour l'authentification de la personne infectée, dans la mesure où ces informations sont traitées en application du § 2, 2°, doivent être effacées immédiatement sur l'appareil de l'utilisateur après avoir été saisies dans l'application de traçage des contacts.

§ 7. Ni l'application de traçage des contacts, ni les données traitées au moyen de celle-ci ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues au § 1er, notamment mais pas exclusivement, à des fins policières, commerciales, pénales ou de sûreté de l'État.

Les informations collectées énumérées ci-dessus peuvent être traitées conformément aux conditions prévues au titre 4 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel à des fins archivistiques d'intérêt général, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visées à l'article 89, §§ 2 et 3 du Règlement Général sur la Protection des Données

§ 6. Alle gegevens met betrekking tot contacten tussen gebruikers, opgeslagen op het toestel van de gebruiker, worden gewist ten laatste drie weken nadat ze zijn gegenereerd in de eindapparatuur van de gebruiker van een digitale contactopsporingsapplicatie.

Gegevens die terecht komen in de centrale loglijst mogen niet meer gebruikt worden door de eindapparatuur van de gebruiker. De in de loglijst bewaarde informatie dient te worden gewist ten laatste drie weken nadat ze in de loglijst werd opgenomen.

De data gelinkt aan het vrijwillig doorgeven van een COVID-19 vastgestelde besmetting alsook de gegevens die gebruikt worden voor authenticatie van de besmette persoon, voor zover deze informatie in toepassing van § 2, 2° wordt verwerkt, moeten onmiddellijk gewist worden op het toestel van de gebruiker nadat ze in de contactopsporingsapplicatie ingegeven werden.

§ 7. Noch de contactopsporingsapplicatie, noch de daarmee verwerkte data mogen gebruikt worden voor andere dan de in § 1 bepaalde doelstellingen, in het bijzonder maar niet uitsluitend politionele, commerciële, strafrechtelijke, of aan staatsveiligheid verbonden doelstellingen.

De hierboven opgelijste verzamelde informatie mag, overeenkomstig de voorwaarden bepaald in Titel 4 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens verwerkt worden met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89, §§ 2 en 3 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

§ 8. Une analyse d'impact relative à la protection des données est établie et publiée en application des articles 35 et 36 du Règlement Général sur la Protection des Données.

§ 9. La poursuite du fonctionnement de l'application de traçage des contacts et les traitements de données utiles dans ce cadre sont réglés par un accord de coopération d'exécution visé à l'article 92bis, § 1er, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, sans préjudice des dispositions du présent article. Cet accord de coopération d'exécution contient au minimum :

1° une description du système de traçage, notamment pour s'assurer que les risques qui sont limités par le protocole DP3T de référence ne sont pas réintroduits par l'application de traçage des contacts et ou un système permettant la réidentification ;

2° une description claire des traitements résultant de l'utilisation de l'application de traçage des contacts et une définition claire des concepts importants tels que le contact à risque, le code d'autorisation, la clé sécurisée et le numéro de série temporaire non personnalisé ;

3° les spécifications techniques auxquelles l'application de traçage des contacts devra se conformer ;

4° les spécifications nécessaires pour assurer l'interopérabilité avec d'autres États membres européens, des pays qui font partie de l'Espace économique européen ou des pays qui ont été désignés comme ayant un niveau de protection des données adéquat par la Commission européenne, comme défini dans le Règlement

§8. In uitvoering van de artikelen 35 en 36 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming wordt een gegevensbeschermingseffectenbeoordeling opgesteld en gepubliceerd.

§ 9. De verdere werking van de contactopsporingsapplicatie en de in dat kader nuttige gegevensverwerkingen worden geregeld bij een uitvoerend samenwerkingsakkoord als bedoeld bij artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zonder dat kan worden afbreuk gedaan aan de bepalingen van dit artikel. Dit uitvoerend samenwerkingsakkoord bevat ten minste :

1° een beschrijving van het opsporingssysteem, met name om ervoor te zorgen dat de risico's die door het referentie DP3T-protocol worden beperkt, niet opnieuw worden ingevoerd door de contactopsporingsapplicatie en/of een systeem dat her-identificatie mogelijk maakt;

2° een duidelijke beschrijving van de verwerkingen die voortvloeien uit het gebruik van de contactopsporingsapplicatie en een duidelijke definitie van belangrijke concepten zoals risicocontact, autorisatiecode, beveiligde sleutel en niet-gepersonaliseerd tijdelijk serienummer;

3° de technische specificaties waaraan de contactopsporingssapplicatie zal moeten voldoen;

4° de nodige specificaties om de interoperabiliteit te voorzien met andere Europese lidstaten, landen die deel uitmaken van de Europese Economische Ruimte of landen die zijn aangemerkt als een land met een passend beschermingsniveau inzake gegevensbescherming door de Europese Commissie zoals bepaald in de Algemene

Général sur la Protection des Données (décision d'adéquation), qui utilisent également le protocole visé au point 1° et qui offrent des garanties identiques ou équivalentes en matière de protection des données :

5° les garanties spécifiques pour limiter le risque de réidentification sur la base de l'authentification de l'utilisateur infecté ;

6° la manière dont les personnes concernées sont informées du fonctionnement des applications de traçage des contacts et de l'échange des données qu'elles génèrent ;

7° la procédure de contrôle du bon fonctionnement de l'application de traçage des contacts.

Chapitre IX. – Délai de conservation

Article 15. §1er. Sous réserve des dispositions du § 2, les données à caractère personnel seront supprimées de la Base de données I au plus tard 60 jours après leur stockage. Les données à caractère personnel de la Base de données III sont supprimées quotidiennement. Les données à caractère personnel de la Base de données IV sont soit mises à jour tous les 10 ans, , soit supprimées. Les données stockées dans la Base de données V sont supprimées après 3 semaines au plus tard, conformément aux dispositions de l'article 14 §6.

A l'exception des données des Bases de données IV et V, les données à caractère personnel reçues seront en tout cas supprimées par le responsable du traitement cinq jours après la publication de l'arrêté royal proclamant la fin de l'épidémie de coronavirus COVID-19.

Verordening Gegevensbescherming (adequaateitsbesluit), die ook het in het punt 1° vermelde protocol gebruiken en dezelfde of evenwaardige waarborgen naar gegevensbescherming bieden;

5° de specifieke garanties om het risico van her-identificatie op basis van de authenticering van de besmette gebruiker te beperken;

6° de wijze waarop de betrokkenen worden geïnformeerd over de werking van de contactopsporingsapplicaties en de uitwisseling van gegevens die zij genereren;

7° de procedure voor de controle op de goede werking van de contactopsporingsapplicatie.

Hoofdstuk IX. – Bewaringstermijn

Artikel 15. §1. Behoudens hetgeen bepaald in §2, zullen de persoonsgegevens uit de Gegevensbank I uiterlijk 60 dagen na het opslaan ervan worden gewist. De persoonsgegevens uit de Gegevensbank III worden dagelijks gewist. De persoonsgegevens uit de Gegevensbank IV worden ofwel om de 10 jaar geüpdatet ofwel gewist. De gegevens opgeslagen in de Gegevensbank V worden uiterlijk na 3 weken gewist, conform hetgeen bepaald in artikel 14, §6.

De ontvangen persoonsgegevens, met uitzondering van deze uit Gegevensbanken IV en V, worden in elk geval door de verwerkingsverantwoordelijke gewist vijf dagen na de publicatie van het Koninklijk Besluit dat het einde van de toestand van de coronavirus COVID-19 epidemie afkondigt.

§2. Les données à caractère personnel pseudonymisées telles que définies à l'article 10, §3, qui sont transmises pour la finalité de traitement définie à l'article 3, §1, 4°, seront supprimées conformément aux dispositions de la loi du 10 avril 2014 portant des dispositions diverses en matière de santé et de l'accord de coopération conclu en exécution de celle-ci entre l'INAMI et Sciensano.

Chapitre X. – Transparence et droits des personnes concernées

Article 16. §1^{er}. Sciensano, en tant que responsable du traitement des Bases de données I et II, prend les mesures appropriées pour que les personnes concernées reçoivent les informations visées aux articles 13 et 14 du Règlement Général sur la Protection des Données et la communication visée aux articles 15 à 22 inclus et à l'article 34 du Règlement Général sur la Protection des Données en rapport avec le traitement aux fins prévues à l'article 3 sous une forme concise, transparente, compréhensible et facilement accessible, dans un langage clair et simple.

§2. Sciensano crée et assure la maintenance d'un site internet destiné aux personnes concernées visées à l'article 4 sur lequel sont publiées des informations adéquates conformément à l'article 14 du Règlement Général sur la Protection des Données et les données de contact du délégué à la protection des données.

§3. Sciensano gère et assure la maintenance d'un système pour l'exercice des droits prévus aux articles 15 à 22 inclus et à l'article 34 du Règlement Général sur la Protection des Données.

§2. De gepseudonimiseerde persoonsgegevens zoals bepaald in artikel 10, §3, die worden doorgegeven voor het verwerkingsdoeleinde zoals bepaald in artikel 3, §1, 4°, worden gewist conform hetgeen bepaald in de wet van 10 april 2014 houdende diverse bepalingen inzake gezondheid en de in uitvoering daarvan afgesloten samenwerkingsovereenkomst tussen RIZIV en Sciensano.

Hoofdstuk X. – Transparantie en rechten van betrokkenen

Artikel 16. §1. Sciensano, als verwerkingsverantwoordelijke van de Gegevensbanken I en II, neemt passende maatregelen opdat de betrokkenen de in de artikelen 13 en 14 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming bedoelde informatie en de in artikelen 15 tot en met 22 en artikel 34 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming bedoelde communicatie in verband met de verwerking voor de doeleinden bepaald in artikel 3 in een beknopte, transparante, begrijpelijke en gemakkelijk toegankelijke vorm en in duidelijke en eenvoudige taal ontvangt.

§2. Sciensano creëert en onderhoudt ten behoeve van de betrokken personen bedoeld in artikel 4 een website waarop toereikende informatie gepubliceerd wordt overeenkomstig artikel 14 van de Algemene Verordening Gegevensbeschermingen de contactgegevens van de functionaris inzake gegevensbescherming.

§3. Sciensano onderhoudt en beheert een systeem voor de uitoefening van de in artikelen 15 tot en met 22 en artikel 34 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming bepaalde rechten.

§4. Sciensano, les autorités régionales compétentes et les agences désignées par les autorités régionales compétentes, chacune dans son domaine de compétence, définissent de manière transparente leurs responsabilités respectives, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée et la fourniture d'informations. À cette fin, est conclu un règlement qui fixe les modalités d'une convention de traitement et d'une convention de partage des données à caractère personnel, définissant les rôles et relations respectifs des responsables conjoints du traitement vis-à-vis des personnes concernées.

§4. Sciensano, de bevoegde regionale overheden en door de bevoegde regionale overheden aangeduide agentschappen, ieder binnen diens bevoegdheidssfeer bepalen op transparante wijze hun respectieve verantwoordelijkheden, met name wat betreft de uitoefening van de rechten van de betrokkene en het verstrekken van informatie. Hiertoe wordt een regeling afgesloten die de modaliteiten van een verwerkersovereenkomst en een overeenkomst voor het delen van persoonsgegevens bevat, waarin de respectieve rollen en relaties van de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken ten opzichte van de betrokkenen bepaald worden.

Chapitre VIII. – Dispositions diverses

Hoofdstuk VIII. – Diverse bepalingen

Art. 17. Les litiges entre les parties au présent accord concernant l'interprétation et l'exécution de cet accord de coopération sont soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale.

Art. 17. De geschillen tussen de partijen bij dit samenwerkingsakkoord met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht, in de zin van artikel 92bis, §5 van de bijzondere wet.

Art. 18. § 1 La Conférence Interministérielle Santé publique surveille la mise en œuvre et le respect des accords de coopération conclus à son initiative et, le cas échéant, soumet des propositions d'adaptation.

Art. 18. §1. Het IMC Volksgezondheid houdt toezicht op de uitvoering en naleving van samenwerkingsakkoorden die op haar initiatief tot stand zijn gekomen en, legt indien nodig, voorstellen tot aanpassing voor.

§2. La Conférence Interministérielle Santé publique se réunit dès qu'une partie à l'accord de coopération en fait la demande.

§2. Het IMC Volksgezondheid komt bijeen zodra een partij bij de samenwerkingsovereenkomst daarom verzoekt.

Art. 19. §1. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 4 mai 2020.

Art. 19. §1. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking met ingang van 4 mei 2020.

§2. Sans préjudice des dispositions de l'article 15 §1, l'accord de coopération sera résilié par le

§2. Onverminderd het bepaalde in artikel 15, § 1, wordt dit samenwerkingsakkoord beëindigd door middel van een nieuw

biais d'un nouvel accord de coopération, qui sera porté à la connaissance des citoyens. samenwerkingsakkoord, dat aan de burgers kenbaar wordt gemaakt.

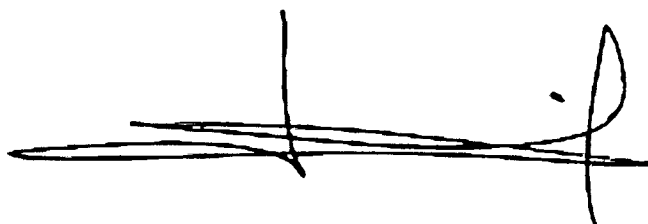
Fait à Bruxelles, le 2 juillet 2020, en un exemplaire original. Gedaan te Brussel, op 2 juli 2020, in één origineel exemplaar.

Pour l'Etat fédéral

Voor de Federale staat

La Première Ministre

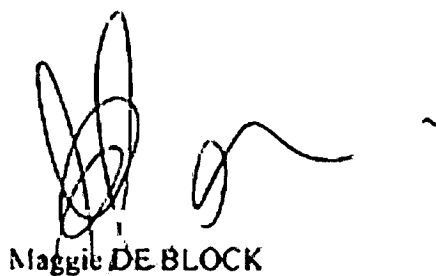
De Eerste Minister



Sophie WILMES

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie



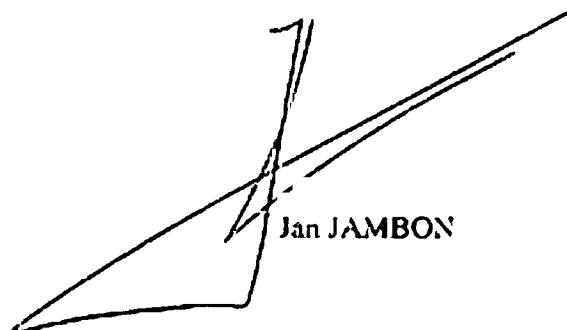
Maggie DE BLOCK

Pour la Communauté flamande

Voor de Vlaamse Gemeenschap

Le Ministre-Président

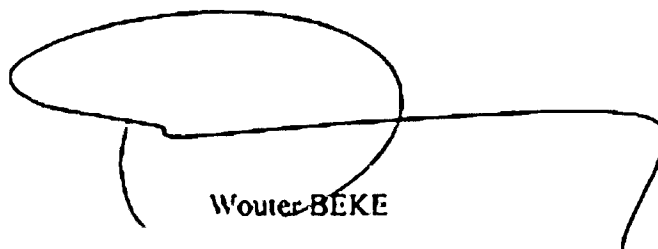
De Minister-President



Jan JAMBON

Le Ministre du Bien-être, de la Santé publique,
de la Famille et de la Lutte contre la pauvreté

De Minister van Welzijn, Volksgezondheid,
Gezin en Armoedebestrijding

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, rounded loop at the top and a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

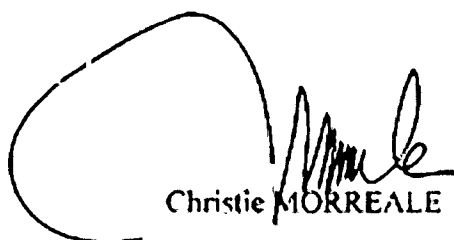
Pour la Région wallonne
Le Ministre-Président

Voor het Waalse Gewest
De Minister-President

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'E' and 'R' with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la
Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des
chances

De Minister van Werk, Sociale Zaken,
Gezondheid en Gelijke Kansen

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'C' and 'M' with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

Christie MORREALE

**Pour la Commission communautaire
commune**

Le Président du Collège réuni

**Voor de Gemeenschappelijk
Gemeenschapscommissie**

De Voorzitter van het Verenigd College



Rudi VERVOORT

**Le Membre du Collège réuni, compétent pour
la Santé et le Bien-être**

**Het Lid van het Verenigd College bevoegd
voor Gezondheid en Welzijn**



Alain MARON

**Le Membre du Collège réuni, compétent pour
la Santé et le Bien-être**

**Het Lid van het Verenigd College bevoegd
voor Gezondheid en Welzijn**



Elke VAN DEN BRANDT

Pour la Communauté germanophone

Voor de Duitstalige Gemeenschap

Le Ministre-Président

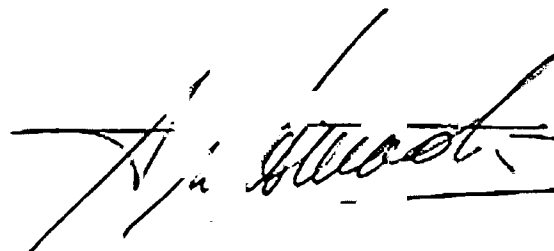
De Minister-President

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large 'S' shape with a horizontal line through it.

Oliver PAASCH

**Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la
Santé et des Affaires Sociales, de
l'Aménagement du Territoire et du Logement**

**De Vice-Minister-President en Minister van
Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting.**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Antonios Antoniades', with a horizontal line extending to the right.

Antonios ANTONIADIS

